01 INFORMATIQUE
N°1996 - 28 MAI 2009
01informatique.fr

ENQUÊTE EXCLUSIVE

PALMARÈS PAC/01 DES ÉDITEURS ET SSII

Le Top 100 français montre ses premiers signes d'essoufflement P. 26

SOLUTIONS

SUR LE TERRAIN

La Française des jeux cartographie ses métiers P. 38

S'ÉQUIPER

Netgear filtre le trafic en temps réel P. 46

L'ÉVÉNEMENT

Yes EU can !

- L'Europe finance des grands projets, harmonise ses normes et protège mieux son marché.
- De décisions politiques en arbitrages commerciaux, elle se donne enfin les moyens d'affronter les Etats-Unis et l'Asie. P. 8

GROUPE TESTS
France Metro : 3,5 € - DOM : 5,25 €, Belgique : 4 €, Suisse : 6,50 FS, Canada : 5,80 $C, Luxembourg : 4 €.
M 02995 - 1996 - F: 3,50 €

DOSSIER FORMATION

Les cursus à suivre pour se préparer à l'après-crise P. 30

MAROC OFFSHORE

LE FORUM DES ACTEURS DE L'OFFSHORING

25 et 26 juin 2009

CASABLANCA

www.maroc-offshore.biz

INFORMATION ET INSCRIPTION :
TEL : +212 (0) 522 995 012
FAX : +212 (0) 522 992 377
inscription@maroc-offshore.biz

Partenaires Media : 2M aswat LE SOIR 01 LE COURRIER DE L'ATLAS OFFSHORE DEVELOPPEMENT

Cette semaine, la rédaction a...

ISTOCK

hurlé en découvrant le prix des imprimantes matricielles.

« Ce qui est rare est cher », tout le monde connaît cette rhétorique. Mais de là à vendre à prix d'or des technologies antédiluviennes, il n'y a qu'un pas qu'Epson franchit allègrement. Tenez-vous bien, sa dernière imprimante matricielle est vendue 539 euros, soit bien plus cher que n'importe quelle imprimante laser couleur ou multifonction milieu de gamme. A ce rythme, on nous refacturera bientôt une disquette plus cher qu'une clé USB…

été impressionnée par le moteur Wolfram Alpha.

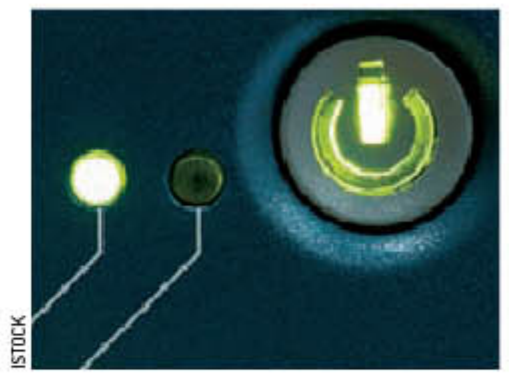
Hourra ! Nous sommes enfin entrés dans le XXIe siècle. Avec un site comme Wolfram Alpha, on peut poser des questions à un ordinateur et obtenir des réponses pertinentes – « Qui est Bill Gates ? », « Quel temps fait-il à Tokyo ? » –, le moteur répond, en détail, indiquant à chaque fois sa source. Il est même capable de résoudre « $4x^2+6x3=64$ » ! Seul souci, il ne fonctionne qu'en anglais. On attend donc la version française avec impatience. A tester d'urgence sur www.wolframalpha.com.

enragé de voir encore des batteries chauffer et exploser.

Et c'est reparti ! HP rappelle plus de 70 000 batteries Li-Ion. Il ne se passe plus six mois sans que l'on n'entende une histoire de batterie défectueuse ou d'un constructeur qui rapatrie en urgence son stock. Nous pensions pourtant que les fabricants de batteries avaient compris. Qu'ils avaient revu leurs processus et amélioré leur contrôle qualité. Apparemment non. Alors qu'est-ce qu'ils attendent ? Un accident mortel ?

salué la création d'un label Energy Star pour les serveurs.

Pourquoi les normes d'économie d'énergie en informatique n'existent que pour le poste client alors que les serveurs consomment largement plus ? Pour mettre fin à ce paradoxe, l'Agence pour la protection de l'environnement (EPA) vient de décliner ses spécifications Energy Star pour les serveurs. Certes, les fabricants n'ont pas attendu pour réduire la consommation. Mais les acheteurs disposent désormais d'un élément de comparaison. On regrettera simplement que les serveurs-lames ne soient pas encore pris en compte.


ISTOCK

été bluffée par le processeur le plus rapide du monde.

A l'heure où l'on se demande ce qu'Oracle va faire des processeurs Sparc de Sun, Fujitsu, lui, prouve que ce processeur a encore de beaux restes. Le dernier Sparc 64 VIIIfx, que Fujitsu fabrique, atteint la vitesse record de 128 milliards d'opérations par seconde. C'est deux fois plus que l'actuel record détenu par Intel. Reste qu'il ne s'agit encore que d'un prototype. Le modèle commercial n'apparaîtra que dans quelques années. Et personne ne sait s'il motorisera, un jour, les serveurs Sun/Oracle…

adoré la lettre de démission de Super Mario.

Comment quitter son entreprise avec style sans se fâcher avec son ancienne équipe ? Jarrad Wood, développeur de logiciels pour l'éditeur 2K Autralia, a eu la bonne idée : envoyer à tous ses collègues un petit jeu vidéo, une sorte de Mario Bros à sa propre gloire qui rappelle, à chaque bonus, qu'il vogue vers de nouvelles aventures. Un jeu que chacun peut tester sur www.farbs.org/Message.html.

Sommaire

ACTUALITÉ

HUMEURS 12
« Les méthodes agiles plus contraignantes qu'il n'y paraît »
« Hadopi ou le pire du pire de nos élus »

TECHNOLOGIES
L'Education nationale passe à la fédération d'identités 14
Le 100 Gigabit Ethernet aux portes des datacenters 16
La qualité logicielle en passe d'industrialisation 17

CARTE BLANCHE
François Rivard, *associé chez Logica Management Consulting*
Sans équipes transverses, point de salut pour les projets SOA 18

GREEN IT
Des progiciels pour mesurer son impact CO_2 . 20

INTERVIEW 21
Serge Cottan, *directeur des achats et de l'administration commerciale de Carrefour France*
« Nous dématérialisons déjà 470 000 factures par mois »

MARCHÉ
Les SSII paient cher la réduction des délais de paiement 22
Tester l'innovation dans les espaces publics . 23

CARTE BLANCHE
Laurent Calot, *PDG de la société CXP*
Et si la crise révélait enfin la vraie valeur du progiciel ? 24

PERSO

VÉCU
« DSI, je me suis reconverti dans la formation » 48

MANAGEMENT
Comment...
... l'enseignement supérieur mutualise l'archivage 50

SE FORMER 52

À SAVOIR 6
RENDEZ-VOUS 56
INDEX 57
BLOGS & FORUMS 58

L'ÉVÉNEMENT

P. 8

L'Europe veut son indépendance en matière de TIC

L'Union européenne met en place une stratégie propre à renforcer son poids sur l'échiquier mondial des technologies de l'information face à l'Amérique du Nord et à l'Asie.

ENQUÊTE

P. 26

Enquête exclusive PAC-01 Informatique

2008 : déjà des signes d'essoufflement du marché

Les éditeurs et sociétés de services se portent légèrement moins bien qu'en 2007. Leur palmarès, dressé par PAC, laisse voir les premiers effets de la crise.

PHOTO DE COUVERTURE : GETTYIMAGES

LES MOTS CLÉS DE LA SEMAINE

Ajax, p. 42
Archivage, p. 50
Datamining, p. 40
Dématérialisation, p. 21
Développement, p. 17
Datacenter, p. 16
DIF, p. 30
Ethernet, p. 16 et 46
Formation continue, p. 30
Gestion de contenu, p. 42
Gestion d'identités, p. 14
Gestion de tests, p. 17
Green IT, p. 20
GRH, p. 38
Hadopi, p. 12
IEEE, p. 16
Industrialisation, p. 17
LAN, p. 16
Progiciels, p. 20, 24 et 26
Qualité logicielle, p. 17
R&D, p. 8
Réseaux, p. 16 et 46
Sécurité, p. 14, 46 et 50
SSII, p. 22 et 26
SSO (Single Sign-On), p. 14
SOA, p. 18

Abonnez-vous en ligne
www.kiosque01.com

DOSSIER P. 30

FORMATION CONTINUE

DES PISTES POUR PRÉPARER L'APRÈS-CRISE

DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION
Des modules courts mais peu utilisés 32

SE FORMER AU MANAGEMENT
Une implication forte du salarié est exigée 33

PROGRAMMES INTERNES
Cursus personnalisés haut de gamme 34

L'OFFRE DU MARCHÉ
Compléter son parcours technique d'un cursus personnel 36

ET DEMAIN...
Apprendre à repositionner sa carrière en permanence 37

SOLUTIONS P. 38

SUR LE TERRAIN
La Française des jeux se prépare à la nouvelle donne 38

S'ÉQUIPER
INFRASTRUCTURE L'analyse prédictive cible désormais les relations entre individus 40
APPLICATIONS Un gestionnaire de contenu fondé sur Ajax qui intègre des référentiels hétérogènes 42
RÉSEAUX ET SÉCURITÉ Une passerelle de sécurité qui travaille en temps réel ou presque ... 46

Retrouvez *01 Informatique* sur BFM

Tous les jeudis à 23 h, Frédéric Simottel, rédacteur en chef, reçoit trois invités dans l'émission 01 Business.

« Le tour du monde de l'actualité high-tech ». Un journaliste de la rédaction revient sur les événements marquants de la semaine.
« Les grands témoins ». Des PDG d'entreprises high-tech et des DSI débattent de leur vision stratégique autour d'un thème fédérateur et vous font partager leur expertise.
« Les chroniques ». Des journalistes et experts dans leur domaine interviennent pendant l'émission.

Téléchargez les émissions en podcastant sur www.bfmradio.fr

ÉDITORIAL

J. WALLACE

Par Frédéric Simottel,
rédacteur en chef
de *01 Informatique*

Bâtir des zones franches d'innovation

En matière d'innovations technologiques, l'Union européenne n'a d'union que le nom. On y dénombre ainsi 2 000 pôles de recherche et développement, 70 politiques nationales de clusters différents et des centaines de programmes régionaux. L'ensemble mis bout à bout représente un budget de 300 milliards d'euros répartis entre 2007 et 2013. Voilà résumé en quelques chiffres le paradoxe du potentiel d'innovation européen. A titre de comparaison, les Etats-Unis concentrent en une seule institution, l'université de Californie-San Francisco, toutes les initiatives issues de la Silicon Valley. Ce pôle a engendré au fil des ans un nombre considérable de sociétés dont la valeur boursière atteint 90 milliards de dollars. La Chine a elle-même concédé des allègements fiscaux et autres avantages à trois immenses plates-formes régionales spécialisées dans le domaine technologique. Il ne s'agit pas dans le cas de l'Europe de rassembler toutes les expertises au sein d'une seule et même zone géographique, mais de concrétiser une bonne fois pour toutes une mise en réseau des compétences. Un maillage européen par spécialités, capable de fédérer autour d'une thématique chercheurs, universitaires, entreprises privées, investisseurs. Il s'agirait en fait de créer des zones franches d'innovation. Au sein de ces zones règnerait un marché unique sans frontières géographiques, mais avec des politiques d'harmonisation des standards technologiques, une législation commune pour les aides fiscales ou la libre circulation des biens, des financements et des personnes. La carte de l'Europe innovante serait redessinée à partir de ces zones. Pas simple à mettre en œuvre, certes, mais si l'on rajoute que le secteur des technologies de l'information représente à lui seul 12 millions d'emplois en Europe, cela vaut le coup d'y réfléchir, non ?

HP et Microsoft encore plus unis

Alliés depuis 2006 pour développer des solutions de communication unifiée, Microsoft et HP étendent leur partenariat. Le nouvel accord, prévu pour quatre ans, implique un investissement commun de 180 millions de dollars. Il concerne un volet lié à l'intégration de certains de leurs produits respectifs (Sharepoint, OCS, Exchange, d'un côté, des produits réseau Procurve, des smartphones, des téléphones IP, de l'autre). S'y ajoutent des actions marketing communes et des services aux entreprises sur la base d'offres produits conjointes. Pour Microsoft, il s'agit notamment de pousser OCS avec l'aide de HP, dépourvu de solutions concurrentes en ToIP.

Le père de MySQL reprend la main

L'un des fondateurs de MySQL, Michael Widenius, en compagnie de l'un de ses chefs de projet, Peter Zaitsev, vient de créer l'Open Database Alliance (ODA), dont le but est de faciliter les échanges entre développeurs et garantir la qualité du code de la base de données open source. Cette initiative intervient quelques semaines après le rachat de Sun par Oracle. C'est le dernier fork en date de la base open source. Plusieurs sociétés ont rejoint ce consortium, parmi lesquelles Percona, qui propose des prestations de service autour de MySQL, MariaDB, une branche de MySQL, et Monty Program AB, fondée par « Monty » Widenius lui-même.

Toujours plus de cloud chez EMC

Avec Mozy, EMC était déjà présent dans les services de sauvegarde en ligne. Aujourd'hui, il met en place un service de stockage sur le web accessible selon un modèle cloud basé sur sa technologie Atmos, un logiciel pour la création de clusters distribués de stockage en mode objet sur du matériel x86 standard. D'abord destiné aux grands comptes qui cherchent une extension de leurs capacités existantes sans achat de matériel et aux fournisseurs de services internet, Atmos on Line sera d'abord déployé dans des centres de données nord-américains, ce qui risque de rendre l'accès hors de ce continent peu performant. Une extension à l'Europe et à l'Asie serait à l'étude

Recrutement : les jeunes diplômés sur la touche

Une petite phrase de Martin Hirsch a mis le feu aux poudres. Selon le site Marianne 2, le haut-commissaire à la Jeunesse aurait récemment rencontré Syntec informatique. Une entrevue qui l'a, semble-t-il, ébranlé. Les membres de la chambre professionnelle, qui regroupe principalement des sociétés de services et de conseil, ont livré leurs prévisions de recrutement pour la rentrée. *« Habituellement, ils embauchent chaque année 8 000 jeunes sur les 24 000 qui obtiennent un diplôme d'informatique. Et, en 2009, ils m'ont dit qu'ils n'en prendraient aucun ! »* Un choix confirmé, par ailleurs, par l'un des responsables en charge du recrutement d'une grande SSII. Si, à la différence de la crise précédente, les sociétés de services maintiennent leurs relations avec les grandes écoles, le recrutement des jeunes diplômés se tarit. En avril, les offres d'emploi pour cadres de l'informatique ont, selon l'Apec, reculé de 48 % par rapport à l'an dernier. ■

DR

Novell adapte son Linux aux mobiles

Le système Suse Linux Enterprise de Novell connaîtra d'ici à cet été une version adaptée aux appareils mobiles, netbooks et téléphones portables. Novell porte l'environnement collaboratif de sa distribution sur le noyau Moblin 2.0, un autre Linux qu'Intel met au point dans le but de promouvoir ses processeurs Atom sur les appareils où l'autonomie est critique. Malgré les efforts des deux fournisseurs, les constructeurs privilégient pour l'heure les architectures du concurrent ARM, épaulé par un système d'exploitation de leur cru. Canonical est également sur les rangs avec son Ubuntu, qui fonctionne nativement sur l'architecture ARM.

Les services réseau résistent bien

Selon le cabinet d'études IDC, le marché français des services réseau progressera de 1,9 % en 2009 pour atteindre un montant de 5,94 milliards d'euros. Représentant 24 % du marché des services informatiques, l'activité de ces derniers sera particulièrement tirée par les projets d'entreprise concernant l'évolution des architectures (48 %), le renforcement de la sécurité (39 %), le renouvellement des équipements (39 %) et la mise en place de nouvelles applications (35 %).

PARTAGER SUR UN FORUM ? www.01informatique.fr

Gartner tire sur l'ambulance Vista

Les analystes de Gartner n'ont jamais beaucoup aimé Vista et ont multiplié les mises en garde auprès des entreprises depuis le lancement de ce système d'exploitation, qui restera dans les annales des grands ratages informatiques. Dernier coup d'éclat : une note de recherche recommande aux organisations n'ayant pas encore dépassé la moitié de leurs calendriers de prédéploiement d'oublier le travail effectué et de se préparer plutôt à une migration vers Windows 7, qui devrait arriver à l'automne.

CA et BMC : des résultats enviables

Les champions de l'administration du système d'information restent épargnés par la crise. Les revenus de BMC ont crû de 8 % lors de l'exercice clos en mars dernier. Une performance que l'éditeur doit à sa ligne de service Automation (+ 11 % de commandes pro forma), qui a intégré l'offre de Bladelogic au printemps 2008. Mais le bénéfice a décliné, passant de 314 millions de dollars l'année précédente à 238. Les prises de commandes dans le mainframe ont, elles, baissé de 11 %. CA fait mieux : les commandes de logiciels ont augmenté de 11 % à taux de change constant, et son bénéfice... de 39 %. Les offres Wily (supervision d'application), e-Health et Spectrum (réseau) et mainframe ont tiré l'activité, selon la société.

Le 10 Gbit/s sort du cœur de réseau

La prochaine génération de routeurs, de commutateurs et autres IPBX pourrait enfin généraliser le 10 GBit/s Ethernet et développer des traitements applicatifs, tel que le routage de la voix sur IP. C'est ce que laissent supposer les caractéristiques d'Octeon II, la nouvelle génération du processeur de Cavium Networks qui devrait équiper les premiers appareils d'ici à la fin de l'année. Pourvue d'une mémoire cache de 6 Mo et de 32 cœurs 64 bits cadencés à 1,5 GHz qui exécutent jusqu'à 120 milliards d'opérations par seconde, cette puce filtre, décode ou modifie quatre flux 10 GbE parallèles sans ralentir le trafic. Elle possède de surcroît une partie reprogrammable pour stocker des algorithmes métier ou des empreintes de paquets à traiter automatiquement.

Trois start up en vedette à Startwest

DR

Vingt-deux projets à la recherche de 23 millions d'euros. Malgré la conjoncture, la manifestation rennaise Startwest 2009 a rempli son objectif de présenter à un parterre d'investisseurs des start up spécialisées dans les biotechnologies, l'environnement et l'informatique. Crise oblige, les organisateurs ont retenu des projets dont la rentabilité pouvait attendre cinq ans. Trois d'entre elles ont retenu l'attention. Fondée en 2005, BlueXML propose ainsi un environnement graphique de modélisation pour concevoir des portails documentaires à partir des outils de gestion de contenus d'Alfresco. Boozter est née en janvier. Son logiciel BoozterMail classe les courriels en fonction de mots-clés tout en créant la fiche contact de l'expéditeur. Conçu pour le webmail, il intéresserait Orange. Cybervia, enfin, commercialise un boîtier multimédia qui enregistre et diffuse les flux numériques vers les téléviseurs, PC, consoles de jeux et mobiles. Pour se financer, toutes trois misent sur la loi Tepa, qui incite les particuliers à se muer en business angels. ■

OpenOffice réinvente l'interface utilisateur

Renaissance est un projet qui vise à doter la suite Open Source, d'OpenOffice, d'une interface censée réinventer l'ergonomie du poste bureautique. Dix-sept propositions indépendantes ont été retenues et devront déboucher sur des interfaces graphiques fonctionnelles d'ici à cet été. Parmi elles, Iced Coffee propose une barre d'icônes principale dont la composition s'affine d'après les habitudes des utilisateurs. Flux UI fait, elle, la part belle à un environnement qui rappelle un banc de montage multimédia. Dans sa version de série, OpenOffice exploite pour l'instant l'interface d'Office 2003, jugée vieillotte par les utilisateurs.

Orange Business Services pousse IPv6

Le fournisseur de services de communication proposera le protocole IP version 6 sur son réseau MPLS IP VPN dans 35 premiers pays au deuxième trimestre 2009. La prestation sera étendue à une centaine de pays d'ici à 2010. En combinant les trafics IPv4 et IPv6 au sein de son VPN, la filiale de France Telecom souhaite aussi accompagner les sociétés dans leur intégration d'IPv6. En effet, certains observateurs de l'industrie prévoient maintenant la bascule en 2011.

CONSULTER DES OFFRES D'EMPLOI ? www.01informatique.fr

POLITIQUE.

L'Europe veut son indépendance en matière de TIC

L'Union européenne met en place une stratégie propre à renforcer son poids sur l'échiquier mondial des technologies de l'information face à l'Amérique du Nord et à l'Asie.

EEC PHOTO

LES FAITS

Ces dernières semaines, la commissaire européenne responsable de la société de l'information et des médias, Viviane Reding, a multiplié les initiatives sur le front des télécoms et des logiciels. Elle a également pris des décisions tranchées face aux Etats-Unis. De nombreux programmes sont lancés.

L'ANALYSE

Près de 500 millions d'habitants dans l'Union européenne (sur 730 pour toute l'Europe) contre 350 millions en Amérique du Nord : tel est le rapport de force estimé par l'Ined (Institut national d'études démographiques) pour 2009. Mais en matière de technologies de l'information, les chiffres sont moins favorables au Vieux Continent. Certes, il consomme bien. Mais il ne produit pas assez et n'arrive donc pas à imposer ses vues et ses spécificités. Aussi les responsables de la Commission européenne mettent tout en œuvre – tant sur le plan économique que sur le plan politique - pour lui redonner un meilleur rôle au plan international. Revue de détail des objectifs assignés et des initiatives lancées récemment.

Établir les conditions d'un marché unique fort

Partir de Chypre. Aller jusqu'en Irlande. Toucher des centaines de millions de clients, avec une même monnaie et les mêmes contraintes réglementaires. Le rêve ! Hélas, cette vision d'un marché unique européen reste encore brouillée par la barrière de la langue, l'histoire des pays et les différences de politiques nationales.

La Commission européenne œuvre cependant pour lever ce handicap face aux Etats-Unis. Si rien ne peut être fait pour la langue, de nombreux chantiers d'harmonisation des règles ont déjà été lancés (sécurité financière, banque, qualité, EDI, etc.). Les décisions les plus récentes ciblent surtout les réseaux. Un eurogendarme des télécoms vient d'être créé. Il pourra prendre des décisions contraignantes si l'une de ses recommandations n'est pas appliquée. Par exemple, à partir du mois de juillet, les tarifs d'itinérance seront plafonnés pour ne pas pénaliser ceux qui se déplacent beaucoup sur le Continent. L'actuel credo de Viviane Reding, commissaire européenne responsable de la société de l'information et des médias est aussi la création d'acteurs paneuropéens. Inmarsat Ventures et Solaris Mobile viennent ainsi d'être sélectionnés comme opérateurs de services sur l'ensemble de la zone Europe. Mais ces initiatives sont trop souvent ralenties par la tendance de chaque pays à protéger son champion national et son marché.

Investir toujours plus en R&D

Le PCRD (Programme-Cadre de Recherche-Développement) est le principal instrument communautaire pour financer la recherche (un milliard d'euros par an). Ce programme pluriannuel aide à organiser et soutenir financièrement la coopération entre universités, centres de recherche et entreprises – dont les PME. Dans le cadre du PCRD sont financés des

INDÉPENDANCE. Face à l'hégémonie américaine dans l'informatique, l'Europe cherche à marquer sa différence tant sur le plan juridique, économique que technologique.

projets mettant en coopération au moins trois partenaires de trois pays européens, sous forme de consortiums constitués pour répondre aux appels d'offres de R&D de la Commission. Les financements vont de 50 % du coût du projet pour les grands groupes à 75 % pour les PME et instituts académiques. *« Il y a actuellement 546 programmes de R&D en cours, dans le cadre du cinquième PCRD »*, indique Patrick Schouller, chargé de mission à la DGCIS du ministère des Finances.

Les pôles de compétitivité français ont par ailleurs leurs pendants européens, les clusters Eurêka. Par rapport au PCRD, ils sont menés à l'initiative des industriels eux-mêmes. Les PME françaises représentent près de la moitié des participants. *« Quelques domaines sont privilégiés : la nanoélectronique avec Catrene, le développement de briques d'infrastructure logicielles avec Itea2, les télécommunications avec Celtic »*, précise Rémy Renaudin, coordinateur national Eurêka.

Adopter une politique commune

Pas un mot sur les nouvelles technologies dans les programmes des principaux partis politiques français. A l'exception notable d'Europe Ecologie, qui propose la création à la fois d'un observatoire commun sur les nanotechnologies et d'une Cnil européenne.

En revanche, un intense lobbying est exercé dans les couloirs du Parlement. Syntec informatique, pour la France, et ses homologues dans huit autres Etats membres ont remis fin octobre un document de position à Viviane Reding. But : développer une stratégie commune du logiciel. Ce *« groupe des neuf »* propose d'adapter les mécanismes européens de financement aux éditeurs de progiciel (programme Eurosoft) et de créer une définition commune des entreprises innovantes axée sur l'innovation ●●●

INTERVIEW

MARTIN SELMAYR ,
Porte-parole Société de l'information et média de la Commission européenne

« Priorité est donnée à la R&D pour revenir au premier plan »

© EUROPEAN COMMUNITY, 2009

Quelles sont les initiatives européennes en matière de TIC ?

Martin Selmayr : Générant près de 50 % de la productivité européenne, les nouvelles technologies contribuent de manière importante à la croissance économique de l'Europe. Le WWW, les standards GSM et MPEG ou encore la technologie ADSL ont tous été inventés en Europe. Pour garder cette position de leadership, la Commission a présenté en 2005 la stratégie i2010. Elle poursuit ces initiatives et va conduire jusqu'en octobre une consultation publique sur les domaines clés de la future société de l'information européenne tels que l'impact socio-économique des TIC, l'avenir des réseaux et d'internet, les barrières contre un marché unique numérique, le rôle des utilisateurs, les services publics en ligne, etc.

Comment rattraper notre retard ?

MS : L'Europe détient 34 % du marché mondial des TIC et sa valeur s'accroît de 4 % par an. Elle dispose de forces reconnues dans les télécoms et les services, les logiciels d'entreprises, la robotique, la sécurité. Elle est également au premier plan pour la télémédecine, l'électronique embarquée pour l'automobile et l'aérospatiale. Mais l'Europe est en retard en matière de R&D et de création de produits et services innovants. En mars, la Commission a donc invité de nouveau les États membres et les entreprises à mettre leurs ressources en commun et à intensifier leur collaboration. Et le financement annuel disponible au titre du volet TIC de son programme de recherche passera progressivement de 1,1 milliard d'euros en 2010 à 1,7 milliard d'euros en 2013. ■

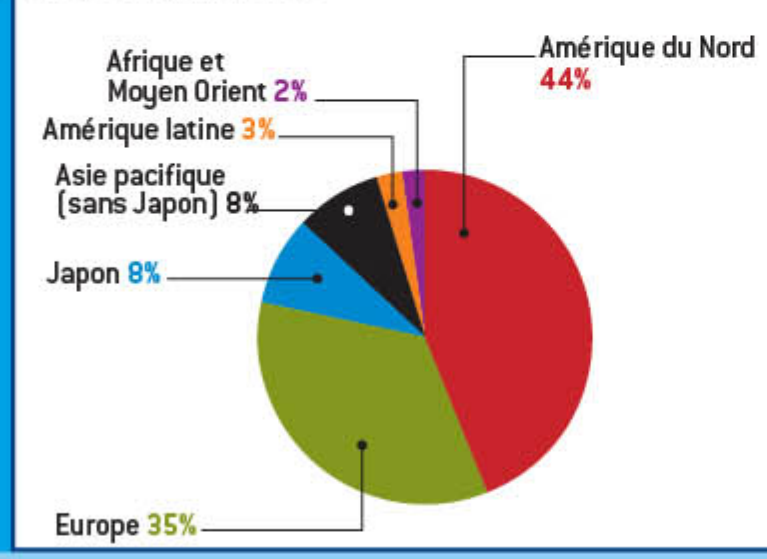
L'EUROPE VEUT SON INDÉPENDANCE EN MATIÈRE DE TIC

Une Europe pas assez puissante dans le monde

Les chiffres de l'Eito (European Information Technologies Observatory) et de Gartner diffèrent largement, mais les proportions demeurent. Selon l'Eito, le problème est que le poids mondial de l'Europe en tant que fournisseur de logiciels packagés n'est que de l'ordre de 10 %. Les SAP, Dassault Systèmes, et autres Sage ne sont pas assez nombreux.

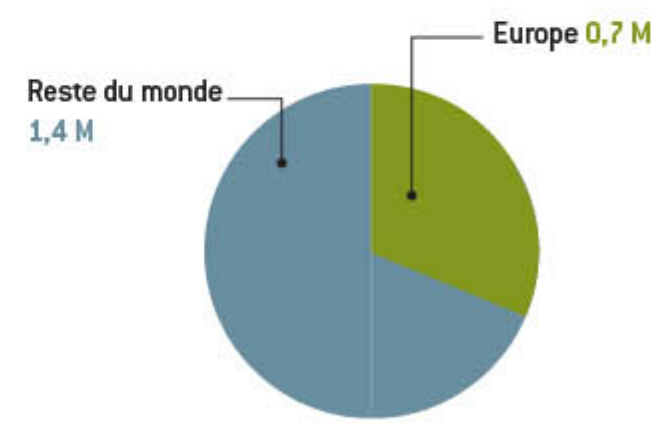
L'Europe consomme trop de logiciel par rapport à sa production

VENTES DE LOGICIELS EN 2008
Sources : Gartner et Eito



Un poids ridicule dans les serveurs malgré un tiers de la demande

VENTES DE SERVEURS AU QUATRIÈME TRIMESTRE 2008, EN MILLIONS D'UNITÉS
(SOIT UN TOTAL DE 2,1 MILLIONS, POUR 13,1 MD€)
Source : Gartner

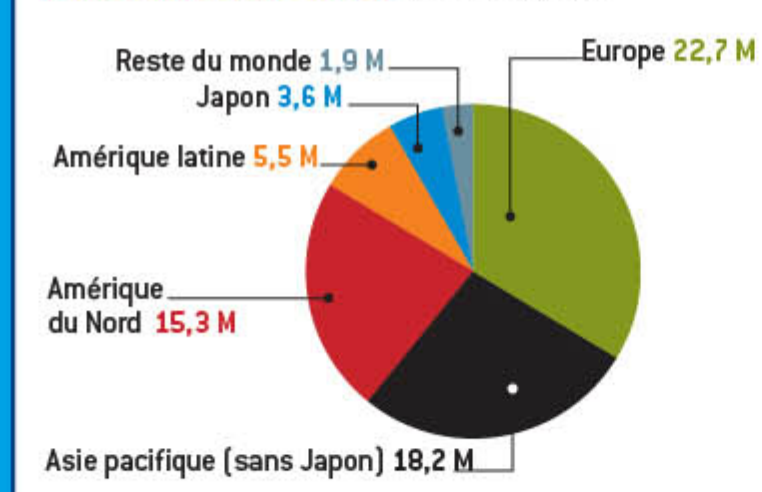


La consommation de serveurs a chuté de 20,6 % en valeur au quatrième trimestre 2008 en Europe, contre 14,6 % pour l'Amérique du Nord. La demande dépasse, comme dans le logiciel, largement l'offre. Seul constructeur majeur européen, Fujitsu Siemens Computer : avant le divorce, l'alliance était en cinquième position du classement de Gartner.

Au premier trimestre 2009, la demande a chuté bien plus en Europe (-10,2 %) que dans le monde (-6,5 %). Dans le domaine du PC, les Européens sont absents des toutes premières places. Les stars montantes s'appellent Acer et Toshiba, grâce à la percée continue des portables et, plus récemment, des netbooks, qui ont réussi à endiguer le recul du secteur en 2008.

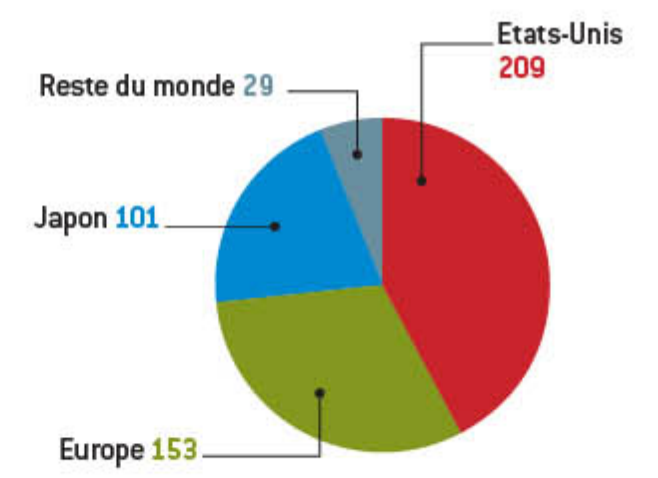
Plus de PC qu'aux Etats-Unis mais pas de champion européen

VENTES DE PC AU PREMIER TRIMESTRE 2009, EN MILLIONS D'UNITÉS (ESTIMATION)
(SOIT 67,2 MILLIONS D'UNITÉS) Source : Gartner



Nokia-Siemens mène la R&D mondiale en matière d'IT

INVESTISSEMENTS EN R&D EN 2007
(SOIT 492 MILLIARDS DE DOLLARS)
Source : Bloomberg et Booz & Company



En 2007, 492 Md$ ont été investis en R&D dans le monde, dont 142 dans le matériel informatique et l'électronique, 29 dans le logiciel et internet et 9 dans les télécoms. L'alliance européenne Nokia-Siemens est le premier investisseur R&D mondial dans les domaines informatique et télécoms, devant Microsoft, Samsung, IBM et Intel.

●●● plutôt que sur la R&D. Apparemment convaincue, Viviane Reding a mandaté un groupe d'experts afin de mesurer les impacts actuels et futurs du logiciel mais aussi des services informatiques sur le développement du Vieux Continent. Conduit par le cabinet Pierre Audoin Consultants (PAC), ce consortium rencontrera les syndicats professionnels mais aussi les pouvoirs publics, les industriels et les capitaux-risqueurs avant de remettre ses recommandations à la commissaire. Les modèles économiques proposés tiendront compte des technologies de rupture que constituent le logiciel libre, le cloud computing ou l'internet des objets.

Pour Frédéric Giron, directeur des études chez PAC, une page se tourne. Issu de la stratégie de Lisbonne, le programme en faveur des TIC qui s'achèvera l'an prochain (i2010) fait la part belle aux télécoms et aux réseaux : *« Peu d'initiatives ont été prises en faveur du logiciel et des services »*, constate Frédéric Giron. Cela devait changer.

Réaffirmer l'autonomie de l'Europe

Amende record pour Microsoft. Amende record pour Intel. Deux entreprises américaines, punies pour abus de position dominante par la Commission européenne, alors qu'elles s'en sortent avec une simple tape sur les doigts dans leur pays d'origine. Deux poids, deux mesures ? *« Non, la Commission européenne s'est simplement imposée au plan mondial, comme le supergendarme de la concurrence, en équilibrant les positions ultralibérales de l'administration Bush »* explique David Spector, professeur associé à l'Ecole d'économie de Paris. L'intérêt est évidemment de replacer le Vieux Continent au centre de l'échiquier mondial. Ce qui n'empêche pas les mauvaises langues de crier au protectionnisme. On murmure par exemple l'existence de comités officieux chargés d'éviter, ou du moins de compliquer, le rachat d'acteurs européens par des Américains.

Ce rôle d'arbitre sur la concurrence, l'Europe aimerait l'étendre à la gouvernance de l'internet, la gestion des noms de domaines en particulier. Celle-ci est, en effet, assurée par l'Icann, une entreprise Californienne qui agit dans le cadre d'accords avec le ministère du Commerce américain. Viviane Reding milite pour *« la privatisation complète de l'Icann et son adossement à un organe judiciaire indépendant »*, ainsi que la mise en place d'un G12 de la gouvernance de l'internet. ■

XAVIER BISEUL, PIERRE LANDRY, ANICET MBIDA, ARMELLE SICCAT

programmes
2009

//le spécialiste de la formation
aux nouvelles technologies et au management/

ORSYS
Informatique et Management

Management

management d'équipes
accompagner le changement
maîtrisez les conflits
gérer le stress dans votre équipe
développez votre leadership
maîtrisez le management transversal
motiver et animer une équipe
déléguez et responsabilisez
...

Développement personnel

efficacité personnelle
optimisez votre communication
améliorez vos écrits professionnels
gérez votre stress
le mind mapping
conduire une réunion
gérer son temps
s'exprimer dans un groupe
développez votre mémoire
...

catalogue gratuit sur
simple demande au
01 49 07 73 73 ou
info@orsys.fr

catalogue
management
et développement
personnel

programmes détaillés
également disponibles
sur notre site www.orsys.fr

Tous les cours ORSYS sont éligibles au titre du DIF en fonction du nombre d'heures acquis par les salariés

ORSYS, c'est aussi plus de 500 formations en informatique, demandez le catalogue gratuit

ORSYS - La Grande Arche Paris La Défense • Paris • Lyon • Nantes • Aix • Rennes • Toulouse • Lille • Strasbourg • Bruxelles • Genève • Luxembourg

Le point de vue des journalistes de la rédaction

« Les méthodes agiles plus contraignantes qu'il n'y paraît »

Certains comparent volontiers Scrum et le rugby. Un sport incompréhensible aux néophytes, dont les grandes règles sont pourtant simples. Même désarroi vis-à-vis des méthodes agiles jugées « bordéliques ». Surtout par ceux qui aiment prévoir à long terme. En fait, tout dépend d'où on se place ! Un supérieur, qui veut tout planifier et évaluer ses collaborateurs selon la quantité de documentation produite, estimera en effet ces méthodes trop floues au premier abord. Un développeur, soumis à des réunions quotidiennes avec ses pairs et obligé de délivrer des exécutables à intervalles rapprochés et réguliers, les trouvera, en revanche, contraignantes. Surtout si l'entreprise dans laquelle il travaille avait jusqu'alors des processus de développement très bien définis… mais rarement appliqués. Chaque étape d'une méthode traditionnelle semble bien cadrée : expressions des besoins, analyse et conception, programmation, intégration. Il est cependant parfois difficile de garantir que chaque étape est correctement effectuée. Les spécifications ne sont pas nécessairement suivies ni comprises; la documentation du code et des tests peut être succincte ou inexistante, même si, en théorie, celle-ci a une place importante dans le processus de développement de l'application. Dans une gestion de projet agile, la documentation passe au second plan. C'est la communication entre les différents membres de l'équipe et avec le client qui devient déterminante. Les itérations courtes rapprochent l'équipe projet et le logiciel final du client. Ce dernier valide régulièrement et rapidement les spécifications qui évoluent. Les retards et les problèmes sont ainsi plus vite détectés. Le développeur, quant à lui, doit répondre plus vite aux besoins du client, ce qui risque d'être vécu comme une perte de liberté. Reste qu'une gestion de projet agile ne donnera pas de meilleurs résultats qu'une méthode traditionnelle si la pression hiérarchique est trop importante et la communication inexistante. D'où l'apparition de coachs agiles dans les sociétés de conseil chargés d'accompagner les équipes rencontrant des difficultés lors de leur conversion à l'agilité. ■

« Une gestion de projet agile mal appliquée ne donnera pas de meilleurs résultats qu'une méthode traditionnelle »

Marie Jung,
rédactrice
à *01 Informatique*

m.jung@01informatique.fr

« Hadopi ou le pire du pire de nos élus »

La loi Hadopi aura eu au moins un mérite. Celui de jauger le niveau informatique de nos élus. De grands moments que vous pouvez revivre au travers de nombreuses vidéos en ligne. Commençons par le meilleur, ou plutôt la meilleure : Christine Albanel. Lors du premier passage du texte à l'Assemblée, notre ministre de la Culture a lourdement chuté, confondant logiciel libre et propriétaire, suite bureautique et pare-feu. Morceaux choisis : *« Sur l'affaire des logiciels libres, quand on achète, par exemple le pack Microsoft – ça, c'est pas du logiciel libre – mais, disons, Word, Excel, PowerPoint, il y a évidemment des pare-feu. » « Nous, au ministère, nous avons un logiciel libre, qui s'appelle Open Office, et il y a effectivement un logiciel de sécurisation qui empêche le ministère à la Culture d'avoir accès* (sic). » Plus récemment, on a eu droit au duo comique entre la même Albanel et Françoise de Panafieu. Moins drôle, il a valu le licenciement d'un cadre de TF1, ce dernier ayant eu la mauvaise idée d'exprimer par courriel son opposition à la loi Hadopi. Françoise de Panafieu l'a transféré derechef à son amie de la Culture. Une boulette qu'elle justifie par la fameuse touche forward. *« Vous l'envoyez à 2 personnes, puis 10, puis 30, et, au bout d'une demi-heure, ce sont 500 personnes qui sont au courant. Que celui ou celle qui n'a jamais utilisé cette touche lève le doigt dans cette Assemblée. »* Personne n'a moufté. Et pour cause. Dans les rangs de l'Assemblée, le niveau n'est pas meilleur. Le site Bakchich a ainsi eu la bonne idée d'interroger les députés sur la signification du peer-to-peer. Sûr de lui, Henri Plagnol (UMP, Val-de-Marne) traduit immédiatement P2P par échange entre pairs. *« Le peer-to-peer, c'est pouvoir s'adresser en direct et avec toutes les technologies numériques à des personnes qui sont dans la même situation que vous. C'est quelque chose de très positif et qu'il faut encourager. »* S'il le dit ! Charles de la Verpillière (UMP, Ain) avoue, lui, ne rien y connaître, tout en précisant qu'il a des doutes sur ce que font ses trois fils de 19, 17 et 14 ans sur son ordinateur. Attention, M. le député, vous pourriez bientôt voir votre connexion coupée. ■

« Revivez en ligne les sketchs du pare-feu d'Open Office, de la touche forward et de l'échange entre pairs »

Xavier Biseul,
grand reporter
à *01 Informatique*

x.biseul@01informatique.fr

PHOTOS : JIM WALLACE

OFFRE EXCLUSIVE D'ABONNEMENT

VOTRE CONSEIL HEBDOMADAIRE AU CŒUR DES NOUVELLES TECHNOLOGIES !

01 INFORMATIQUE

pour **16€** par mois

soit **49%** de réduction

1 an - 45 N° dont 1 double
+ 5 versions PDF par numéro

BON D'ABONNEMENT

Retrouvez cette offre en ligne !
www.abo-01informatique.com

01 INFORMATIQUE

À renvoyer par courrier à 01 INFORMATIQUE - Service Abonnements - B 981 - 60732 SAINTE GENEVIEVE CEDEX
ou par Fax au 03 44 12 57 67

☑ **OUI,** je m'abonne à **01 INFORMATIQUE** (1 an - 45 N°) + 5 versions PDF par numéro pour **192€** au lieu de ~~374€~~

❑ Je préfère m'abonner à 01 INFORMATIQUE seul pour (1an - 45 N°) pour 144€

Je règle par :

❑ Chèque bancaire à l'ordre de **01 INFORMATIQUE**

❑ Carte bancaire (CB, EC, MC, VISA)

N° ____ ____ ____ ____

N° de contrôle ____ Expire fin ____
(3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire)

Date et signature obligatoires

❑ Je souhaite recevoir une facture acquittée.
Si l'adresse de facturation est différente de celle de la livraison ci-contre, merci de nous le préciser.

❑ Mme ❑ Mele ❑ M.

Nom ____ Prénom ____

Société ____ Fonction ____

Adresse ____

Code postal ____ Ville ____

Tél. ____

Pour recevoir les PDF :

E-mail n°1 : .....

E-mail n°2 : .....

E-mail n°3 : .....

E-mail n°4 : .....

E-mail n°5 : .....

Offre valable jusqu'au 31/12/09 pour les nouveaux abonnés en France métropolitaine uniquement. Il existe un droit de rétractation. Réception du premier numéro sous 4 semaines à réception de votre règlement. En application de l'article L27 du 6.1.78 les informations ici demandées sont nécessaires à l'exécution de votre commande et aux services qui y sont associés. Les catégories de destinataires sont uniquement celles nécessaires à l'exécution de cet abonnement, aux services associés et partenaires du Groupe sauf opposition de votre part. Vous pouvez accéder aux informations vous concernant et procéder éventuellement aux rectifications nécessaires auprès du service Abonnements.

PPI544 / PPIX09

GROUPE TESTS

SÉCURITÉ.

L'Education nationale passe à la fédération d'identités

L'infrastructure de sécurisation des accès déployée permet aux collaborateurs de l'Education nationale d'accéder à des applications mêmes si elles sont situées hors de leur académie.

Sept ans de chantier

- **2002 :** concertation autour de la mise en place d'un système de sécurité.
- **2004 :** installation d'un système de signature unique (SSO), création d'un annuaire fédérateur et début du déploiement de l'authentification forte.
- **2005 :** fin de la mise en place de l'annuaire fédérateur et du SSO.
- **2006 :** début des travaux de fédération d'identités.
- **2009 :** 60 % des académies sont fédérées.

LES FAITS

Après sept ans d'investissements en matière de sécurité, consistant notamment dans la mise en place d'une gestion optimale des identifiants de l'ensemble de ses collaborateurs, les deux tiers des académies du ministère de l'Education nationale sont reliées par un système de fédération d'identités.

L'ANALYSE

Un million deux cent mille collaborateurs, répartis dans 30 académies ayant chacune son propre système d'information. Un projet de création de bureau virtuel. Voilà, en 2002, le contexte dans lequel se trouve l'équipe informatique du ministère de l'Education nationale qui souhaite mettre en place une sécurisation des accès. Avec la société Dictao, son expert sécurité, il décide de démarrer les travaux par l'intégration de la signature unique (Single Sign-On ou SSO) et de travailler avec la solution Cleartrust de l'Américain RSA. Sun Directory Services, présent dans chaque académie mais affecté à la messagerie, servira de base pour un second annuaire consacré à la sécurité lors du premier déploiement SSO à l'académie d'Orléans. Désignée pôle de compétence en la matière, celle-ci fera office de site pilote.

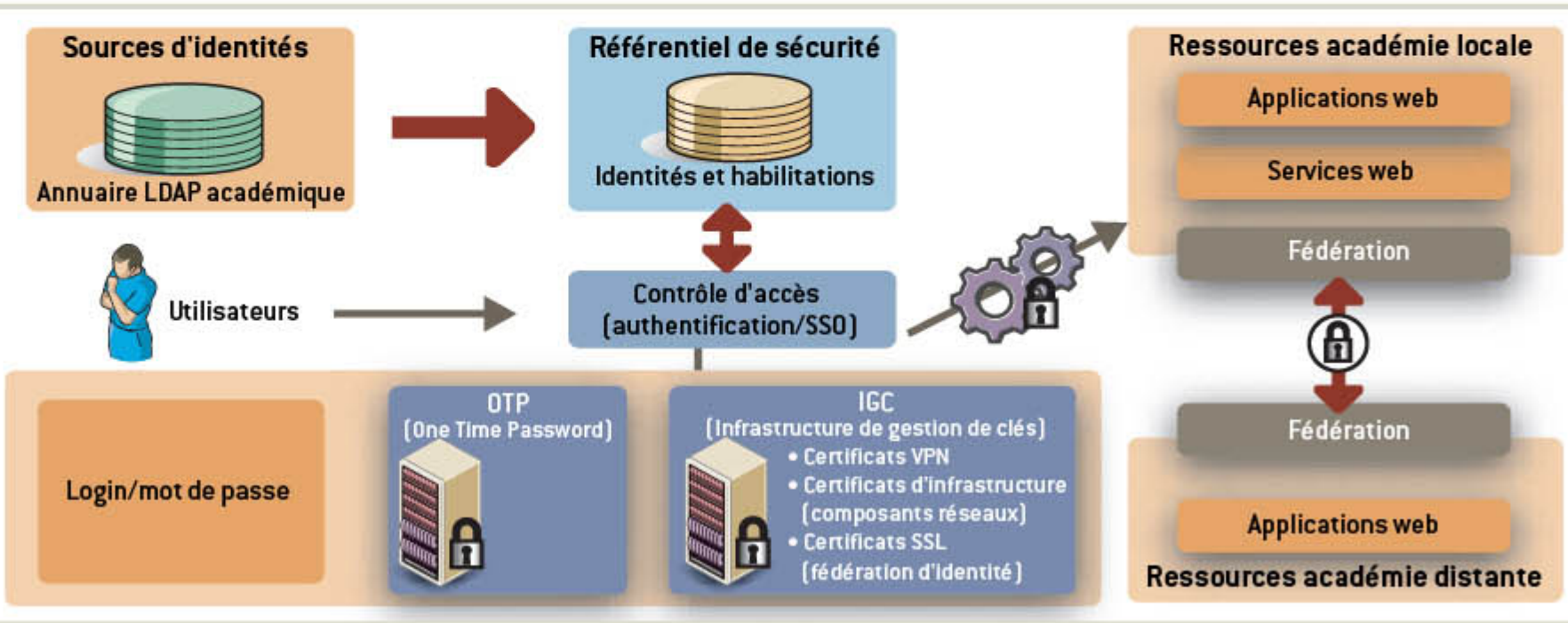
Des académies autonomes pour leur déploiement

Un an plus tard, le déploiement de la solution est achevé dans l'ensemble des académies. *« Nous avons rédigé un bon nombre de guides et de procédures pour que les services du ministère et certaines académies soient autonomes pour terminer le déploiement »*, raconte Sébastien François, directeur de l'activité de gestion des identités et des accès chez Dictao. Une des priorités, selon lui, a été *« d'anticiper la montée en charge, afin d'éviter que ça coince dès l'installation d'une nouvelle application »*. Parallèlement, l'académie de Toulouse a porté un projet d'annuaire fédérateur. Chaque région utilise plusieurs types de référentiels fonctionnant sur DB2 : bases élèves en fonction du degré d'enseignement (primaire, secondaire), bases RH suivant le statut des personnels (enseignants, administratifs). Cet annuaire fédérateur a pour objectif les rendre accessibles depuis une interface unique, jouant le rôle de pivot entre les applications et les référentiels de sécurité.

Le ministère de l'Education nationale, lui, en a profité pour faire signer son certificat racine par l'autorité gouvernementale l'IGC/A (Infrastructure de gestion de

1,2 million d'identifiants pour 30 académies

Chacune des académies respecte la même architecture d'authentification et d'annuaire. La sécurité est gérée de façon homogène de bout en bout, facilitant ainsi la mise en place d'une fédération intra-académique.



DR

2 QUESTIONS À...

Michel Affre, sécurité des SI, ministère de l'Education nationale

Pourquoi s'être lancé dans le SSO ?

« Nous étions en période de refonte des systèmes d'informations des lycées et des collèges. Gérer et former 1,2 million de personnes représente une masse de travail complexe : attribuer pour chaque nouvelle application un nouveau mot de passe est coûteux et, au final, peu sécurisant. La gestion d'identités était une garantie d'un déploiement de manière maîtrisée des services adressés à tout le personnel. »

Quelle a été l'étape suivante ?

« Nous voulions adjoindre à cette gestion d'identités une méthode d'authentification forte. On a choisi Secure ID de RSA, une solution de One Time Password (OTP). Nous avons terminé en 2008 le déploiement pour la base d'élèves du premier degré et remis près de 70 000 jetons. La mise en place pour le second degré est en cours. »

la confiance de l'Administration). Les certificats émis par l'Education nationale sont reconnus dès lors comme autorité de confiance dans les navigateurs. Début 2006, toutes les briques d'un véritable intranet sont disponibles : annuaire de sécurité, SSO et référentiel d'identités fiable. Il apparaît donc possible de partager des informations entre académies. L'équipe informatique saisit cette opportunité pour mettre en place des mécanismes de fédération d'identités. Le ministère optera pour Federation Identity Manager (FIM) de RSA.

Dictao admet qu'il s'agit là d'un travail long et fastidieux car il faut fonctionner académie par académie. Aujourd'hui, ce sont près de 60 % d'entre elles qui sont fédérées. Un projet qui vient notamment en amont du déploiement des téléservices de consultations des notes et des absences. L'enjeu : donner une identité numérique à tous les parents et tous les élèves. Rien de moins que 21 millions d'utilisateurs potentiels ! ■ STÉPHANE BELLEC

Besoin d'évoluer ?

Devenez...

...Consultant
SAP, BI BusinessObjects, Qualification Logicielle

...Expert
Virtualisation / DBA Microsoft, UNIX ORACLE

...Développeur
ABAP - NetWeaver, .net, JAVA

Fitec vous propose
15 formations Métier
conçues et réalisées avec les éditeurs
SAP, BusinessObjects, HP Software, Microsoft

Consultant Finance et Comptabilité SAP Fi/Co 40j
Consultant Achat et Administration des ventes SAP MM/SD... 40j
Consultant Qualification Logicielle 40j
Consultant Testing HP for SAP..... 40j
Consultant BI BusinessObjects-SAP..... 40j
Consultant BI Microsoft SQL..... 45j
Consultant Service & Asset Management 40j
Consultant Network & Systems Management.....40 j
Administrateur Virtualisation Microsoft..... 45j
Administrateur UNIX ORACLE .....40 j
Administrateur Base de Données Microsoft SQL .....45 j
Développeur JAVA J2EE JBoss .....30 j
Développeur Microsoft .Net - SharePoint .....35 j
Développeur SAP ABAP - NetWeaver .....40 j
Consultant AMOA en environnement Finance .....40 j

Contactez
Nelly MIMOS (n_mimos@fitec.fr)
01 55 70 80 90
(www.fitec.fr/metiers)

Possibilités de financement global et partiel (Fafiec, Pôle emploi...)

CERTIFICATION
ISO9001
N° 2008012029

Membre de la FFP

LAN.

Le 100 Gigabit Ethernet aux portes des datacenters

Les premiers déploiements d'interconnexion de centre de données à 100 Gbit/s débutent, même si un tel débit ainsi que les latences réduites associées n'intéressent, pour l'heure, que des applications de niche.

LES FAITS

L'IEEE, avec le groupe de travail HSSG, projette de boucler la standardisation du 100 Gigabit Ethernet en juin 2010. Mais des équipementiers vendent déjà des commutateurs et des cartes 100 GE-ready.

L'ANALYSE

Alors que le 10 Gigabit Ethernet (GE) commence à peine à se généraliser, le 100 GE suscite l'intérêt, chez les équipementiers (surtout) et les entreprises (un peu moins). Aujourd'hui, pour atteindre un tel débit, le bricolage consiste à agréger dix liens 10 GE, avec les problèmes que cela implique : occupation d'espace, climatisation, etc. Les besoins pour de tels débits sont marginaux certes, mais bien réels. Ainsi, le New York Stock Exchange Euronext qui va ouvrir de nouveaux centres de données à New York et à Londres a fait appel à Ciena pour les interconnecter avec les salles de marché locales via des liens à 100 Gbit/s. L'objectif est de supporter un nombre d'opérations en constante augmentation et de réduire le temps de latence. En effet, faire de l'agrégation de liens nécessite autant d'équipements optoélectroniques que de longueurs d'ondes multiplexées. Le temps de latence s'en trouve proportionnellement augmenté. La technologie 100 GE ne nécessite qu'une longueur d'onde, pour la même efficacité spectrale.

Une carte intégrée à la plate-forme de services de Ciena transmettra les données provenant ou arrivant vers 10 équipements réseau de niveau 2-3 (commutateurs ou routeurs) débitant chacun à 10 Gbit/s. *« Aujourd'hui, nous fournissons les multiplexeurs. Dès que les interfaces 100 Gbit/s seront disponibles, nous mettrons en place les transmetteurs afin d'échanger les données sur une unique longueur d'onde »*, précise Vincent Morin, directeur technique EMEA de Ciena. Des équipementiers comme Cisco, Juniper ou Huawei, proposent des commutateurs dont les cartes d'interfaces sont en mesure de traiter des débits de 100 Gbit/s. Eux aussi attendent cependant que les interfaces optiques soient disponibles pour connecter leurs produits.

Pas plus de 50 km

L'interconnexion de centres de données avec les machines d'agrégation ou de serveurs avec des centres de calcul, dont les distances n'excèdent pas la cinquantaine de kilomètres pourra se faire avec des liens Ethernet à 100 Gbit/s répondant à la norme 802.3ba. Au-delà de cette distance, les communications devront transiter par un réseau de transport dont le débit non-Ethernet sera de 112 Gbit/s. Les trames Ethernet seront encapsulées dans des trames OTH (Optical Transport Hierarchy), définies par l'ITU-T et utilisant le protocole de multiplexage SONET/SDH. ■

EDDYE DIBAR

DR

2 QUESTIONS À...

Tristan Labaume, directeur général d'Openteam

Qu'est ce qui déclenchera l'adoption du 100 GE ?

Nous devrons y passer. Les équipementiers auront fait suffisamment de lobbying et d'actions marketing pour promouvoir les équipements 100 GE. Malgré cela, le prix est un des éléments déterminants. Il baissera dès lors que la technologie sera proposée en masse. Mais j'ai surtout l'impression qu'on crée le besoin.

Quel sera l'impact de cette technologie ?

Il sera économique car les technologies associées seront onéreuses. La fibre a vocation à supporter les très hauts débits, mais c'est aussi un support plus cher que le cuivre. Les produits seront peut-être coûteux à exploiter aussi. En effet, la gestion de très hauts débits interdit les dysfonctionnements. Surtout, l'impact énergétique sera indéniable.

DR

L'AVIS DE L'ANALYSTE

Séverine Real, Senior Research Analyst, Enterprise Communications Applications and Infrastructure

« Dans l'immédiat, le 100 GE n'apportera rien aux entreprises.

Pour l'heure, il n'y a aucun besoin, sauf pour quelques très rares entreprises qui ont de très gros centres de données. Les entreprises auraient besoin de 100 GE si leurs serveurs étaient connectés en 10 GE, ce qui n'est pas le cas. En 2008, les commutateurs 10 GE ont représenté 0,3 % des ventes des technologies Ethernet. »

« Il est prématuré de lancer des équipements pré-100 GE.

Le standard devrait être finalisé en juin 2010. Nous pensons qu'il est préférable d'attendre que la norme 802.3ba soit ratifiée. En un an, le standard peut évoluer. De plus, il n'y a pas eu de tests d'interopérabilité. Le risque pour les entreprises est de se retrouver lié à un seul équipementier. »

DÉVELOPPEMENT.

La qualité logicielle en passe d'industrialisation

Automatisation des tests fonctionnels, offshore, tests en grille : telles sont les tendances observées dans le domaine du test et de la qualité logicielle, comme l'a révélé les Software & Systems Quality Conferences.

LES FAITS

Consacrées à la qualité et aux tests logiciels, les Software & Systems Quality Conferences organisées par SQS s'adressent aux responsables de la gestion qualité et aux testeurs logiciels. L'édition qui s'est tenue à Genève cette année est la deuxième francophone.

L'ANALYSE

Quelle pourrait être l'architecture de test dans une organisation multinationale avec une infrastructure distribuée, des développeurs indépendants et des communautés d'utilisateurs ? C'est à cette question qu'a tenté de répondre le Dr Andreas Unterkircher du Cern suisse lors de la session plénière d'ouverture des Software & Systems Quality Conferences. L'infrastructure du centre fournit les services informatiques pour les expérimentations du LHC. Sur une architecture en grille, elle relie 260 centres de données, 40 000 CPU et plusieurs petaoctets de stockage. Les équipes du Cern ont mis au point le middleware gLite, qui sert à développer des applications grid sur une infrastructure internet. Pour gérer le cycle de vie des tests en environnement grid, la virtualisation est intensivement utilisée. Si gLite est un cas d'école intéressant en recherche, il est difficilement exploitable dans l'industrie en l'état .

Détection précoce d'erreurs

La thématique Gestion des tests couvre des sujets techniques tels que la génération automatique de tests fonctionnels. Stéphane Debricon, de l'université de Franche-Comté, a montré une étude de cas avec le canton de Genève sur une application baptisée Visites. Le projet vise à créer une chaîne de tests entièrement automatisée à partir des modèles de l'application. Elle s'appuie sur les outils IBM Rational pour les spécifications et la modélisation (Requisite Pro, Software Architect), sur Test Designer de Smartesting pour la génération des tests, ainsi que sur des outils open source (gestionnaire de tests Salomé TMF, automatisation de tests Selenium). L'outil de Smartesting constitue le chaînon qui manque habituellement dans ce type de chaîne : il permet de transformer automatiquement les modèles UML de l'application en scripts de tests exécutables.

Rudolf van Megen, PDG de SQS et organisateur de la conférence, insiste sur la détection précoce d'erreurs : partant du constat que 70 % d'entre elles proviennent des spécifications et exigences, les détecter le plus en amont possible réduit le coût de leur traitement. De fait, SQS propose la méthodologie SQS Practiq qui va dans ce sens. Quant à l'offshore, c'est une tendance forte, en Allemagne et en Suisse tout du moins, qui n'est pas près de s'arrêter. Le principal handicap reste encore les barrières linguistiques.

Face aux nouvelles évolutions technologiques comme le cloud computing, le test logiciel et l'assurance qualité se complexifient encore. Le besoin en définition d'exigences et en tests de sécurité s'amplifie et les professionnels du test ont encore de beaux défis à relever. ■

PIERRE TRAN

D'autres points à étudier

- La diminution des risques d'un projet stratégique par la qualité logicielle.
- De la gestion de la documentation applicative à la maîtrise du patrimoine applicatif.
- La sécurité de l'information : la norme ISO 27001 (système de management de la sécurité de l'information, SMSI).
- Le support et la qualification en environnement multiprojet.

DR

2 QUESTIONS À...

Pierre de Rauglaude, directeur associé de Acial

Quelles directions prend le test logiciel ?

« Même si c'est hétérogène en termes de maturité, on converge vers un socle commun de bonnes pratiques. La nécessité du test, en tant qu'activité indépendante et "centrale" au sein d'un projet fait son chemin. Les demandes sont fortes sur les aspects méthodologiques. L'outillage accompagne logiquement cette tendance, notamment pour la gestion du référentiel de tests et les automates. »

Qu'en est-il de l'offshore en France ?

« Sur la cinquantaine de nos clients, seuls un ou deux ont réellement offshorisé une partie de leur activité de test. Les retours sont mitigés, la tendance étant de conserver une partie importante on shore, et d'offshoriser l'exécution des campagnes. Mais nous devons d'abord passer par la case " outsourcing " du test, et nous y entrons tout juste. »

TROUVER UN PRESTATAIRE ? www.01informatique.fr

François Rivard, *associé chez Logica Management Consulting*

Sans équipes transverses, point de salut pour les projets SOA

DR

Le petit monde des technologies de l'internet s'agite : les promesses des projets d'architectures orientées services (SOA) ne seraient pas tenues ! Ces dernières seraient même mortes ! Les bras des prophètes se dressent victorieusement au ciel : *« Nous l'avions prédit : ces architectures sont trop complexes »*. Quelle pagaille ! Moi-même, lors d'un audit récent, je constatai une foule de dysfonctionnements pour le moins préoccupants : une réutilisabilité en berne, une agilité faible et un alignement réduit. Certes, la plate-forme auditée ne tenait pas ses promesses, mais qu'en conclure ? Que les Cassandre avaient raison ? Non. Notre environnement économique est complexe, comme nos systèmes d'information.

Une bonne et une mauvaise complexité

Alors pourquoi les SOA seraient elles simples ? Leur complexité est en fait comparable au cholestérol : il en existe une mauvaise et une bonne. La première grippe progressivement les fonctions vitales et la performance du système d'information. Elle résulte souvent d'un étrange mélange d'attentisme et d'audace démesurée. Parfois, par crainte du changement, les entreprises laissent leur système se développer anarchiquement. Et lorsqu'elles décident enfin de prendre le problème à bras-le-corps, il ne reste plus d'autre solution qu'une refonte sur un mode big bang. Avec tous les risques inhérents… La seconde complexité, issue des projets SOA, est beaucoup plus constructive, plus saine. Elle découle des principes d'Enterprise Architecture (la déclinaison anglo-saxonne de notre urbanisme), laquelle milite pour le pragmatisme et la proximité. La place des architectes y est redorée. Ils interviennent tout au long des projets et plus seulement en amont.

Un retour sur investissement de plusieurs millions d'euros

Mais pour veiller à la bonne application de ces principes, il apparaît de plus en plus nécessaire de s'appuyer sur des cellules de gouvernance transverses.

> *« Les architectures SOA ne susciteront aucune adhésion tant que les équipes transverses seront présentées sous un jour technique »*

C'est ce qui ressort de l'exemple Novartis sur lequel j'ai travaillé. Le spécialiste de la recherche pharmaceutique vient d'achever un projet de rationalisation des données fournisseurs. Il s'est appuyé sur une entité transversale, dédiée à la gouvernance de la donnée. Cette expérience tord le cou aux idées reçues selon lesquelles ces groupes de travail, formées de bataillons, ne sont que des centres de coût. Chez Novartis, on évoque un retour sur investissement de plusieurs millions d'euros, avec une équipe constituée seulement de quatre personnes.

Les entités transverses sont responsables de la cohérence des modèles et des pratiques dans la durée. Leur mandat : établir la jonction entre le métier et l'IT, les SOA devenant alors un mécanisme de dérivation privilégié pour passer de l'un à l'autre. Par ailleurs, elles utilisent, autant que faire se peut, les formalismes de l'Enterprise Architecture. Bref, ces cellules garantissent un urbanisme pragmatique, au plus près des projets.

Un léger camouflage

Mais attention à une erreur fréquemment commise : les équipes transverses ne doivent pas être présentées aux métiers sous un jour technique, au risque de ne jamais susciter d'adhésion. Quand bien même leur mission relève de problématique complexe d'intégration, c'est par exemple sur la valorisation des données fournisseurs qu'il convient de communiquer. Ce léger camouflage est donc l'un des prix à payer pour assurer le bon fonctionnement de ces cellules transverses.

Les architectures SOA sont-elles amenées à disparaître ? Sous un angle exclusivement technique, il est certain qu'elles mènent à de sérieux dysfonctionnements. Pour le reste, le débat est désuet. Souvenons-nous de l'EAI (Enterprise Application Integration). Les projets d'échange de données n'ont jamais été aussi nombreux qu'aujourd'hui. Ils concernent la finance, le secteur public, le retail… SOA ? EAI ? Peu importe le nom ou l'acronyme que l'on donne aux projets d'intégration. Pourvu que ces projets, et plus généralement le monde des technologies internet, poursuivent leur ligne directrice, intangible, qui tend de plus en plus vers le métier. ■

Les DSI face à la crise

Industrialiser son parc applicatif, une réponse face à la crise économique

CLUB 01 DSI

En ces temps de profonde crise économique, les entreprises tentent de maintenir la croissance et d'optimiser leurs processus. Réduction des coûts, diminution des risques, création de valeur, optimisation du parc.... Comment tenir les promesses ?

Jean Michel Cottin, expert IBM.

« La période 2000-2020 est la deuxième phase du cycle d'horizontalisation des entreprises, commencé dans les années 1975-1980 et qui leur permettra de passer de l'entreprise industrielle à l'entreprise cellulaire, ayant la capacité d'innovation et d'agilité nécessaire à une croissance profitable et durable dans l'économie mondialisée du 21e siècle » lance Bernard Dubs, fondateur et PDG du BIT Group, cabinet d'analyse indépendant. Avant d'ajouter *« la seule stratégie garante de pérennité est la différenciation, et donc l'innovation permanente. Mais comment la financer ? »*.

Seule solution en ces temps de crise pour la DSI : gagner des marges de manœuvre dans l'existant pour financer l'innovant. Et l'une des voies possibles est de gérer efficacement son parc applicatif... À cette fin, deux options possibles : industrialiser, en suivant par exemple une démarche de type CMMi et/ou externaliser la fonction SI de tout ou partie de son parc applicatif. L'outsourcing apparaît alors, non plus uniquement comme un moyen de réduire drastiquement les coûts, mais aussi et surtout comme un outil de transformation de l'entreprise.

Le ministère de l'Agriculture et de la Pêche a choisi de lancer un projet d'amélioration de la DSI basé sur le modèle CMMi, afin d'accroitre la performance de son ingénierie applicative. Il s'agissait de gagner en souplesse et réactivité et de veiller au respects des engagements en termes de qualité et de délais. *« L'enjeu complémentaire était de pouvoir démontrer la progression de notre performance »*, renchérit Jacques Clément, sous-directeur des systèmes d'information du ministère. Grâce à un accompagnement soigné, un plan de communication adapté, un coaching efficace et des modules de formation, le projet fut bouclé en moins de deux ans. Le ministère est dorénavant en mesure d'être évalué au niveau 2 du CMMi, signe de la maturité de la DSI.

Jean Michel Cottin, expert IBM, insiste sur le fait que, pour faire face aux éventuelles inhibitions internes et aux résistances au changement, la transformation doit être un véritable projet d'entreprise. Les changements s'inscrivent dans une stratégie de transformation qui mêle indissociablement leviers froids (outils, normes, processus, méthodes..) et leviers chauds (management, stratégie, valeurs...).

Jacques Clément, sous-directeur des systèmes d'information du ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Bernard Dubs, fondateur et PDG du BIT Group.

Une grande compagnie maritime a, elle, choisi, de transformer l'entreprise à travers l'externalisation, tout en gardant des moyens de contrôle. Le partenariat avec IBM avait pour objectif d'accélérer le déploiement des applications, d'améliorer la qualité de services, de réduire les coûts et de porter l'innovation au sein de l'entreprise. Le bilan au bout de deux ans a été présenté par le représentant de la société créée pour la prise en compte de l'ensemble des activités informatiques.

L'un des objectifs prioritaires, face à la crise, consiste à optimiser le cycle de développement afin de produire mieux, plus vite et au meilleur prix.

Réalisation : pampa presse. © Jim Wallace.

En partenariat avec : IBM

01 GREEN

La rédaction de 01 Informatique se mobilise

Numéro spécial Green IT

Parution le 4 juin

En partenariat avec

APC by Schneider Electric

IBM

Avec la collaboration de

greenzer

ACQUISITION.

Des progiciels pour mesurer l'impact CO^2

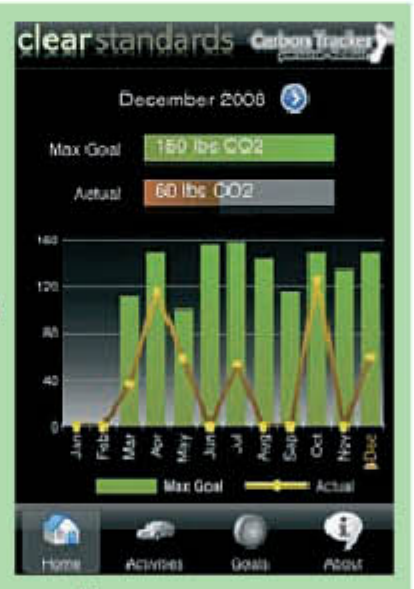
La conférence Sapphire 2009 a été l'occasion pour SAP d'annoncer l'acquisition de Clear Standards, une start up américaine qui a mis au point une plate-forme de gestion de l'empreinte carbone.

Notre objectif, c'est de rendre tous les business process durables » : c'est la promesse faite par Léo Apotheker, le patron de SAP, lors de l'ouverture de la conférence Sapphire 2009 qui s'est tenue mi-mai à Orlando (Floride). Et de joindre les actes à la parole en annonçant l'acquisition de la start up Clear Standards. Cet éditeur créé en 2007 et basé en Virginie reste peu connu en Europe. Mais il a développé une plate-forme complète de gestion de l'impact environnemental de l'entreprise, depuis sa consommation d'eau jusqu'à sa production de déchets, en passant par ses émissions de gaz à effet de serre. Extrayant des données des progiciels métier, des PGI, via une couche d'intégration baptisée Carbon Hub, le logiciel constitue un datamart, où ces données métier vont être corrélées aux données relatives aux émissions carbone. Cette masse d'information est exploitée par trois modules : Assess, pour évaluer l'empreinte carbone des activités ; Analyze, pour optimiser celles-ci ; et Act. Ce dernier est un véritable outil de gestion de la performance environnementale de l'entreprise. Il va établir les objectifs à atteindre et évaluer les écarts lors de l'exécution de la stratégie mise en place. Et permet d'établir un audit environnemental menant à une certification ISO 14001, 14064. Clear Standards a, par ailleurs, développé un framework d'indicateurs et de meilleures pratiques spécifique à cette gestion de l'empreinte carbone. Des tableaux de bord prédéfinis complètent le dispositif, de même que le Carbon Management Index. Sur cet équivalent du carré magique Gartner, les entreprises vont pouvoir évaluer leurs actions carbone par rapport à leurs pairs.

L'intégration à Business Suite est lancée

Le but de SAP est clair : fournir aux sociétés un outil d'évaluation et de réduction de leurs émissions carbone pour se conformer aux réglementations actuelles et à venir. Reste la question de savoir ce que SAP compte faire d'une telle plate-forme. Première phase annoncée avec l'acquisition : l'interfaçage. La solution Clear Standards va pouvoir lire les données de SAP Business Suite 7 ainsi que celles de SAP Environment, Health and Safety Management. Cette suite était jusqu'à présent la solution environnementale de SAP. L'intégration de Clear Standards ne devrait pas poser de problème à Rakesh Rao, son directeur technique : avant de participer à la création de la start up en 2007, il avait la charge du projet Fusion chez Oracle. ■ ALAIN CLAPAUD

L'iPhone comme teaser



Au début de l'année, Clear Standards a su créer le buzz en lançant une application iPhone permettant à chacun de calculer son empreinte carbone au quotidien. Aucun lien avec la plate-forme Clear Standards elle-même : le logiciel exploite le GPS de l'iPhone pour évaluer ses déplacements et calculer l'empreinte carbone en fonction de l'activité saisie par l'utilisateur.

Serge Cottan

directeur des achats et de l'administration commerciale de Carrefour France.

« Nous dématérialisons déjà 470 000 factures par mois »

Avec 62 % de ses factures déjà dématérialisées, Carrefour figure parmi les pionniers. Il s'attaque aujourd'hui aux factures sortantes.

Où en êtes-vous, à l'heure actuelle, de la dématérialisation fiscale* de vos factures ?

SERGE COTTAN : 62 % de nos factures entrantes, sur un total de 750 000 factures traitées par mois en moyenne en France, sont fiscalement dématérialisées(*). La quasi-totalité des échanges avec nos gros fournisseurs dématérialisés, notre objectif pour 2009 est d'atteindre 80 % de factures électroniques.

Comment se passe le déploiement sur le plan international ?

SC : Chaque pays déploie son projet de dématérialisation. L'Espagne, par exemple, est très avancée. Même si la législation est homogène au niveau européen, il y a peu d'éditeurs transfrontaliers, ce qui limite la mise en place de projets autres que nationaux.

Quand avez-vous commencé à vous intéresser à la dématérialisation ?

SC : Avec la loi de modernisation de l'économie de 2008, les entreprises cherchent de plus en plus à optimiser les délais de traitement des factures (une facture électronique est traitée avec une semaine de moins qu'une facture papier). Pour nous, cela a démarré il y a environ cinq ans. Nous voulions améliorer nos processus administratifs avec nos fournisseurs. Nous les avons associés au projet, en expliquant que la dématérialisation des factures raccourcissait les délais de traitement.

Quels sont les autres avantages ?

SC : L'amélioration de la traçabilité des documents et l'accès rapide aux informations figurent parmi les autres avantages. Nous savons qu'une facture a été reçue plus facilement qu'avec le papier. Plusieurs années de facturation sont également archivées et accessibles en ligne. Les fournisseurs savent instantanément si leur facture contient une erreur. Le temps de traitement est accéléré.

De quelle manière avez-vous mis en place le projet ?

SC : Pour nous, il s'agissait d'un projet transverse. Les problématiques étaient plus fonctionnelles que techniques. En externe, nous avons conclu des accords avec des entreprises qui utilisaient déjà de l'EDI. Nous avons rapidement pris conscience que l'EDI était réservé aux entreprises qui ont les moyens internes suffisants. Nos fournisseurs n'étant pas toujours des multinationales, nous utilisons des PDF signés avec les PME-PMI. Et pour les petits fournisseurs nous utilisons un portail de saisie accessible sur internet.

Quelle prochaine étape vous êtes-vous fixé ?

SC : Nous allons passer à la dématérialisation de nos factures sortantes. Le premier projet pilote est en cours de déploiement. Les échanges avec nos fournisseurs ne seront plus qu'électroniques dans les deux sens. Et comme pour les factures entrantes, nous avons travaillé avec la société B-process pour dématérialiser et archiver nos documents.

Pourquoi n'avez-vous pas démarré plus tôt le traitement des factures sortantes ?

SC : Nous avons effectué un important travail de communication. Nous avons fait des présentations pour convaincre nos fournisseurs, en faisant témoigner nos premiers partenaires. Cette communication était indispensable face à un processus assez nouveau dans les entreprises. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MARIE JUNG

** Un document est dématérialisé fiscalement quand l'original est électronique et qu'il a valeur légale. Il n'y a plus de version papier.*

BIO EXPRESS

45 ans.

1986 : diplômé de l'IUT de Tours en finance et gestion.

1989 : entre chez Carrefour.

2006 : nommé au poste actuel de directeur de l'administration commerciale et des achats comptables.

BRUNO LEVY

ACCÉDER À UN ANNUAIRE DES SSII ? www.01informatique.fr

SERVICES.

Les SSII paient cher la réduction des délais de paiement

En échange d'un engagement à régler plus vite leurs factures, certains grands comptes réclament de nouvelles conditions contractuelles : remises de prix et facturation au trimestre. Inacceptable pour les SSII.

LES FAITS

Les cabinets d'étude et de conseil Deloitte et Altares publient le baromètre sectoriel des délais de paiement entre clients et fournisseurs en France. Sur la période 2003 et 2007, les retards s'élèvent en moyenne à près de 13 jours dans l'informatique, contre 11,7 pour l'ensemble des secteurs.

L'ANALYSE

Près de 22 % des défaillances de trésorerie des PME sont imputables à des retards de paiement. Aussi, en limitant les délais de règlement par voie de LME (loi de modernisation de l'économie), le gouvernement espère leur apporter un ballon d'oxygène. Appréciée des fournisseurs, cette loi est, en revanche, mal vécue par les clients, car elle empiète sur les libertés contractuelles. Certains grands comptes n'hésitent donc pas à renégocier les tarifs contre le respect du délai de règlement. *« En contrepartie d'un paiement à 45 ou 60 jours, certains clients réclament des remises pouvant aller jusqu'à 15 % du budget initialement négocié. Des pratiques irrecevables ! »*, s'insurge Nicolas Rebours, DAF de la société de services SQLI. D'autres s'attaquent aux conditions de facturation et exigent, pour des contrats d'assistance technique payés mensuellement, de nouvelles facturations au trimestre. *« Des procédés déjà connus mais qui ont tendance à s'accentuer sous l'effet de la crise et de la LME »*, renchérit Laurent Baudart, président de Syntec informatique. Sans la citer, le Syntec confie qu'une association d'acheteurs conseille même ses membres sur la façon de négocier de nouvelles clauses. Face à ces pratiques, les marges de manœuvre des SSII sont limitées. S'il est simple de faire accepter les nouvelles conditions de la LME à de nouveaux clients, il est plus compliqué de revenir sur les pratiques de ses acheteurs historiques. *« Difficile d'imposer et d'appliquer des pénalités de retard à des clients, même si, officiellement, la LME nous y autorise »*, indique Nicolas Rebours.

Repenser la facturation des déploiements logiciels

Du côté des éditeurs, cette loi pourrait les pousser à revoir leur mode de facturation. Aujourd'hui, le paiement se fait souvent à hauteur de 40 % à l'émission de la facture, 40 % à la livraison de la première version et 20 % en fin de projet. Résultat : les délais de paiement s'échelonnent parfois sur un an et plus. *« Et pour cause, la fin d'un projet est une notion mouvante en raison de toutes les modifications demandées par le client,* insiste Michel Lerendu, DAF de l'éditeur d'outils gestion de la relation client Neolane. *Nous voulons donc profiter de ce nouveau dispositif pour définir plus précisément le périmètre de la transaction et les dates de remise de lots payables à la livraison. »* Une façon d'éviter les dérapages en bout de piste. Cette loi induit aussi des conséquences sur le système d'information avec la mise à jour des outils de suivi des dettes fournisseurs et des créances clients. La LME devrait donc simplifier le processus de paiement, éviter les problèmes de trésorerie des PME et permettre aux entreprises de gagner en lisibilité au niveau comptable. ■ JULIETTE FAUCHET

Ce que dit la loi

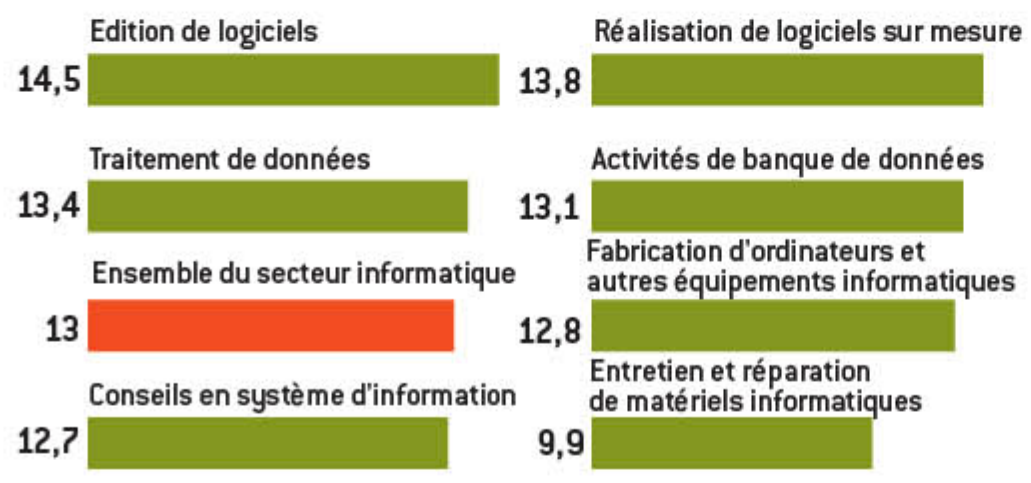
- **La loi de modernisation de l'économie (LME)** a fixé depuis le 1er janvier 2009 le délai de paiement client/fournisseur à 45 jours fin de mois ou à 60 jours calendaires à partir de la date d'émission de la facture.
- **L'article L442-6-I du code du commerce** condamne le fait d'obtenir ou de tenter d'obtenir, sous la menace d'une rupture brutale totale ou partielle des relations commerciales, des conditions manifestement abusives concernant les prix, les délais de paiement, les modalités de transaction ou les services ne relevant pas des obligations d'achat et de vente.

Les plus grands dérapages dans le logiciel

Sur l'ensemble du secteur informatique, le retard de paiement s'établit à treize jours. On observe toutefois de forts écarts entre l'édition logicielle (plus de quatorze jours) et l'entretien de matériel (moins de dix jours).

RETARDS DE PAIEMENT SELON LES ACTIVITÉS (EN JOURS)

Sources : Altarès/Deloitte, baromètre des délais de paiement, 2003-2007



COLLECTIVITÉS.

Tester l'innovation dans les espaces publics

Les collectivités veulent jouer un rôle plus important dans le soutien à l'innovation. Certaines, pour encourager l'expérimentation, mettent en place des structures d'aide logistique et financière.

LES FAITS

La ville de Paris et la région Ile-de-France (IDF) annoncent la création du Laboratoire Paris Région Innovation. Cette structure sera un guichet d'entrée, qui aidera les entreprises souhaitant tester de nouveaux produits ou services dans les espaces urbains ou les établissements publics des deux collectivités.

L'ANALYSE

Valider ses innovations par une maquette, vérifier son adaptation aux besoins en rencontrant des usagers potentiels via un POC (Proof of Concept). Pour cette étape délicate, des structures comme le Laboratoire Paris Région Innovation ou encore Paca Labs, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur, voient le jour. Ainsi, la structure parisienne *« met à disposition gratuitement l'espace public et aide à lever les obstacles juridiques, qui peuvent être nombreux »*, explique Jean-Louis Missika, adjoint en charge de l'innovation à la ville de Paris. Car *« il ne suffit pas d'avoir un beau produit dans son laboratoire de R&D »*, rappelle Marc Lipinski, vice-président chargé de la recherche et de l'innovation à la région IDF.

Premier test avec JC Decaux

Le service est ouvert à toutes les sociétés. Le but est de faire profiter les produits testés de l'effet vitrine de Paris, mais aussi de promouvoir une image innovante de la région et d'attirer de nouvelles entreprises. Le premier test débutera en juin et sera mené par JC Decaux. Son objet : permettre la réception, sur son téléphone portable, d'informations pratiques ou culturelles après avoir photographié un code à barres sur un abribus. Plus classique, Paca Labs et le Laboratoire Paris Région organisent aussi des appels à projet. Pour utiliser la commande publique comme effet de levier, le laboratoire parisien devrait aider les collectivités à ouvrir leurs marchés publics à des sociétés innovantes, en intégrant des clauses d'innovation. ■

CLAIRE CHEVRIER

L'AVIS DE L'EXPERT

DR

Stéphane Vincent, directeur de La 27e région. Laboratoire d'innovation publique hébergé par la Fing

« Créer un écosystème.

C'est en établissant des passerelles entre les projets d'un même territoire que les initiatives comme le Laboratoire Paris Région créent un effet d'accélération. Ce n'est pas tant la masse d'argent investi qui fait leur succès que la capacité à repérer l'innovation. La question est de savoir si ces initiatives seront ouvertes au plus grand nombre. »

« Donner une vraie place à l'innovation sociale.

Celle venant de citoyens pour les citoyens. Le Laboratoire Paris Région doit travailler avec les collectivités pour qu'elles adaptent leurs marchés publics. En Grande-Bretagne, une idée émerge : une règle obligerait tous les marchés publics à intégrer au moins 1 % d'innovation sociale. »

Nominations

PHOTOS DR

Pierre Wagner

DSI du groupe Pierre & Vacances

A 50 ans, Pierre Wagner (HEC Paris ; MBA New York University) va piloter la DSI du groupe de tourisme Pierre & Vacances. Avec son équipe interne de 140 informaticiens, il se consacrera à l'amélioration des outils commerciaux (web, centre d'appel) et à la refonte des applications de gestion. Il vient du monde des médias. Il a passé onze ans dans le groupe RTL, dont il était devenu DSI groupe en 2006. Dans son nouveau poste, il mettra à profit son expérience des systèmes de réservation et de distribution électronique, acquise entre 1983 et 1998 au sein d'Air France (plusieurs postes opérationnels et fonctionnels), puis à la tête de l'informatique de Meridien SA et de Havas Intermediation.

François Fleutiaux

Vice-président et directeur général d'Unisys France

François Fleutiaux (Mines/Saint-Etienne) a quitté l'Espagne pour Paris pour assumer ses nouvelles fonctions de DG France. Elles s'ajoutent à celles de leader du cluster Sud de l'Europe continentale. Quand il avait rejoint Unisys en 2006, il avait déjà plus de vingt années d'expérience dans les services informatiques, notamment au sein d'IBM.

Sylvie Salvan

Directrice générale de Sylob

DG déléguée depuis 2003, Sylvie Salvan, 42 ans, devient directrice générale à part entière de Sylob, éditeur de progiciels (PGI, GPAO) pour PMI. Elle y est entrée, en 1988, comme analyste-programmeur après avoir obtenu un DUT informatique, puis a occupé, entre autres, le poste de directeur technique. Dans ses fonctions actuelles, elle se voit plus particulièrement confier la gestion opérationnelle (finance et administration, avant et après-vente, technique).

Laurent Calot, *PDG de la société CXP*

Et si la crise révélait enfin la vraie valeur du progiciel ?

JIM WALLACE

Tous les éditeurs de logiciels, à des degrés divers, souffrent des aléas de la conjoncture. Tous serrent les boulons, révisent drastiquement leurs choix d'investissement, élaborent des plans de relance ou de résistance, revoient leurs objectifs de croissance. Jamais la période actuelle n'aura été aussi incertaine, illisible, autant marquée par l'*unpredictable*. Dans un tel contexte, le monde de l'édition logicielle a au moins deux raisons de garder toute confiance en l'avenir.

Des projets reportés mais pas enterrés

La première est que le système d'information reste le premier domaine d'investissement de l'entreprise. Cela s'accentuera encore pour des raisons cruciales et évidentes de développement, de modernisation et de compétitivité. Les besoins sont là, bien identifiés. Certains secteurs sont particulièrement demandeurs d'applications IT : les services, la distribution, l'énergie ou encore l'e-commerce. Les administrations, les ministères, les collectivités territoriales ont du retard à rattraper. Quant aux centaines de milliers de PME qui font l'originalité du tissu économique français, elles ne demandent qu'à grandir et à s'internationaliser, ce qui réclame un système d'information efficace et performant. Les projets informatiques, apparemment en panne, sont loin d'être enterrés, ils sont seulement reportés. C'est rassurant pour le futur. Le redémarrage de l'économie du logiciel peut se faire rapidement. Le passé nous l'a montré à diverses reprises. Sa capacité à rebondir et à relever les défis, son dynamisme figurent parmi les particularités les plus originales de cette industrie.

Déceler le potentiel des actifs immatériels

La deuxième raison est plus difficile peut-être à appréhender, mais elle est essentielle. Elle tient à la nature même du logiciel et à sa contribution à la création de valeur de l'entreprise. La crise que nous vivons aura, j'en suis sûr, au moins cette vertu : celle de nous révéler et de nous faire mieux comprendre le véritable potentiel de cet actif immatériel. En 2009, on ne peut plus continuer à percevoir le logiciel comme un banal instrument de suivi du quotidien, une simple machine à comptabiliser les ressources, les recettes et les dépenses. Plus qu'un outil de gestion de base, le logiciel est devenu essentiel au pilotage et à la planification des activités, qu'elles soient opérationnelles ou stratégiques, qu'elles concernent l'informatique ou le cœur du business. Il devient le cockpit du gestionnaire, la centrale des alarmes, une longue-vue pour le décideur, le catalyseur de la performance, un accélérateur de business, le fer de lance nécessaire à la conquête de l'international. Il est l'arme absolue dont a besoin l'entreprise, en ces temps de conflagration économique, pour « faire la différence », marquer des jalons et des points sur ses concurrents, retenir sa clientèle la plus rentable, conquérir de nouveaux marchés, transformer la routine en bonnes pratiques et viser l'excellence.

> *« Le logiciel devient le cockpit du gestionnaire, la centrale des alarmes, une longue-vue pour le décideur, le catalyseur de la performance »*

Une parade à la crise à l'échelle de l'entreprise

L'usage maîtrisé d'outils décisionnels orientés métier, la mise en place d'interfaces sophistiquées de la relation client (nerf de la guerre !), l'exploitation d'outils collaboratifs internes et externes, la bonne mise en musique des processus critiques, l'accès rapide aux données de référence de l'entreprise : tous ces outils sont en train de devenir, pour toutes les entreprises, grandes ou petites, privées ou publiques, les clés de la réussite.

Pour toutes ces raisons, le progiciel de gestion constitue, à nos yeux, une vraie parade à la crise. Mais ce serait une erreur de l'enfermer dans un rôle aussi ponctuel. Sa portée va bien au-delà de la conjoncture économique. Ne pas le comprendre ou en négliger la valeur pourrait être fatal à l'échelle de l'entreprise comme à celle de notre économie. ■

La valeur du progiciel pour l'entreprise figure parmi les thèmes fédérateurs du 7e Forum CXP, qui se déroule à Paris le 18 juin.

Inscrivez-vous et devenez membre du premier site communautaire des professionnels de l'informatique

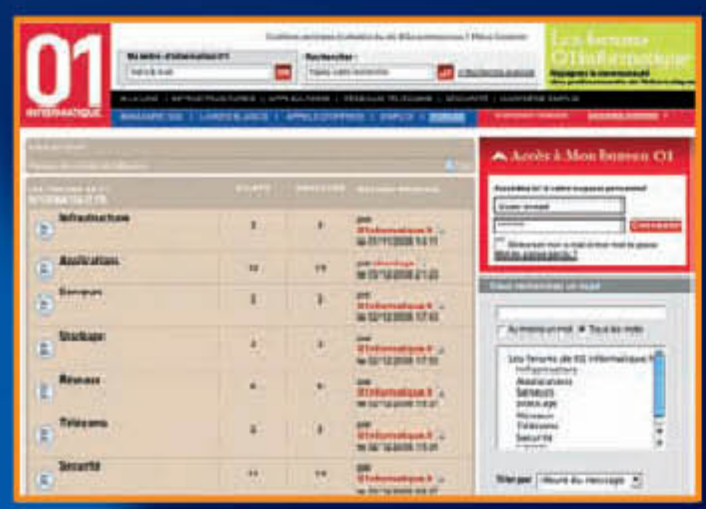
01informatique.fr

C'EST RAPIDE ET GRATUIT

Forums de discussion, articles d'approfondissement technique, retours d'expérience, offres d'emploi et livres blancs... Encore plus de services utiles pour votre métier. Rejoignez la communauté 01 en quelques secondes !

LES LETTRES D'INFORMATION

Recevez chaque matin en exclusivité une sélection d'articles fournie par la rédaction de *01 Informatique* sur les produits et leur mise en œuvre, des retours d'expérience et des interviews d'experts techniques.

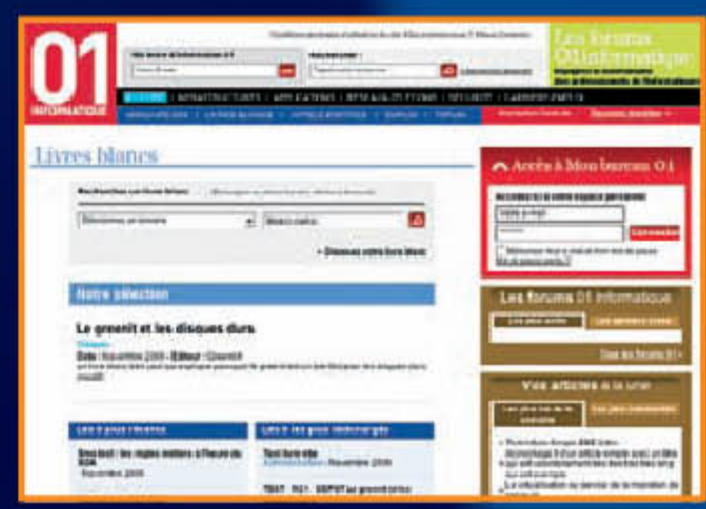


LES FORUMS DE DISCUSSION

Approfondissez votre réflexion en dialoguant avec vos pairs. Interrogez des experts reconnus. Sur ces espaces réservés aux membres du site, vous tirez parti de l'expérience d'autres professionnels de l'informatique et débattez de vos problèmes communs.

L'ESPACE PERSONNEL « MON BUREAU 01 »

Personnalisez votre page d'accueil avec les contenus, les forums et les services qui vous concernent. Déclarez vos thèmes et vos liens favoris et retrouvez ces informations à chaque visite.



LES LIVRES BLANCS

Téléchargez en toute liberté des livres blancs rédigés par des fournisseurs ou des experts indépendants. Vous pouvez aussi déposer les vôtres.

L'ANNUAIRE DES SSII

Accédez librement à cet annuaire qui recense toutes les sociétés de services, intégrateurs, vars, distributeurs et cabinets de conseils en France.
SSII, créez ou complétez votre profil en déclarant vos domaines d'expertise, vos références client et vos implantations.

LES APPELS D'OFFRES

Consultez ou déposez un appel d'offres en ligne. Les données sont confidentielles et accessibles aux seules personnes autorisées.

LES OFFRES D'EMPLOI

Découvrez toutes les offres liées à votre secteur. Déposez également, en toute confidentialité, votre CV sur cette base spécialisée dans l'univers des technologies de l'information.

01informatique.fr | INFOS | FORUMS | SERVICES |

Enquête exclusive PAC-01 Informatique

2008 : déjà des signes d'essoufflement du marché

RÉSULTATS. Les éditeurs et sociétés de services se portent légèrement moins bien qu'en 2007. Leur palmarès, dressé par PAC, laisse voir les premiers effets de la crise.

Le classement établi par le cabinet Pierre Audoin Consultants sur la base des résultats 2008 (PAC) conclut une période très favorable aux éditeurs et prestataires de services informatiques. En 2009, il en sera tout autrement : selon les prévisions du même cabinet, l'ensemble du marché des logiciels et des services progresserait, au mieux, de 1 %. Tous les métiers des services informatiques afficheront une croissance négative, à l'exception de l'infogérance qui continue de jouer son rôle de tampon anticrise. Pour cette dernière prestation, néanmoins, PAC devrait abaisser ses prévisions de croissance – actuellement de 6 % pour 2009 – de quelques points dans les prochains mois.

La faute à l'attentisme des entreprises qui diffèrent la concrétisation des opportunités commerciales. *« Si l'activité a été assez intense en ce début d'année, les signatures de contrats, elles, se font attendre »,* relève Frédéric Giron, directeur des études chez PAC. Face à la crise, les entreprises révisent le périmètre ou le coût de leur projet d'externalisation. C'est dire si la période faste des années 2007-2008 semble loin : SSII et éditeurs ont mangé leur pain blanc. Cette photographie de 2008 a déjà un air désuet.

L'an dernier, le marché est resté sur la dynamique de l'année précédente, avec néanmoins une légère inflexion au quatrième trimestre. De fait, les ténors du secteur des services informatiques, malgré des progressions honorables, ont perdu quelques points de croissance. Comme Capgemini, dont les revenus sont en hausse de 5 % (contre 9 % en 2007). Ce fléchissement se voit également au niveau des ventes de Microsoft, dont l'activité est très dépendante du marché des serveurs et des PC : avec 9 %, l'éditeur reste à un bon niveau de croissance, mais loin des 14 % qu'il avait atteints les deux années précédentes.

Trois acquisistions majeures

Parmi les bouleversements dans la hiérarchie, le plus remarqué est celui du nouvel ensemble HP-EDS qui arrive, si l'on tient compte des chiffres d'affaires proforma, en 5e position sur le marché hexagonal, avec 1 182 millions d'euros de revenus. Il reste néanmoins très loin derrière la locomotive du secteur, IBM (avec 3 110 millions d'euros). Plus bas dans le classement, Groupe Open bondirait de la 37e place, en 2007, à la 27e à la faveur de son rachat de la société lilloise Sylis. Le groupe Adecco, lui, se donne également plus de visibilité, grâce à l'acquisition de la SSII Datavance (128 millions d'euros de revenus cumulés). Côté éditeurs, pas de profonds bouleversements, si ce n'est la disparition de BusinessObject dont le rachat par SAP a été finalisé en janvier 2008. Les autres grosses acquisitions (Ilog par IBM et BEA par Oracle) n'ont pas véritablement changé la hiérarchie. La position de force des quatre éditeurs de progiciels horizontaux sur le marché français – SAP, Oracle, Cegid et Sage – a même été confirmée. Enfin, en 2008 comme en 2007, les sociétés de conseil en innovation se distinguent : Segula et Akka Technologies progressent nettement en termes de chiffre d'affaires grâce à leurs acquisitions. Alten enregistre la plus belle performance, avec 19 % de croissance organique. Mais l'année 2009 aura une tout autre saveur pour ces acteurs, surtout pour ceux qui sont très présents dans le secteur automobile. ■

OLIVIER DISCAZEAUX

L'AVIS DU CONSULTANT

DR

Frédéric Giron, directeur des études chez Pierre Audoin Consultants

« Quelques points de croissance en moins.
En 2008, le secteur est resté sur une croissance dans la droite ligne de celle de l'année précédente, sauf au dernier trimestre, où l'on observe un ralentissement. On retrouve ainsi, chez les ténors, des croissances qui affichent quelques points de moins par rapport à 2007. Ce qui n'empêche pas certains acteurs, comme Sopra, d'avoir connu une très belle année 2008. Quelques grosses SSII, à l'image de Logica, ont réorienté leur activité (abandon de la régie dans la partie intégration de système), ce qui a également eu un impact sur leur croissance. »

« Industrialiser pour économiser
Aller vers plus d'industrialisation est la principale tendance de 2008 chez les plus gros acteurs. Cela consiste à mieux utiliser les ressources low cost, en région ou à l'étranger, à massifier certains contrats, à en transformer d'autres (ceux de régie par exemple deviennent des prestations au forfait ou de TMA). Tout ceci tenant compte d'un contexte de pression sur les prix assez important, voire même accentué sur la fin de l'année 2008. »

Les 100 premières sociétés de logiciels et services en France

RANG	SOCIÉTÉ	CA FRANCE 2007 (M€)	CA FRANCE 2008 (M€)	VARIATION 07/08
1	IBM[4][8]	2 948	3 110	+ 5 %
2	Capgemini[8]	1 971	2 077	+ 5 %
3	Microsoft[7]	1 780	1 940	+ 9 %
4	Atos Origin[8]	1 685	1 675	- 1 %
RE*	HP + EDS (proforma)[4]	1 169	1 182	+ 1 %
5	Accenture[8]	898	965	+ 7 %
6	Logica[8]	859	901	+ 5 %
7	HP (sans EDS)[4]	814	844	+ 4 %
8	Orange Business Services[1][8]	790	839	+ 6 %
9	Sopra Group[8]	656	730	+ 11 %
10	Altran[2][8]	674	717	+ 6 %
11	Oracle (yc.* BEA Systems)	538	651	+ 21 %
12	Alten[2]	523	624	+ 19 %
13	Steria	534	536	+ 0 %
14	SAP (yc* BO)	366	521	+ 42 %
15	GFI Informatique (yc.* BTD Groupe)	451	514	+ 14 %
16	Assystem[2]	452	481	+ 6 %
17	CSC[8]	445	480	+ 8 %
18	Thales 3S[3]	360	408	+ 13 %
19	Segula Technologies (yc.* Edag France & Mapsys)[2]	304	388	+ 28 %
20	Bull Services	350	370	+ 6 %
RE*	Doc@Post + Experian (partie externalisation)[4]	360	366	+ 2 %
21	Akka Technologies (yc.* Coframi)[2]	205	342	+ 67 %
22	EDS	355	338	- 5 %
23	BT Global Services (yc.* Net2S & CS Infogérance)[1]	256	308	+ 20 %
24	Sage (yc* XRT et KDP Informatique)[6]	263	306	+ 16 %
25	Euriware	265	277	+ 5 %
26	ADP	250	263	+ 5 %
RE*	Groupe Open (avec Sylis proforma)[5]	257	259	+ 1 %
27	Cegid (yc.* GD Informatique, Civitas, VCS Timeless)[6]	236	242	+ 3 %
28	Cegedim[4]	215	232	+ 8 %
29	Devoteam	196	230	+ 17 %
30	Astek[2]	186	223	+ 20 %
31	T-Systems	211	218	+ 4 %
32	Osiatis	207	209	+ 1 %
33	EMC[4]	185	203	+ 9 %
34	NextiraOne[5]	194	194	+ 0 %
35	Spie Communications[5]	184	193	+ 4 %
36	Groupe Open (yc.* Sylis)[5]	162	190	+ 17 %
37	Symantec	167	182	+ 9 %
38	Neurones (yc.* RS2I, Colombus)[5]	146	178	+ 22 %
39	CS Communication et Systèmes	171	169	- 1 %
40	SII	146	167	+ 14 %
RE	Adecco (yc.* Ajilon et Datavance) proforma[2]	157	165	+ 6%
41	Doc@Post (yc.* Edixis, Extelia, Experian)[4]	120	164	+ 37 %
42	SCC[3]	157	162	+ 4 %
43	Xerox[4]	166	158	- 5 %
44	Dassault Systemes	146	155	+ 6 %
45	Bearingpoint[8]	138	146	+ 6 %
46	Sun Microsystems[4]	142	141	- 1 %
47	Overlap Groupe (yc.* MIBS)[5]	53	137	+ 158 %
48	SQLI	110	131	+ 20 %
49	Ineum Consulting[8]	122	130	+ 7%
50	Ausy (yc.* Aequalis)	101	129	+ 28 %
51	Adobe Systems	115	126	+ 10 %
52	Dell[3]	124	125	+ 1 %
53	Business&Decision	106	121	+ 14 %
54	APX[5]	112	115	+ 3 %
55	CA	122	111	- 9 %
56	NCR (sans Teradata)[4]	134	109	- 19 %
57	Unisys[4]	112	107	- 4 %
58	Nexeya (ex-Eurilogic)[2]	63	106	+ 69 %
59	Alti	79	101	+ 28 %
60	Ares (sans Arcole, SIS part, RMS part)[5]	131	100	- 24 %
=	Solucom (yc.* Cosmobay-Vectis)	71	100	+ 41 %
62	Cegi[6]	94	96	+ 3 %
63	Aubay	99	92	- 6 %
64	Team Partners Group	94	91	- 3 %
65	Ajilon[2]	90	90	+ 0 %
66	Teuchos[2]	79	85	+ 8 %
67	Econocom Group[3]	85	83	- 2 %
=	Beijaflore	76	83	+ 9 %
=	Apside (yc.* Facilite Informatique)	71	83	+ 17 %
70	Infotel	78	82	+ 5 %
71	Tibco (yc.* Serdie)[5]	72	81	+ 13 %
72	Telindus[5]	79	80	+ 1 %
73	SAS Institute	76	77	+ 2 %
74	Datavance	67	75	+ 12 %
75	Keyrus[5]	73	74	+ 2 %
=	A&O Systems + Services[5]	74	74	+ 0 %
77	ESR	75	73	- 3 %
=	Linedata Services	70	73	+ 4 %
79	Micropole-Univers	63	71	+ 14 %
80	Lawson Software	65	70	+ 9 %
=	Sungard Data Systems (yc.* GL Trade)[4]	64	70	+ 9 %
82	ECS Services[3]	61	69	+ 13 %
=	Autodesk	65	69	+ 5 %
84	HR Access Solutions	55	65	+ 18 %
=	Infor	54	65	+ 20 %
86	Citrix	53	64	+ 20 %
87	Sodifrance	53	63	+ 20 %
88	Consort NT	49	62	+ 27 %
89	Prodware (yc.* C2A , Anelia)[5]	39	61	+ 59 %
=	Wincor Nixdorf[4]	57	61	+ 7 %
=	PTC	54	61	+ 13 %
92	Aptus	53	60	+ 14 %
=	Umanis	60	60	+ 0 %
=	Viveris	54	60	+ 12 %
95	Computacenter[5]	52	59	+ 12 %
96	Isagri[6][7]	52	58	+ 12 %
=	Generix Group (yc.* Infolog)	47	58	+ 24 %
98	Wipro[2]	37	57	+ 54 %
99	Groupe Helice	53	56	+ 6 %
100	Berger Levrault[4]	53	55	+ 3 %

© PAC 2009

** RE : rang estimé (sur la base du chiffre d'affaires cumulé) ; yc. : y compris (avec chiffre d'affaires consolidé)*

CA France Logiciels & Services, estimations PAC. *(1) Incl. externalisation d'infrastructures de communication, hors matériel. (2) Incl. bureau d'étude/R&D externalisée. (3) Services informatiques. (4) Logiciels et services informatiques. (5) Hors logiciels et matériel. (6) Incl. logiciels et matériel. (7) Incl. activités hors IT. (8) Incl. conseil en management.*

DÉFINITIONS : CA France Logiciels : *Licences + maintenance associée au logiciel.* CA France Services : *Services informatiques (conseil IT + assistance technique + projets au forfait + formation + externalisation [incl. infogérance et TMA] + conseil en management + maintenance matériel et HORS reventes matériel).*

Enquête exclusive PAC-01 Informatique

SSII

Les champions nationaux marquent le pas

Les grands du secteur affichent des progressions honorables mais, en moyenne, inférieures à celles de 2007. Illustration avec Capgemini (5 % de croissance contre 9 % en 2007) et Logica (5 % contre 12 %). Prémices des effets de la crise ou réorganisation sont en cause. Morne plaine pour le numéro deux français, Atos Origin, soumis à un changement de direction (l'arrivée de Thierry Breton) et qui affiche une croissance molle dans toutes ses lignes de services. L'actualité de Steria France (croissance zéro) a elle aussi été marquée par le départ de son dirigeant, François Mazon. Reste quelques bons élèves qui témoignent d'une certaine constance. C'est le cas de CSC et d'Accenture, stabilisés autour de 7 à 8 % de croissance, *« CSC, grâce à un positionnement plus "valeur ajoutée", et Accenture, grâce à sa présence sur les marchés des "utilities", de la finance et du secteur public »*, observe Frédéric Giron. Mention bien à Sopra (+ 11 %) et Thales 3S (+ 13 %), à la croissance supérieure à celle de 2007.

Quelques sociétés de taille moyenne ne sont pas en reste. Devoteam, le chef de file du conseil en infrastructure, a bénéficié, selon PAC, du retrait de certains acteurs du marché de l'assistance technique. Business & Decision est, lui, positionné sur le marché, du décisionnel, dont la dynamique ne se dément pas. SQLI, enfin, profite de sa stratégie d'industrialisation et de multispécialiste (Java, .Net et désormais SAP).

Le ciel de la R&D assombri

Les acteurs du conseil en R&D ont connu une bonne année, voire exceptionnelle dans le cas d'Alten (+ 19 %). A l'image d'Akka Technologies ou de Segula Technologies, ils ont profité de la dynamique du marché pour opérer des rachats. Mais beaucoup risquent de déchanter en 2009. Surtout ceux exposés à la crise du secteur automobile. Parmi les intégrateurs, BT Global Services France surfe sur les acquisitions engrangées. La filiale de l'opérateur devra toutefois affiner son positionnement entre système d'information et télécoms. Les difficultés de sa maison mère (30 000 emplois supprimés en deux ans), n'invitent pas à l'optimisme.

La déception provient des SSII indiennes qui percent difficilement sur le marché français. Seul Wipro a une croissance conforme à ses objectifs (+ 54 %). Mais son chiffre d'affaires a été revu à la baisse par le cabinet, car surestimé précédemment. ■

Les 50 premières SSII selon leur chiffre d'affaires réalisé en France

RANG	SOCIÉTÉ	CA FRANCE 2007 (M€)	CA FRANCE 2008 (M€)	VARIATION 07/08
1	IBM[3][8]	2 448	2 585	+ 6 %
2	Capgemini[8]	1 971	2 077	+ 5 %
3	Atos Origin[8]	1 685	1 675	- 1 %
RE*	HP + EDS proforma[4]	1 169	1 182	+ 1 %
4	Accenture[8]	898	965	+ 7 %
5	Logica[8]	859	901	+ 5 %
6	Orange Business Services[1][3]	779	827	+ 6 %
7	Sopra Group [7][8]	656	730	+ 11 %
8	Altran [2][8]	674	717	+ 6 %
9	HP (excl. EDS)[3]	632	649	+ 3 %
10	Alten[2]	523	624	+ 19 %
11	Steria	534	536	+ 0 %
12	GFI Informatique (yc.* BTD Groupe)	451	514	+ 14 %
13	Assystem[2]	452	481	+ 6 %
14	CSC[3][8]	433	464	+ 7 %
15	Thales 3S[3]	360	408	+ 13 %
16	Segula Technologies (yc.* Edag France & Mapsys)[2]	304	388	+ 28 %
RE*	Doc@Post + Experian (partie externalisation)[4]	360	366	+ 2 %
17	Bull Services[3]	335	349	+ 4 %
18	Akka Technologies (yc.* Coframi)	205	342	+ 67 %
19	EDS	355	338	- 5 %
20	BT Global Services (yc.* Net2S & CS Infogérance)[1]	256	308	+ 20 %
21	Euriware	265	277	+ 5 %
RE	Groupe Open (yc.* Sylis proforma)[5]	257	259	+ 1 %
22	ADP[3]	242	255	+ 5 %
23	Devoteam	196	230	+ 17 %
24	Astek[2]	186	223	+ 20 %
25	T-Systems	211	218	+ 4 %
26	Osiatis	207	209	+ 1 %
27	NextiraOne[5]	194	194	+ 0 %
28	Spie Communications[5]	184	193	+ 4 %
29	Groupe Open (yc. Sylis)[4]	161	188	+ 17%
30	Neurones (yc.* RS2I & Colombus)[5]	146	178	+ 22 %
31	Cegedim[3]	159	172	+ 8 %
32	CS Communication et Systèmes	171	169	- 1 %
33	SII	146	167	+ 14 %
RE*	Adecco (yc. Ajilon + Datavance proforma)[2]	157	165	+ 6 %
34	Doc@Post (yc.* Edixis, Extelia, Experian)[4]	120	164	+ 37 %
35	SCC[3]	157	162	+ 4 %
36	Bearingpoint[8]	138	146	+ 6 %
37	Overlap Groupe (yc.* MIBS)[5]	53	137	+ 158 %
38	Xerox[3]	139	133	- 4 %
39	Ineum Consulting[8]	122	130	+ 7 %
40	SQLI[3]	108	129	+ 20 %
=	Ausy (yc.* Aequalis)	101	129	+ 28 %
42	Dell[3]	124	125	+ 1 %
43	Business&Decision	106	121	+ 14 %
44	Sun Microsystems[3]	117	116	- 1 %
45	APX[5]	112	115	+ 3 %
46	Nexeya (ex-Eurilogic)[2]	63	106	+ 69 %
47	Alti	79	101	+ 28 %
=	NCR (sans Teradata)[3]	119	101	- 16 %
49	Ares (sans Arcole, SIS part, RMS part)[3]	103	100	- 3 %
=	Solucom (yc.* Cosmobay-Vectis)[8]	71	100	+ 41 %

© PAC 2009

** RE : rang estimé (sur la base du chiffre d'affaires cumulé) ; yc. : y compris (avec chiffre d'affaires consolidé)*

CA France Logiciels & Services, estimations PAC. *(1) Incl. externalisation d'infrastructures de communication, hors matériel. (2) Incl. Bureau d'étude/R&D externalisée. (3) Services informatiques uniquement. (4) Logiciels et services informatiques uniquement . (5) Hors matériel. (6) Incl.matériel. (7) Incl. logiciels (8) Incl. conseil en management.*

Éditeurs

Une légère inflexion chez les ténors

Les croissances sont trompeuses. Les géants du secteur ont légèrement marqué le pas l'année dernière. Les 9 % de progression de Microsoft cachent un léger fléchissement des ventes de l'éditeur, en vertu de sa forte dépendance vis-à-vis du secteur du matériel informatique touché rapidement par la crise.

La réunion d'Oracle et de BEA, qui permet au premier d'afficher 21 % de croissance, a créé un attentisme naturel de la clientèle. Cela affecte, selon PAC, le segment middleware. Pour le reste l'éditeur, qui vient d'avaler Sun, a bien traversé l'année 2008 et conserve ses points forts dans le logiciel : le secteur financier, la fonction RH (Peoplesoft) et le CRM (Siebel). Son concurrent direct, SAP France, affiche quant à lui une croissance de 41 %, mais une décroissance de 2 % hors BO. Grâce à sa base installée et son arrivée en force dans le secteur de l'administration (Chorus…), l'éditeur allemand devrait limiter les dégâts en 2009, malgré la crise du secteur manufacturier. Reste, en guise de point noir, l'échec de sa stratégie Saas. L'activité d'éditeur d'IBM (5 % de croissance hors acquisition d'Ilog) a, elle, été surtout tirée par ses marques Information Management (Cognos, Informix, Ascential, Filenet) et Websphere.

Des Français engoncés

L'éditeur britannique Sage recueille les fruits de la stratégie de verticalisation de son offre et de son orientation vers le haut du segment midmarket depuis le rachat du français Adonix. Ce sont surtout les acquisitions qui donnent l'occasion à son concurrent français Cegid, moins en forme, de faire bonne figure. Hormis Cegid, Dassault Systemes et désormais Axway (Sopra), les éditeurs français peinent à se développer.

« *La valeur de l'industrie du logiciel français est malheureusement surtout perçue par l'intérêt qu'elle suscite* », relève Eric Ménard, consultant chez PAC : GL Trade (rebaptisé Sungard Global Trading depuis son rachat par Sungard) et Ilog (IBM) sont à leur tour passés, l'année dernière, sous pavillon étranger. La plupart de nos éditeurs hexagonaux restent recroquevillés sur des niches verticales inaccessibles aux grands éditeurs, à l'image de Berger Levrault, GFI Progiciels, Fiducial Informatique ou encore Viveo Finance.

Du côté des belles croissances, on notera celle de Software AG, apportée par des gros contrats (France Télécom, EDF-GDF) et celle de Citrix, tirée par la virtualisation. Au rang des chutes vertigineuses figure surtout Compuware (-17 % !), qui vient d'ailleurs de vendre ses activités de test et qualité logicielle à Micro Focus. ■

Les 50 premiers éditeurs selon leur chiffre d'affaires réalisé en France

RANG	SOCIÉTÉ	CA FRANCE 2007 (M€)	CA FRANCE 2008 (M€)	VARIATION 07/08
1	Microsoft[4]	1 780	1 940	+ 9 %
2	Oracle (yc.* BEA Systems)	538	651	+ 21 %
3	IBM[1]	500	525	+ 5 %
4	SAP (yc.* BO)	366	521	+ 42 %
5	Sage (yc.* XRT et KDP Informatique)[3]	263	306	+ 16%
6	Cegid (yc.* GD Informatique, Civitas, VCS Timeless)[3]	236	242	+ 3 %
7	HP Software[1]	182	195	+ 7 %
8	Symantec	167	182	+ 9 %
9	Dassault Systemes	146	155	+ 6 %
10	EMC[1]	142	152	+ 7 %
11	Adobe Systems	115	126	+ 10 %
12	CA	122	111	- 9 %
13	Sopra Group[1]	89	97	+ 9 %
14	Cegi[3]	94	96	+ 3 %
15	SAS Institute	76	77	+ 2 %
16	Linedata Services	70	73	+ 4 %
17	Lawson Software	65	70	+ 9 %
=	Sungard Data Systems (yc.* GL Trade)	64	70	+ 9 %
19	Autodesk	65	69	+ 5 %
20	HR Access Solutions	55	65	+ 18 %
=	Infor	54	65	+ 20 %
22	Citrix	53	64	+ 20 %
23	PTC	54	61	+ 13 %
24	GFI Progiciels[1]	62	60	- 3 %
=	Cegedim[1]	58	60	+ 3 %
26	Isagri[3][4]	52	58	+ 12 %
=	Generix Group (yc.* Infolog)	47	58	+ 24 %
=	Sun Microsystems[1]	61	58	- 5 %
29	Berger Levrault	53	55	+ 3 %
30	BMC Software	50	52	+ 4 %
31	Pharmagest[2]	47	51	+ 8 %
32	Agrostar	43	46	+ 6 %
=	Fiducial Informatique[3]	43	46	+ 6 %
34	Groupe Sigma[3]	43	45	+ 4 %
35	Siemens PLM Software	40	42	+ 4 %
36	Sab Ingenierie	33	36	+ 11 %
37	Software AG (yc.* Webmethods)	25	34	+ 36 %
38	Viveo Finance	30	31	+ 3 %
=	McKesson[2]	30	31	+ 3 %
=	Compuware	37	31	- 17 %
41	Coheris	30	30	+ 2 %
=	Mentor Graphics[3]	33	30	- 9 %
=	Sybase	30	30	+ 0 %
=	The Mathworks	30	30	+ 2 %
45	Cadence	40	28	- 30 %
=	Comverse	32	28	- 13 %
=	Agfa Healthcare[2]	25	28	+ 14 %
48	EBP	23	27	+ 17 %
=	Klee Group	27	27	+ 0 %
=	DL Software (yc.* Biosystem, Hexa Compu.,	18	27	+ 50 %

** RE : rang estimé (sur la base du chiffre d'affaires cumulé) ; yc. : y compris (avec chiffre d'affaires consolidé)*

CA France Logiciels & Services, estimations PAC. *(1) CA produits (licences + maintenance logiciels) uniquement. (2) CA produits logiciels et services IT. (3) Incluant revente de logiciels et matériel. (4) Incluant activités hors IT.*

© PAC 2009

FORMATION CONTINUE

DES PISTES POUR PRÉPARER L'APRÈS-CRISE

- DIF, cursus de grandes écoles ouverts aux salariés, formation en intra-entreprise... les options sont multiples pour aider les salariés à renforcer leurs compétences.
- Les plus techniciens en profitent pour acquérir des notions d'encadrement, de communication et de développement personnel.

DOSSIER RÉALISÉ PAR FRÉDÉRIC BERGÉ, JULIETTE FAUCHET ET ARMELLE SICCAT

SOMMAIRE

32 DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION
Des modules courts mais peu utilisés

33 SE FORMER AU MANAGEMENT
Une implication forte du salarié est exigée

34 PROGRAMMES INTERNES
Cursus personnalisé haut de gamme

36 L'OFFRE DU MARCHÉ
Compléter son parcours technique d'un cursus personnel

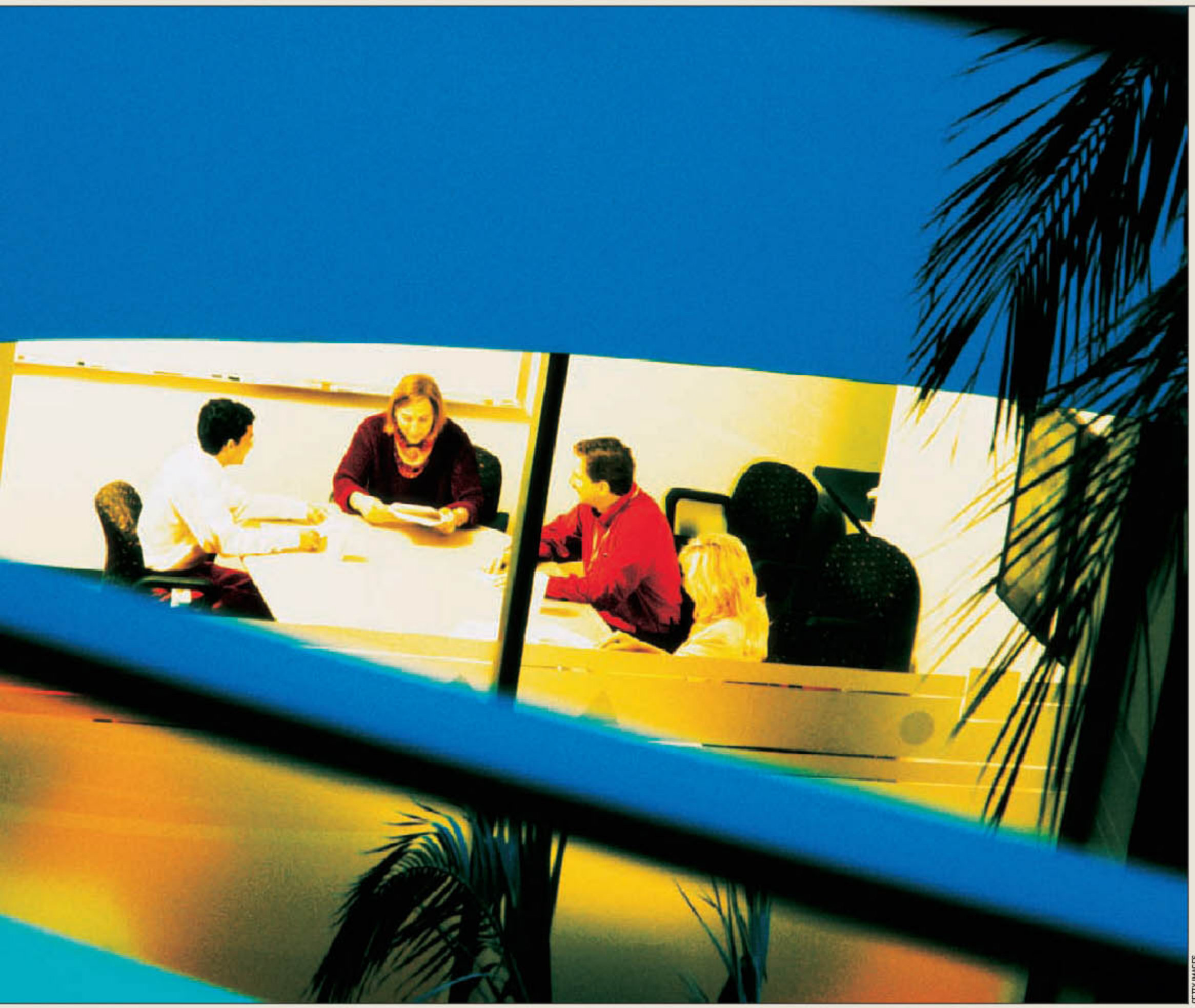
61 ET DEMAIN...
Apprendre à repositionner sa carrière en permanence

La formation est une valeur refuge en période de crise. Elle permet, en effet, aux entreprises de pallier les baisses d'activité. C'est l'occasion pour leurs salariés de développer de nouvelles compétences et d'améliorer ainsi leur employabilité. Et si les formations au management sont avant tout liées à une recherche d'évolution professionnelle, celles relevant du développement personnel sont davantage indiquées pour mieux se connaître et apprendre à affronter les moments difficiles .

Mais certaines thématiques se recoupent. Les fondamentaux du management s'acquièrent par des techniques et par une capacité à appréhender son environnement. Pour développer cette « intelligence contextuelle », il faut des compétences relationnelles et émotionnelles comme la capacité à gérer son propre stress ou les conflits au sein de son équipe. Pas inutile par les temps qui courent... La communication relève aussi de ces deux approches : *« 50 % du travail d'un manager repose sur la communication ascendante (vers sa hiérarchie) ou descendante (vers son équipe) »*, confirme Blandine Legrand, responsable formations management et RH de l'institut Demos. Dans son étude d'avril dernier, l'observatoire Cegos constate que les formations en efficacité professionnelle et en communication représentent 23 % des demandes des sociétés françaises et le management, 18 %.

Sortis de leur expertise, les cadres perdent pied

« Les écoles d'ingénieurs forment peu ou pas du tout au management. Elles se sont d'abord intéressées à la gestion de projet. Les



GETTY IMAGES

informaticiens investissent tout sur la technique, mais, après quelques années de pratique, ils se rendent compte qu'il leur manque des compétences pour encadrer des équipes », analyse Michel Belli, directeur général de la société de formation Orsys.

L'apprentissage du management est donc particulièrement recommandé dans les domaines techniques, où le rôle opérationnel et l'expertises de certains salariés les a amenés à diriger des équipes. Et à devenir, du coup, de plus en plus souvent des« managers à temps partiel ». *« Nous initions au management beaucoup de personnes qui ont au départ une formation technique. Tant qu'elles sont sur leur domaine d'expertise, leurs savoir-faire suffisent, mais lorsqu'elles doivent prendre en main une équipe, elles sont souvent déroutées car leurs repères rationnels sont mis à mal. Elles doivent acquérir d'autres compétences pour "gérer" l'humain »,* souligne Jean-Pierre Testa, responsable de l'offre management des équipes de Cegos. En plus des fondamentaux, on peut approfondir des thèmes particuliers grâce à des modules dédiés à des situations spécifiques, telles que Manager une équipe à distance, une équipe internationale ou encore Manager les nouvelles générations et son pendant, Manager les seniors.

Le coaching n'est pas reconnu comme une formation

Par ailleurs, de plus en plus de DSI se rendent compte qu'il faut tisser, et entretenir, des relations avec les maîtres d'ouvrage, les utilisateurs. Afin d'améliorer les compétences de leurs équipes, ils demandent ainsi certaines formations concernant, par exemple, la négociation ou la gestion de réunion. Les formations au développement personnel recouvrent quatre domaines différents mais complémentaires : la confiance en soi ; trouver l'équilibre entre le professionnel et le personnel ; les relations de coopération et la confiance envers autrui ; enfin, l'impact sur les autres, autrement dit l'influence.

« En cette période de crise, ces formations enregistrent une forte croissance. Les entreprises profitent, en effet, d'une baisse de leurs activités pour inciter leurs salariés à se former à la prise de parole, à la gestion du stress, au développement de relations plus efficaces et à l'optimisation de leur temps », résume Antoine Garcia, fondateur de la société de conseil en management AG Consulting. Cela peut aller jusqu'au coaching, lequel n'étant toutefois pas reconnu comme de la formation en tant que telle, mais comme une activité de conseil. A ce titre, il n'entre pas dans les budgets de formation des entreprises. ■

DROIT INDIVIDUEL À LA FORMATION.

Des modules courts mais peu utilisés

- Ce dispositif, pourtant bien connu, reste encore peu utilisé des salariés. Le personnel des groupes informatiques ne fait pas exception !
- Les modules comportementaux, sur une à trois journées, sont particulièrement adaptés au DIF.

Le DIF en chiffres

- **87 %** des salariés interrogés par Cegos connaissent l'existence du droit individuel à la formation.
- **82 %** savent qu'ils disposent d'un crédit de 20 heures par an.
- **84 %** sont au fait que le cumul est possible sur plusieurs années.
- **3,6 %** des salariés seulement, en moyenne, ont fait valoir leur DIF, selon un récent rapport de la Cour des comptes.

(Sources : Cegos/Cour des comptes)

Les formations courtes sont idéales dans le cadre du DIF (droit individuel à la formation). Mis en place en 2004, celui-ci autorise chaque salarié ayant au moins un an d'ancienneté dans son entreprise à bénéficier de 20 heures de formation par an, cumulables sur six ans, soit 120 heures au maximum. Le salarié doit en faire la demande auprès de son employeur et obtenir son accord. La formation doit être liée à sa branche professionnelle, mais pas nécessairement à sa qualification.

Des demandes à titre personnel

Avec la crise, certaines entreprises ont décidé d'encourager leurs salariés à exercer leur DIF à distance, sur leur temps de travail, en implémentant des plates-formes de e-learning. *« Le prix de la formation à distance est sans commune mesure avec celui du présentiel. L'e-learning forme dix fois plus rapidement et dix fois moins cher, avec des qualités mesurables »*, soutient Steve Fiehl, codirecteur de l'institut de formation Cross-knowledge. La période actuelle cristallise, en outre, les inquiétudes des individus sur leur employabilité. *« Nous enregistrons beaucoup de demandes de formation à titre personnel, telles que la gestion du stress, le management en temps de crise »*, confirme Michel Belli. Néanmoins, dans les SSII et chez les éditeurs de logiciels, le processus est connu, mais peu utilisé. *« Curieusement, alors que chez Sage nous sommes particulièrement sensibilisés au DIF du fait que nous éditons des logiciels de comptabilité, gestion et RH, je n'ai reçu aucune demande de DIF de la part de mes collaborateurs. Et j'ai même suscité l'étonnement de mes collègues lorsque j'ai annoncé que j'allais suivre une formation dans le cadre du DIF »*, relate Olivier Mardon, responsable commercial régional de la division PME de l'éditeur. Ce manager d'une équipe de dix commerciaux, chargé d'animer un réseau d'une centaine de revendeurs, a ainsi suivi la formation Cegos intitulée Développer sa flexibilité relationnelle et son impact personnel.

Par ailleurs, certaines SSII mettent à la disposition de leurs salariés de multiples offres et des parcours sur mesure. C'est le cas de Sopra Group, qui propose un catalogue électronique de formations dispensées en interne dans la Sopra Group Academy. *« Depuis cinq ans que je travaille chez Sopra, j'ai suivi plusieurs formations dans le cadre d'un cycle méthodologique et comportemental. J'ai notamment bénéficié dans le cadre de mon DIF des formations comportementales intitulées Managing through people et Maîtriser les techniques de communication orale »*, déclare Philippe Benmoussa, chef de projet division administration et secteur public.

Les formations comportementales entrent d'ailleurs typiquement dans le cadre du DIF, contrairement aux formations techniques. *« Nous préférons organiser les formations au management d'équipe dans le cadre du plan de formation de l'entreprise, les salariés susceptibles d'évoluer vers des postes d'encadrement étant repérés par leur responsable hiérarchique »*, souligne Jenny Augias, responsable formation de Prosodie.

Faire le bon choix grâce aux entretiens annuels

Bien sûr, le choix d'une formation est d'abord guidé par le responsable du salarié, dans le cadre de l'entretien annuel d'évaluation. *« Désormais chef de projet confirmé, je commence à mon tour à orienter ceux que je supervise vers des parcours de formation. Je viens de proposer à un collaborateur de suivre les cours basiques de communication »*, ajoute Philippe Benmoussa.

Enfin, l'entretien professionnel fait l'objet d'une action collective de formation de la branche Syntec, via le Fafiec, son organisme collecteur, qui sélectionne le programme, sa durée et les organismes le dispensant. Cela implique également que les frais pédagogiques des salariés des entreprises cotisantes sont entièrement pris en charge. ■

Épargner les heures de DIF n'arrange pas les employeurs

- La non-utilisation du DIF constitue un problème budgétaire pour les entreprises : si l'on considère que l'heure de formation en salle s'élève à 60 euros, chaque salarié peut coûter 1 200 euros par année d'ancienneté : une somme considérable si l'effectif de l'entreprise est important. Ainsi, le nombre de bénéficiaires potentiels s'élève à 16 millions, contre 5 millions de personnes profitant du plan de formation de leur entreprise et 35 000 utilisateurs d'un CIF (congé individuel de formation) pour 50 000 demandes. Selon une enquête de Demos auprès de 1 100 salariés, 35 % d'entre eux ont déjà bénéficié du DIF, 31 % ont choisi de capitaliser leurs heures et 34 % l'utiliseraient s'ils savaient quelle formation effectuer.

SE FORMER AU MANAGEMENT.

Une implication forte du salarié est exigée

- Suivre un cursus en management permet de faire évoluer sa carrière. Mais il faut s'investir énormément.
- Toutefois, avec le gel des embauches dû à la crise, les entreprises réquisitionnent leurs forces vives et limitent ces formations de longue durée.

Vingt-trois écoles de management accréditées par la Conférence des grandes écoles (CGE) proposent quelque 180 mastères spécialisés (bac +5). Toutes les grandes écoles, HEC, l'Essec, l'Escem, l'Insead, mais aussi les universités comme Paris-Dauphine, l'Ecole de management de Strasbourg ou Paris I-Panthéon-Sorbonne, ont des formations diplômantes en management ouvertes aux salariés en formation continue. Il existe également des formations Badge (Bilan d'aptitude délivré par les grandes écoles) non diplômantes, accessibles aux salariés. Timides dans un premier temps, les demandes d'inscription des salariés à ce genre de cursus se sont accélérées depuis quatre-cinq ans. Si aujourd'hui la crise n'a pas encore eu de réels impacts sur le volume des demandes, elles pourraient, si la situation persiste, avoir des incidences sur le profil des inscrits. *« Les entreprises ont limité leurs embauches et tendent à réquisitionner toutes leurs forces vives. Du coup, elles restreignent ce type de formation longue, notamment en terme de financement »*, déclare Laurent Trioreau, directeur du pôle Executive Education de l'Escem.

Des contenus sur mesure

Quelle soit à l'initiative du salarié ou de l'employeur, ces formations aident les collaborateurs à évoluer vers une fonction de management ou à renforcer leurs compétences. Lorsqu'une société souhaite former plusieurs membres de son personnel, elle peut solliciter un organisme, qui élaborera un contenu pédagogique adapté à sa problématique. Concernant les PME, par exemple, il existe plusieurs initiatives menées par des collectivités locales (communauté d'agglomération ou conseil général), pour les inciter à se regrouper afin de former leurs dirigeants au management. *« Une école comme la nôtre propose des cursus adaptés, dispensés sur une durée de six à dix mois, et tenant compte des emplois du temps des dirigeants des PME et de leurs besoins de développement dans un contexte difficile. C'est une tendance récente et une demande de plus en plus forte »* souligne Joëlle Lagier, directrice des troisièmes cycles et de la formation continue à Télécom, école de management.

Du temps et de la motivation

Les formations diplômantes de type MBA, sont longues. Elles sont, en effet, dispensées pendant une durée variant de dix-huit mois à deux ans et selon des rythmes dépendant de l'organisme (tous les vendredis soir et samedis, deux vendredis et samedis par mois…). Or, quelle que soit l'option choisie, *« le rythme des cours, associé à plus de 80 % de l'activité professionnelle, réclame de la part du salarié une implication très forte »*, prévient Olivier Reydellet, directeur des relations entreprises et de la formation continue du Groupe école supérieure de commerce Chambéry Savoie. *« Ces cursus engagent également l'employeur et l'environnement familial du salarié. Nous prenons d'ailleurs ces critères en considération lors de la sélection de nos candidats »*, précise Laurent Trioreau. ■

Le label Badge

- Les formations Badge s'adressent aux salariés (bac + 2 ou avec une homologation de niveau III et dotés d'une expérience professionnelle de trois ans, ou encore titulaire d'un bac avec une expérience professionnelle de cinq ans, ou enfin titulaire d'un bac + 4). Ces formations ne délivrent a priori pas de diplômes. Elles prévoient des procédures de validation des acquis de l'expérience mais, pour certaines, une capitalisation de plusieurs Badge peut aboutir à l'obtention de titres normalement délivrés par les grandes écoles.

DR

L'AVIS DE L'EXPERT

David Decovemacker, directeur de projet chez Auchan et titulaire d'un Executive MBA

« Deux formations courtes.
La première, sur le management situationnel, a été pour moi une révélation sur la façon dont je devais encadrer, communiquer, mener les entretiens individuels. Plus tard, j'ai suivi une formation sur le leadership et la communication avec Dale Carnegie. J'ai beaucoup appris sur la gestion des relations humaines et sur l'image de soi. Toutefois, pour suivre cette formation, il est préférable d'avoir une certaine expérience professionnelle, une connaissance de ses points forts et faibles, ainsi qu'une aptitude à se remettre en cause. J'y ai appris à développer l'empathie, à mener une discussion, à convaincre, à fixer des objectifs, à travailler sur mon comportement. A la suite de cette formation, ma carrière a connu un véritable coup d'accélérateur, et le champ de mes responsabilités a été considérablement élargi. »

« Un cursus diplômant.
Dernière formation, enfin, le CPA (Centre de perfectionnement des affaires) : dispensée sur dix-huit mois, elle délivre un diplôme (Executive MBA). Cet enseignement est riche par son contenu, puisqu'il passe en revue tous les fondamentaux de l'entreprise – stratégie, droit des affaires, juridique, marketing, commercial, communication, production, logistique, vision internationale – et lourd en investissement personnel. »

PROGRAMMES INTERNES.

Cursus personnalisés haut de gamme

- Les grands groupes privilégient les formations en intra-entreprise. Ils en maîtrisent les budgets et les contenus via des catalogues mis à la disposition des salariés.
- Ce sont surtout les cours de management qui y sont proposés, mais la part dévolue au développement personnel prend de l'ampleur.

La moitié des salariés français formés au management le sont en intra-entreprise, c'est-à-dire dans le cadre de programmes personnalisés et adaptés au contexte de leur société, selon l'observatoire Cegos. Les formations sur mesure sont généralement proposées par de grandes entreprises et conçues avec des prestataires extérieurs. C'est notamment le cas chez Steria, qui a mis en place une université interne du management. Le programme de formation Magellan (finance, management, ressources humaines…), d'une durée de dix-huit mois à deux ans, concerne quelque 200 managers français de la SSII internationale : les membres du comité de direction, les managers des centres de profit et leurs adjoints. *« Ce programme de formation managérial vise à accompagner la transformation du modèle économique de Steria et les évolutions du marché »*, précise François Praddaude, DRH de Steria France. Il en coûte près de 1 million d'euros dans le cas de cette SSII. *« Il s'agit d'un gros investissement, mais les résultats obtenus sont très satisfaisants »*, ajoute-t-il. Même chose du côté de APX. La SSII a, en effet, monté avec l'Essec MA – une filiale dédiée à la formation continue de la fameuse école de commerce –, un programme baptisé Profession manager : 80 personnes en bénéficient pour une prise en charge des frais pédagogiques de 100 000 euros.

Confiance en soi, stress et communication orale

En deux ans, l'hébergeur Prosodie a, de son côté, formé une vingtaine de collaborateurs dans le cadre d'un programme sur mesure de développement personnel. Pendant trois jours sont abordées diverses thématiques : la gestion des émotions, de la confiance en soi, du stress professionnel ainsi que la communication orale. La société a aussi mis en place un programme managérial destiné aux nouveaux cadres, qu'ils soient recrutés directement ou bien promus en interne. Le tronc commun, qui aborde les bases du management, est complété par deux modules de deux jours : Gestion des situations difficiles et Développement du leadership. Le programme se déroule sur plusieurs mois, à raison d'une journée toutes les trois semaines. *« Depuis 2006, nous avons formé une centaine de managers »*, indique Jenny Augias, responsable formation de Prosodie.

Des parcours élaborés au sein de l'entreprise

Tout un pan de la formation est également réalisé en interne par les entreprises elles-mêmes. Eurogiciel a ainsi fondé sa propre école. Elle est destinée à intégrer les nouveaux collaborateurs et à faire évoluer les salariés vers des postes d'encadrement. *« Nous avons élaboré un programme de formation et constitué une équipe pédagogique qui se déplace sur plusieurs sites, car nous ne trouvions pas de prestataire qui nous convenait »*, relate Nicolas Petitjean, responsable des ressources humaines de la SSII.

Les collaborateurs repérés par l'encadrement pour leurs compétences techniques se voient ainsi proposés de suivre un parcours de formation sur quatre jours. Au programme : la gestion relationnelle, la motivation des équipes, la communication et le management de projet. Cette formation théorique est suivie d'un coaching de l'encadrement, consistant en un suivi régulier des nouveaux managers.

Enfin, la gestion du stress est un thème de choix pour les formations sur mesure, d'autant que les entreprises prennent désormais le problème en considération. *« Depuis quelques années, les pouvoirs publics et les entreprises ont pris conscience que le stress était un facteur primordial de risques psychosociaux. Les sociétés ont d'ailleurs l'obligation de le signaler dans le document unique d'évaluation et de prévention des risques professionnels et de prendre des mesures pour le réduire »*, indique Alain Duluc, responsable de l'offre développement personnel appliqué de Cegos. Dans certains groupes, le stress n'est plus un tabou, et les formations en intra-entreprise font le plein grâce au bouche-à-oreille. Il y a fort à parier que la crise actuelle amplifie la demande des salariés, mais les SSII souhaiteront-elles pour autant investir dans ce domaine ? ■

DR

2 QUESTIONS À...

François Praddaude,
DRH de Steria France

Pourquoi avoir conçu un programme de formation des managers chez Steria ?

« Depuis dix-huit ans, chez Steria, j'ai suivi un parcours de manager opérationnel. DRH depuis un an, j'ai souhaité constituer un parcours d'harmonisation des pratiques managériales et créer une véritable culture commune. Nos managers sont à 80 % issus du sérail avec des profils d'écoles d'ingénieurs, où l'on n'apprend pas le management. Deux cents personnes auront, d'ici à 2011, suivi ce programme de formation, baptisé Magellan : Managing for Excellence. »

Comment avez-vous procédé ?

« Nous avons défini cinq thématiques : le business développement ; la finance et la gestion (compte d'exploitation, acquisition d'une culture financière, importance de la trésorerie) ; les ressources humaines (droit social, gestion de carrière, recrutement…) ; les opérations (qualité, juridique, droit contractuel) ; le management (animation des équipes, motivation). Pendant dix-huit à vingt-quatre mois, les modules, de un à trois jours, sont conçus et animés par Steria en collaboration avec des organismes externes. »

L'Etat de l'Art

Les Séminaires Capgemini Institut

Mise à jour : 28 mai 2009
24 séminaires nouveaux ou entièrement remaniés

> Les Synthèses

Comprendre les Tendances de l'Informatique	8-10 juin • 28-30 août
Urbanisme et Architectures Techniques en 2009	15-17 juin • 26-28 août
Réseaux : la synthèse	22-24 juin • 21-23 sept.
Micros, Serveurs, Réseaux : la synthèse	15-17 juin • 23-25 nov.
Sécurité : la synthèse technique	11-12 juin • 24-25 sept.
Gestion des Projets Informatiques	8-10 juin • 26-28 août
La Gouvernance Informatique en 2009	18-19 juin • 15-16 oct.

> Projets et Développement

Le Développement d'Applications en 2009	22-24 juin • 23-25 nov.
Processus et BPM : l'état de l'art	22-24 juin • 5-7 oct.
Référentiels d'Entreprise : l'état de l'art	23-24 juin • 26-27 nov.
Java : la synthèse	11-12 juin • 26-27 nov.
Open Source : l'état de l'art	4-5 juin • 12-13 nov.
XML : la synthèse	9-10 juin • 1-2 déc.
SaaS et Cloud Computing : l'état de l'art	5-6 nov.
Client Riche : Ajax, RIA, RDA	4-5 juin • 12-13 nov.
Estimation des Développements	4-5 juin • 12-13 nov.
Web Services : l'état de l'art	18-19 juin • 19-20 nov.
Analyse des Besoins des Utilisateurs en 2009	11-12 juin • 5-6 nov.
Le Cahier des Charges en 2009	18-19 juin • 19-20 nov.
Méthodes Agiles : l'état de l'art	4-5 juin • 26-27 nov.
Les Techniques et Outils de Test	11-12 juin • 1-2 déc.
La Qualité des Systèmes et des Logiciels	16-18 nov.
La Maintenance Applicative et TMA en 2009	16-17 juin • 1-2 déc.

> Techniques et Applications

Portails d'Entreprise : l'état de l'art	11-12 juin • 12-13 nov.
Internet : la synthèse 2009	18-19 juin • 26-27 nov.
Webmarketing : l'état de l'art	15-17 juin • 30 nov.-2 déc.
Référencement Web et Moteurs de Recherche	18-19 juin • 3-4 déc.
Gestion des Contenus Web	4-5 juin • 12-13 nov.
Réussir et Gérer un Site Web	11-12 juin • 5-6 nov.
Web 2.0 : les usages professionnels en 2009	25-26 juin • 19-20 nov.
Les ERP/Progiciels Intégrés en 2009	4-5 juin • 5-6 nov.
Réussir et Gouverner son SAP	16-17 juin • 3-4 déc.
Bases de Données : la synthèse	3-5 juin • 16-18 nov.
Décisionnel : l'état de l'art	22-24 juin • 5-7 oct.
CRM (Gestion de la Relation Client)	25-26 juin • 12-13 nov.
Knowledge Management : l'état de l'art	25-26 juin • 26-27 nov.
Projets Collaboratifs : l'état de l'art	4-5 juin • 5-6 nov.
GED (Gestion Electronique de Documents)	3-4 juin • 4-5 nov.
Archivage Electronique en 2009	9-10 juin • 1-2 déc.
Dématérialisation : l'état de l'art	9-10 juin • 26-27 nov.

> Architectures et Réseaux

SOA : l'état de l'art	18-19 juin • 8-9 oct.
EAI, ESB, Intégration, Orchestration de Services	25-26 juin • 8-9 oct.
Virtualisation : technologies et mise en œuvre	11-12 juin • 3-4 déc.
Intégration de Données d'Entreprise	11-12 juin • 19-20 nov.
Architectures d'Applications Distribuées	4-6 nov.
Gérer la Performance des Applications et du SI	4-5 juin • 1-2 déc.
Réseaux et Télécoms : les tendances, les choix	8-10 juin • 16-18 nov.
Téléphonie sur IP	9-10 juin • 26-27 nov.
Réseaux sans Fil / Réseaux de Mobiles	15-17 juin • 30 nov.-2 déc.
SAN/NAS : état de l'art des Réseaux de Stockage	16-17 juin • 23-25 nov.

> Management de l'Informatique

Le Tableau de Bord du DSI en 2009	11-12 juin • 27-28 août
Les "Best Practices" de la DSI en 2009	25-26 juin • 6-7 oct.
Les Responsabilités Juridiques du DSI en 2009	18-19 juin • 3-4 déc.
Architecture d'Entreprise : l'état de l'art	11-12 juin • 3-4 déc.
Les Schémas Directeurs en 2009	16-17 juin • 13-14 oct.
La Conduite du Changement en 2009	22-24 juin • 23-25 nov.
COBIT, ITIL, CMMI, ISO : l'état de l'art 2009	23-24 juin • 19-20 nov.
SLA et Contrats de Service	18-19 juin • 15-16 oct.
ITIL : la mise en œuvre	25-26 juin • 15-16 oct.
PMO : la mise en œuvre	25-26 juin • 10-11 déc.
La Maîtrise d'Ouvrage en 2009	25-26 juin • 15-16 oct.
L'Audit Informatique en 2009	25-26 juin • 26-27 nov.
Le Contrôle de Gestion de l'Informatique	18-19 juin • 19-20 nov.
ROI, Valeur et Coûts du SI	23-24 juin • 20-21 oct.
Les Contrats Informatiques en 2009	11-12 juin • 19-20 nov.
Face à Microsoft : quels choix, quelles stratégies	18-19 juin • 26-27 nov.
Outsourcing : l'état de l'art en 2009	25-26 juin • 26-27 nov.
Gestion de Parc et Assistance Utilisateurs	11-12 juin • 12-13 nov.
Help Desk : l'état de l'art	18-19 juin • 19-20 nov.
Exploitation/Production Informatique en 2009	15-17 juin • 23-25 nov.
Plan de Continuité d'Activité/Gestion de Crise	18-19 juin • 19-20 nov.
ISO 2700x et "Best Practices" en Sécurité	4-5 juin • 1-2 déc.
Sécurité des Systèmes d'Information	8-10 juin • 21-23 sept.

> Les Passeports

Systèmes d'Information : les 3 prochaines années	8-10 juin • 26-28 août
Passeport Réseaux & Télécoms	15-17 juin • 16-18 sept.
Passeport Consultant	8-10 juin • 16-18 sept.
Passeport MBA	22-24 juin • 23-25 nov.
Passeport Comptabilité & Finance	15-17 juin • 16-18 sept.
La Banque en 3 jours	22-24 juin • 12-14 oct.
La Gestion du Stress	25-26 juin • 12-13 nov.
Passeport Efficacité Personnelle	8-10 juin • 19-21 août
Passeport Management	15-17 juin • 26-28 août

Durée 14 h (séminaire de 2 jours) ou 21 h (séminaire de 3 jours). Formations éligibles au DIF.

Renseignements et inscriptions :
Véronique Groud
Tél. : 01 44 74 24 10
veronique.groud@capgemini.com
www.institut.capgemini.fr

Capgemini
CONSULTING.TECHNOLOGY.OUTSOURCING

L'OFFRE DU MARCHÉ

Compléter son parcours technique d'un cursus personnel

Développement personnel et efficacité professionnelle

INSTITUT DE FORMATION	INTITULÉ	DURÉE	PRÉREQUIS OU PUBLIC VISÉ
Adhara	(1) Renforcer sa performance managériale. (2) Savoir gérer des conflits en environnement technique.	(1) 2 jours (2) 3 jours	(1) Tout manager ayant une première expérience dans le management d'équipe. (2) Toute personne provenant d'un environnement technique voulant développer ses compétences comportementales dans la gestion de crises et de conflits ponctuels.
AG Consulting	Manager une équipe d'informaticiens.	2 jours	Expérience de l'encadrement supérieure à deux ans.
Cegos	(1) Manager de proximité : exercez votre leadership. (2) Démarche et outils pour accompagner les hommes et les équipes dans le changement.	(1) 3 jours (2) 3 jours en présentiel et à distance	(1) Public d'encadrants de proximité, de chefs d'équipes, de responsables de groupes. (2) Chefs de projet, chargés de mission et chefs de service confrontés à un changement d'organisation.
Demos	(1) Gestion du stress et efficacité personnelle (niveau 1). (2) Optimiser la gestion du temps de son équipe.	(1) 3 jours (2) 3 jours	(1) Encadrement. (2) Tout manager, toute personne ayant à encadrer une équipe.
Global Knowledge	(1) Maîtriser et accompagner les changements. (2) La négociation raisonnée d'Harvard pour le chef de projet.	(1) 3 jours (2) 2 jours	(1) Aucun. (2) Connaissance des fondamentaux de la conduite de projets. Avoir suivi La négociation raisonnée de Harvard, niveau 1.
Logica Training	(1) Développer votre aptitude à coacher. (2) Manager une équipe.	(1) 2 jours (2) 2 jours + 1	(1) Maîtriser les fondamentaux du management. (2) Aucun.
Orsys	(1) Manager en situation de crise (2) Manager par l'intelligence émotionnelle	(1) 3 jours (2) 2 jours	- Bonnes connaissances du rôle de manager. Expérience en management d'équipes. - Aucun
Valtech Training	Coacher son équipe projet	3 jours	Destiné au chefs de projet ou futurs chefs de projet et chefs d'équipe.

Formation manager à temps partiel (Executive MBA)

ORGANISME DE FORMATION	INTITULÉ	DURÉE	CONTENU/PRÉREQUIS OU PUBLIC VISÉ
Audencia (Nantes)	Executive MBA	18 mois, temps partiel, 2 jours toutes les 2 semaines (vendredi et samedi).	Programme bilingue (français/anglais) axés sur les fondamentaux du management, la conduite de projet, les séminaires internationaux, le développement des compétences managériales. Les participants ont en général quinze ans d'expérience professionnelle.
EM Lyon	Executive MBA	2 ans, chaque quinzaine (jeudi soir et vendredi ou vendredi soir et le samedi).	Le candidat doit justifier d'une expérience professionnelle de plus de cinq ans, bac + 4/5 et exercer une activité professionnelle pendant la formation. Les cours fondamentaux couvent les disciplines du management (finance, marketing, opérations, RH...).
Edhec (Lille)	Executive MBA	18 mois, deux jours tous les 15 jours (vendredi et samedi).	Diplômés bac +4 et 8 ans d'expérience professionnelle. Un programme de 595 heures de formation. Cours de comptabilité financière, de gestion des risques internationaux, etc...
ENPC (Paris)	Executive MBA	24 mois ; un week-end par mois.	Cadre diplômé bac + 4/5 en activité depuis cinq ans. Tous les cours sont en anglais.
Escem (Tours-Poitiers)	Executive MBA	18 mois, 2 fois 2 jours par mois (tous les 15 jours, le vendredi et le samedi)	Cette formation continue est destinée aux cadres d'entreprises titulaires d'un bac+4/5. La formation se déroule sous forme de séminaires et comprend 495 heures de cours.
ESCP EAP (Paris)	Executive MBA	18 mois, hebdomadaire (mercredi après-midi, jeudi, vendredi matin).	10 modules de cours fondamentaux de quatre jours chacun, répartis sur 18 mois. La plupart des cours sont dispensés en français. S'ajoutent cinq séminaires internationaux.
Essec (Paris)	Essec & Mannheim Executive MBA	18 mois. Cours le vendredi et samedi (toute la journée) un week-end sur 2 soit 24 week-ends.	Le programme est organisé en 4 phases : les fondamentaux du management, les fonctions managériales, la compréhension de l'environnement de l'entreprise et la gestion du changement.
HEC (Paris)	Executive MBA France (Paris et Nice)	16 mois. Un jour semaine (mardi). Fin de semaine (vendredi et une semaine sur deux, samedi matin).	Représente 800 heures de formation dont 570 en présentiel. Les candidats devront avoir huit années minimum d'expérience professionnelle, une forte expérience en management d'équipes et une implication dans des projets internationaux.
ICN (Nancy)	Executive MBA	2 ans (un vendredi + un samedi matin, tous les 15 jours).	Public concerné : dirigeants de PME, cadres à haut potentiel, ingénieurs, cadres en reconversion. Le programme comprend des cours sur les fondamentaux du management.
CPA (Lille)	CPA Executive MBA	15 mois ; 27 week-ends (vendredi après-midi et samedi matin).	Une première période de sept mois pour appréhender les ressources de l'entreprise. Une seconde pour déployer un projet pour l'entreprise en réalisant un mémoire.
PARIS IX DAUPHINE	Executive MBA	22 mois (vendredi, samedi, dimanche, une fois par mois).	Candidats de niveau bac + 4, ayant au moins quatre années d'expérience professionnelle en qualité de cadre. Aux enseignements fondamentaux (comptabilité, finance, marketing, gestion ressources humaines) s'ajoutent des travaux en équipe.

ET DEMAIN...

« Apprendre à repositionner sa carrière en permanence »

Les entreprises auront-elles, demain, un plus grand besoin de cadres dirigeants ?

Laurent Trioreau : D'ici cinq à dix ans, nous allons connaître en France plusieurs vagues de départs massifs à la retraite. C'est particulièrement vrai dans les secteurs de la banque/finance et de l'assurance, ou chez certains grands comptes historiques. Aujourd'hui, une société comme Air France a choisi de ne pas remplacer ses départs en retraite. C'est un moyen de réduire ses effectifs. Mais que se passera-t-il lorsque l'économie reprendra ses droits ? Comment les entreprises feront-elles pour recruter des managers ? Certains directeurs des ressources humaines ont conscience de cette future problématique et l'anticipent en essayant non seulement de repérer en interne les profils potentiels pour ce type de fonction mais aussi en distillant des embauches pour enrichir le capital humain de l'entreprise, même en cette période difficile.

Les managers de demain auront-ils les mêmes profils que ceux d'aujourd'hui ? Leurs missions seront-elles différentes ?

LT : Les missions des cadres dirigeants évoluent au rythme des nouvelles technologies, de l'évolution des environnements financiers, économiques, sociaux et de l'apparition de nouveaux concepts comme le développement durable. Hier, les profils recherchés par les banques étaient des spécialistes de la bourse. Aujourd'hui ce sont plutôt des gestionnaires du patrimoine. Dans le passé, un cadre dirigeant avait des tâches d'encadrement et de réflexions stratégiques. Maintenant, les compétences doivent être doubles : techniques et managériales. Ce phénomène devrait s'accélérer dans les mois et les années à venir.

Comment prenez-vous en compte ces nouvelles exigences dans vos cursus ?

LT : Des structures comme l'Escem (Ecole supérieure de commerce et de management de Tours) sont des établissements relativement flexibles dans leur gestion. Chaque année, voire au cours de l'année, nous revoyons les contenus pédagogiques pour coller aux besoins et aux réalités du marché sans pour autant toucher à nos fondamentaux – techniques comptables, analyses quantitatives, concepts de management, etc. Nous intégrons notamment des nouvelles notions comme l'agilité, les technologies tel le web 2.0 et les changements des environnements sociaux économiques en permanence. Sans cette adaptation rapide, tout établissement de formation est voué à disparaître à plus ou moins brève échéance ou à être désaffecté rapidement.

ENTRETIEN AVEC...

DR

Laurent Trioreau,
directeur du pôle Executive Education de l'Escem

« L'importance de la double compétence – technique et managériale – va s'accélérer dans les années à venir »

Va-t-on assister, comme dans les pays émergents, à un rajeunissement des cadres dirigeants ?

LT : En Chine, la plupart des cadres dirigeants sont trentenaires alors qu'en France, ils ont plutôt entre 40 et 50 ans. Toutefois, depuis le développement d'internet, on assiste à un glissement vers des tranches d'âges inférieures. Certains secteurs, comme les nouvelles technologies et en particulier les start up, sont dirigés par de jeunes cadres. On observe aussi ce phénomène pour certains postes d'encadrement dans l'informatique, le marketing ou la communication. En revanche, un poste de DRH demande une certaine maturité. Il est excessivement difficile d'occuper une fonction pour laquelles les relations humaines sont prépondérantes sans avoir accumulé certaines expériences personnelles.

Pensez-vous que les DIF soit un bon cadre pour ceux qui veulent acquérir des compétences managériales ?

LT : Pour l'instant, nous n'avons pas eu une affluence de demandes pour ces enseignements de courte durée dans nos cursus en management. Les DIF sont plutôt utilisés pour des formations en anglais, en bureautique ou pour une technique spécifique employée par le salarié. Toutefois cette situation devrait évoluer, les entreprises étant contraintes de confier des missions d'encadrement à certains de leurs salariés faute de pouvoir embaucher des managers. Et comme elles n'ont plus forcément les moyens de les détacher ne serait-ce que ponctuellement pendant plusieurs mois. Enfin, la formation courte (pratiquée dans le cadre du DIF) peut jouer le rôle d'amortisseur pour les entreprises en manque d'activité, durant la traversée de la tempête.

Conseilleriez-vous à un ingénieur au chômage de suivre une formation managériale afin d'être prêt pour l'après-crise ?

LT : Je lui dirais qu'avant de se lancer dans une formation de cette ampleur, il est nécessaire d'identifier les possibilités de rebond dans le secteur où il exerce ses responsabilités. Qu'il est indispensable de se poser la question du pilotage de sa propre carrière. A-t-il envie de poursuivre dans le même métier ou d'évoluer vers un autre métier en tant que manager ? Dans ce cas, je lui conseillerais vivement de se former aux différentes facettes du management pour donner un signal fort aux recruteurs quant à son nouveau positionnement de carrière et à son engagement à venir. ■

GESTION DES TALENTS.

La Française des jeux se prépare à la nouvelle donne

Anticipant les bouleversements de l'ouverture à la concurrence, la société a dressé la carte précise de ses métiers et choisit le logiciel de Talentsoft pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences.

L'ENTREPRISE ÉTUDIÉE

Française des jeux

ACTIVITÉ : entreprise publique dont la vocation est d'organiser et d'exploiter des jeux de hasard, de loterie et de pronostics sportifs, avec un réseau de 38 700 points de vente et28,5 millions de joueurs.
SIÈGE : Boulogne-Billancourt (92).
EFFECTIF : 950 salariés.
CA 2007 : 9,3 Md€.

PROBLÈME À RÉSOUDRE

• Gérer les ressources humaines de façon prévisionnelle afin derépondre à l'évolution de l'entreprise imposée, entre autres, par l'ouverture à la concurrence.

SOLUTION DÉPLOYÉE

• Talentsoft, logiciel de GPEC et des gestions des talents de l'éditeur Talentsoft déployé sur un serveur hébergé et administré dans le centre IBM de Montpellier.
La solution intègre :
- le référentiel de compétences ;
- la grille d'évaluation ;
- la saisie des entretiens annuels des salariés ;
- les outils décisionnels.

LES COÛTS

• 30 000 euros pour le déploiement et 6,48 euros par mois par utilisateur.

A dater du 1er janvier 2010, les sociétés de pronostics sportifs et de jeux de poker en ligne pourront exercer sur le territoire français. Cette ouverture à la concurrence incite la Française des jeux à entreprendre une réforme profonde de son organisation. Baptisée Grand Large, cette réorganisation se décline à tous les niveaux de l'entreprise, dont celui des ressources humaines.

LES BESOINS

Cartographier métiers et compétences

Soucieux de disposer d'une vision globale et précise des métiers de l'entreprise et des compétences qui la composent, le DRH, Pierre-Marie Argouarc'h, décide, lorsqu'il arrive en 2008, de s'appuyer sur les 150 managers de la société pour établir une cartographie, définir une grille de compétences et évaluer les collaborateurs par le biais de l'entretien annuel. Son objectif : mettre en place la gestion prévisionnelle des ressources, impliquer davantage les managers dans la gestion des RH et amener les collaborateurs à s'investir plus dans la gestion de leurs carrières. Pour élaborer cette GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et des compétences), il signe un accord de méthode avec les partenaires sociaux. Celui-ci prévoit de les associer à tout le processus d'élaboration et de suivi de la cartographie.

Au final, 20 familles professionnelles – ressources humaines, marketing, développement, système d'information, communication, etc. – sont identifiées avec, pour chacune d'elles, une soixantaine de métiers répertoriés. *« Dans la famille marketing, par exemple, nous avons trois métiers : les études, le pronostic, les produits. Dans ce dernier cas, nous retrouverons les fonctions de chef de gamme, chef de groupe ou chef de produits. Les métiers représentent plus de 130 emplois types. Enfin, chacun de ces profils dispose d'une grille de compétences associées »*, explique Pierre-Marie Argouarc'h. Un observatoire est également mis en place pour évaluer quels métiers seront en croissance, en équilibre ou en décroissance à court ou moyen terme. Cet outil permettra de faire évoluer le référentiel des compétences.

ERIC DURAND

LE CALENDRIER DU PROJET

D'AVRIL À DÉC. 2008	Finalisation de la cartographie des métiers et des compétences avec les managers.
DE JUIL. À DÉC. 2008	Accord GPEC avec les partenaires sociaux.
JUIN 2008	Publication de l'appel d'offres.
OCT. 2008	Choix de la solution.
DE NOV. À DÉC. 2008	Paramétrage de la solution.
JAN. 2009	Mise en production de la solution pour les entretiens annuels.
MARS 2009	90 % des entretiens saisis dans Talentsoft
À VENIR	Ouverture de la plateforme à l'ensemble des collaborateurs.

LE CHOIX

Un outil décisionnel puissant

Parallèlement au travail de cartographie des métiers et des compétences, le directeur des ressources humaines lance un appel d'offres auprès de quatre éditeurs : Trivium, RFlex, Talentsoft et Foederis. *« J'ai volontairement écarté les PGI, surdimensionnés pour notre usage et trop longs à déployer »*, confie-t-il. Suite à

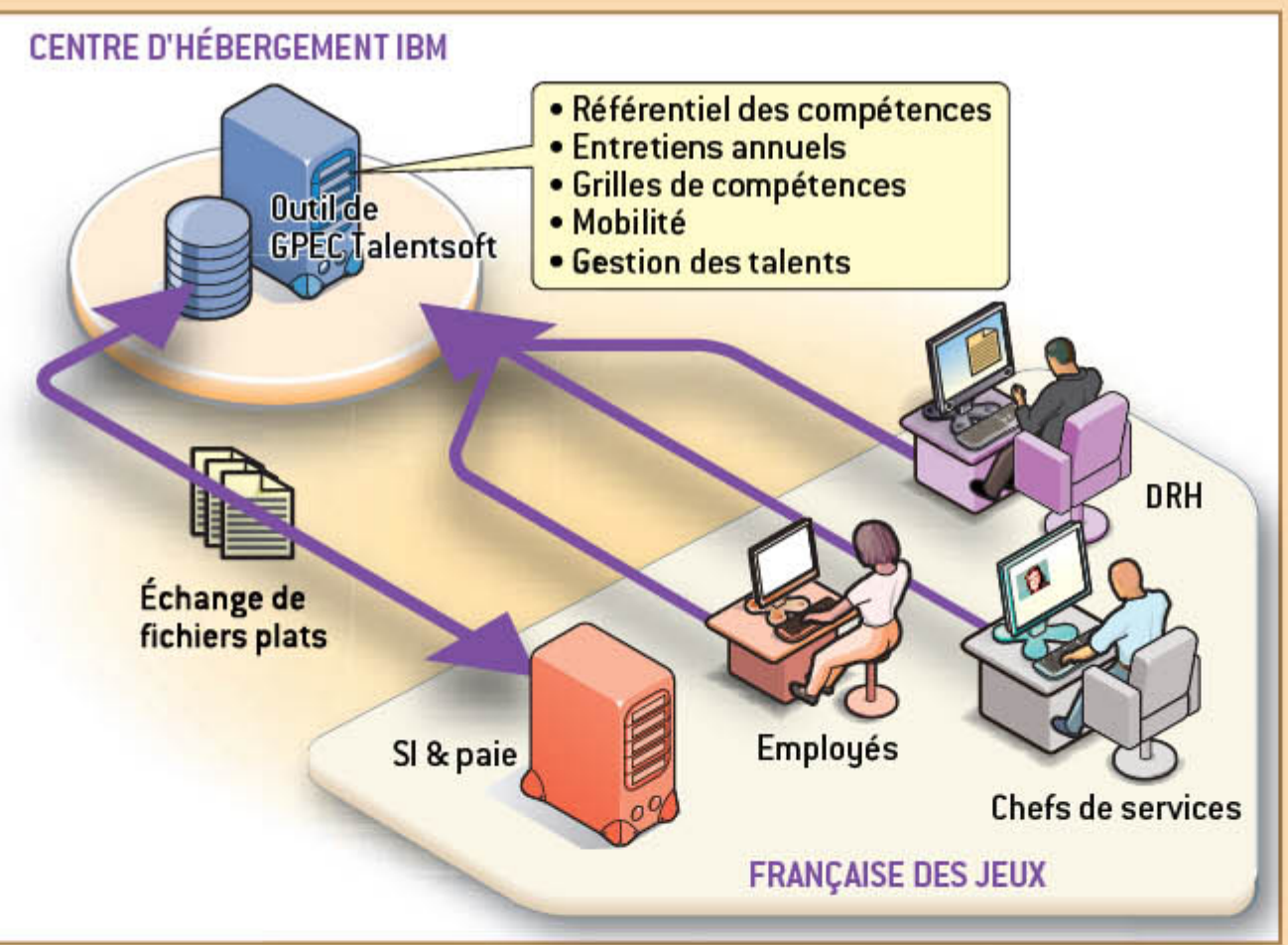
Pierre-Marie Argouarc'h,
directeur des ressources humaines

« Je voulais plus de lisibilité et d'équité dans les choix RH »

« Une solution de GPEC donne des informations précises sur les compétences des collaborateurs, le niveau de réalisation de leurs objectifs et celui de leurs performances. En structurant toutes ces informations dans un référentiel normé, repris dans un outil centralisé, nous leur donnons un caractère plus équitable, réduisant l'expression de la subjectivité d'un manager. Par ailleurs, en ouvrant la solution à l'ensemble des salariés, nous les mettons au cœur du processus de son évolution professionnelle. Plus un collaborateur ou son manager est prévenu en amont de l'évolution – en croissance ou en décroissance – des métiers, plus il peut orienter sa carrière et se préparer à l'avenir. L'outil informatique rend cette démarche collaborative possible. »

Une solution web hébergée et interfacée

• Pour interfacer la solution à l'outil de gestion de paie et au système d'information de l'entreprise, Talentsoft a utilisé des fichiers plats avec un mécanisme d'import-export. Les échanges de fichiers entre Talensoft et la gestion de la paie sont faits une fois par mois après consolidation des données.



l'étude des éditeurs sélectionnés, le DRH estime que, si leurs offres se valent en termes d'informatisation de la cartographie des emplois et des entretiens annuels, la différence se fait sur la partie simulation et outil d'aide à la décision : *« Avec l'outil de Talentsoft, il est possible d'obtenir des réponses à des scénarios d'évolution d'entreprise de façon simple, rapide et visuelle. Or toute la puissance d'un outil de GPEC tient à sa faculté de nous aider à anticiper. »*

LA MISE EN ŒUVRE

De nombreux groupes et ateliers de travail

Trois responsables de chez Talentsoft – produits, technique et fonctionnel – sont détachés sur le projet et accompagnent l'équipe interne, également de trois personnes. Ils effectuent le paramétrage initial du logiciel pour adapter les fonctions et le workflow aux besoins de la Française des jeux. Un atelier de modélisation simplifie les démarches. *« On peut, par exemple, créer un formulaire d'évaluation en reprenant à l'identique les formulaires existants »*, souligne Alexandre Pachulski, le directeur produits. La Française des jeux prend ensuite la main via l'interface web de la solution et complète les paramètres. Il s'agit de définir les droits associés aux différents rôles utilisateur et d'apprendre à maîtriser les fonctions de modifications de formulaire, de gestion des campagnes d'évaluation, de création de modèles de courriels… *« Cinq ateliers de travail et des formations ont été mis en place pour assurer le transfert des compétences et accompagner l'équipe dédiée au sein de la société »*, précise Aude-Claire Vervin, la responsable du fonctionnel. Parallèlement, le module import-export de Talentsoft récupère les données du logiciel de gestion de paie et pour interfacer la solution avec le système d'information de l'entreprise. Un atelier a été organisé pour la récupération des données (reprise des données historiques, formats de récupération…). Accessible en mode Saas, la solution est hébergée et administrée dans le centre IBM de Montpellier. L'ensemble de cette phase de préparation a duré deux mois.

LES ÉCUEILS

Ne pas figer la cartographie

« En cherchant à faire une photographie trop parfaite de la cartographie des emplois de l'entreprise, le risque est de se trouver noyé dans un processus de description trop long, fastidieux et au final inexploitable. Nombre de projets GPEC sont tombés dans ce travers et ont terminé aux oubliettes », souligne Pierre-Marie Argouarc'h. Son conseil est donc d'implémenter une solution le plus rapidement possible, quitte à se reposer sur une cartographie satisfaisante à seulement 90 %. *« L'observatoire des métiers que nous avons mis en place se réunit chaque trimestre afin d'identifier les réajustements à réaliser au fil de l'eau »*, souligne-t-il. D'où l'importance de choisir une solution évolutive et aisément paramétrable.

Il insiste aussi sur la démarche qui consiste à adapter l'outil à la demande et non l'inverse. Pour cela, le DRH conseille d'engager, très en amont avec les partenaires sociaux et les managers, une vraie réflexion sur la finalité de la mise en place d'une politique de gestion des compétences. L'adhésion de tous est un gage de réussite. ■

JULIETTE FAUCHET

DATAMINING. PRODUIT : KXEN SOCIAL NETWORK (KSN).

L'analyse prédictive cible désormais les relations entre individus

Historiquement, pour élaborer leurs modèles, les outils de datamining partent du principe que les individus restent indépendants. Autrement dit, ils n'interagissent pas. Or, on le sait, les groupes d'influence existent. Et c'est précisément cette influence que KXEN cherche à mesurer avec son nouveau module KSN. Celui-ci caractérise les individus d'après les personnes ou les groupes qui les entourent. Objectif : enrichir le nombre de variables (c'est-à-dire de colonnes) qui serviront dans un deuxième temps à concevoir le modèle.

CARACTÉRISTIQUES

Module d'analyse de réseau social embarqué dans K2C, la plateforme de datamining de KXEN. Précisément la V5, optimisée pour les processeurs 64 bits.

PRIX

A partir de 50 000 €, en fonction du nombre de clients stockés dans la base de données.

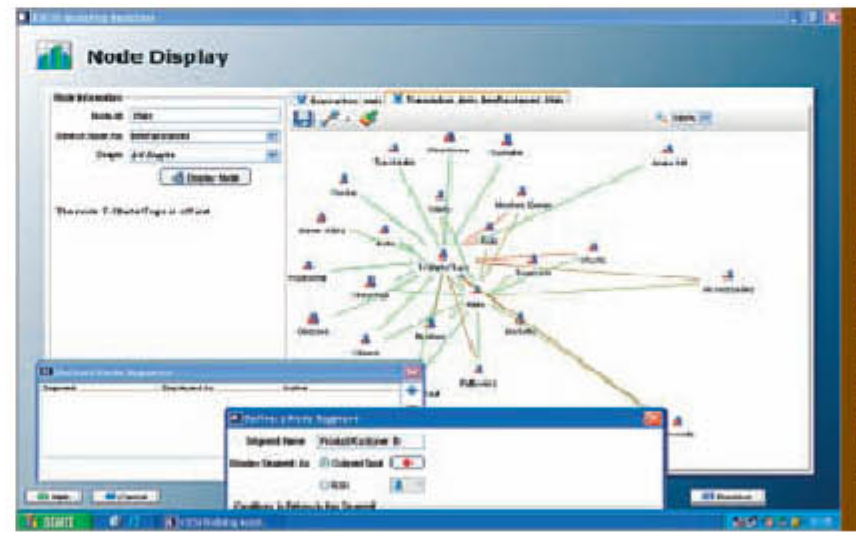
PRINCIPAUX CONCURRENTS

Social Network Analysis de SAS.

Une matrice visualisable sous forme de graphique

Pour un opérateur télécoms, il s'agira de déterminer qui appelle qui, l'âge des appelants, leur type de forfaits ou de mobiles. *« Ces interactions entre communautés de consommateurs sont calculées à la volée dans la mémoire de notre serveur. Elles sont représentées dans une immense matrice qui, pour chaque individu ou chaque ligne, permet de générer de nouvelles colonnes »*, détaille Roger Hadad, PDG et fondateur de KXEN.

Parmi ces innombrables croisements, le préparateur de données sélectionne les variables les plus parlantes. *« Pour cela, nous fournissons une représentation graphique de notre matrice. L'utilisateur navigue via les noyaux pour isoler les communautés en lien avec sa question »*, précise Hervé Kauffmann, responsable des ventes.



INTERACTIONS. Pour sélectionner les variables, les préparateurs de données isolent des populations particulières. Exemple : les moins de 18 ans équipés du dernier téléphone en vogue.

Ce module KSN fait écho à celui lancé en 2008 par KXEN – KTC (KXEN Text Coding) – qui, lui aussi, vise à augmenter le nombre de variables. Sa fonction : ramener sous une forme canonique les variations d'un même mot. Cette opération (la lemmatisation) isole des termes qui ont une forte valeur prédictive. KXEN s'est ainsi aperçu que l'occurrence du mot « arbre » dans une déclaration d'accident de voiture augmentait la probabilité de fraude à l'assurance... ■ VINCENT BERDOT

STOCKAGE

Qnap étend sa gamme NAS

Le TS-239 Pro se positionne en entrée de gamme des TurboNas de Qnap. Equipé d'un processeur Atom 1,6 Ghz et de 1 Go de mémoire, ce modèle à deux baies peut s'utiliser à la fois comme serveur de fichier et serveur cible iSCSI. Ses disques sont verrouillés par une serrure et chiffrés en AES 256 bits. **Prix : 385 € ht.**

Encore plus d'infos infrastructure sur notre site

www.01informatique.fr

INTÉGRATION. PRODUIT : NWORKS 4.5

Centraliser l'administration des infrastructures VMware

Nworks se greffe aux plates-formes d'administration System Center Operations Manager de Microsoft et Operations Manager de HP pour étendre leur champ d'observation aux infrastructures virtuelles VMware. Le logiciel peut être installé sur un serveur spécifique ou exécuté sur une machine virtuelle. Fonctionnant sans agent, il collecte les données issues directement des équipements, mais aussi de vCenter, le serveur d'administration de l'editeur VMware.

Nworks dresse la typologie détaillée de l'infrastructure avec ses clusters, serveurs hôtes, machines virtuelles ainsi que les ressources disponibles. Quand ce logiciel est interfacé à vCenter Server, près de 400 métriques et événements sont remontés. A défaut, seules sont collectées les informations depuis les hôtes ESX. A l'image de vCenter, Nworks 4.5 est capable de collecter et classer des informations sur les machines virtuelles propres à chaque métier de l'entreprise. En revanche, dans cette configuration, les données sont moins riches. Dans les deux cas, le rôle de Nworks est d'adapter les formats de données aux plates-formes de HP et de Microsoft

Capacités doublées

Du côté des performances, les capacités de Nworks 4.5 ont été multipliées par deux. Chaque collecteur supporte aux alentours de 100 ESX. Certains d'entre eux peuvent être connectés pour les parcs de plusieurs milliers de serveurs virtuels. Enfin, le logiciel a également été optimisé pour limiter au maximum la consommation de ressources CPU de vCenter. ■ EDDYE DIBAR

CARACTÉRISTIQUES

Nworks 4.5 de Veeam. Connecteurs pour les solutions d'administration de HP et Microsoft afin d'intégrer la supervision des infrastructures VMware, sans agent sur les hôtes ; possibilité de connecter plusieurs collecteurs Nworks et de superviser les sites distants.

PRIX

Management Pack (MP) pour System Center Operations Manager de Microsoft : 430 €. **Smart Plug-In (SPI)** pour Operations Manager de HP : 660 €.

PRINCIPAUX CONCURRENTS

vControl de Vizioncore et **Esxpress.**

Contrôles Taux Blogs Vidéo Audio Sentiment Centres d'intérêt Comprendre Automatiquement Contexte Média Social Comportement

Idées nouvelles Segments Profils Personnages Découvrir Perceptions Demandes Opportunités Tendances Clusters Préférences

Meaning Based Marketing

Continuellement Offres Navigation Réseaux Conversions Prospects Optimiser Engagement Ventes Bénéfices Investissements Ciblage

La promesse est aussi ancienne que le Marketing lui-même : plus vous en savez sur vos clients et prospects, plus efficace est la réponse que vous leur apportez.

L'approche "Meaning based Marketing" d'Autonomy vous permet de comprendre parfaitement ce que recherchent vos clients et prospects, afin que les contacts que vous avez avec eux soient personnalisés et optimisés. Automatiquement.

Les Résultats ? Les clients ont exactement ce qu'ils demandent, et il en va de même pour les marketeurs!

Pour en savoir plus, rendez-vous sur :
www.autonomy.com/meaning-based-marketing

"...a sort of dynamic, self-optimizing, cross-channel, customer engagement engine."
– Jim Murphy, AMR Research

"...a more cutting-edge digital marketing solutions provider."
– Derrick Wood, Pacific Growth Equities

Autonomy®
optimost

Les bénéfices obtenus par nos clients

20M$ de revenus supplémentaires en une année
Un chiffre d'affaires par visiteur en augmentation de 16,7%

108% d'amélioration sur les résultats d'une landing page
63,5% d'augmentation du nombre de clics successifs

95% d'augmentation des taux de conversion
26% d'abonnements en ligne supplémentaires

GESTION DE CONTENU. PRODUIT : ENTERPRISE EDITION V6.

Un gestionnaire de contenu fondé sur Ajax qui intègre des référentiels hétérogènes

La plate-forme de gestion de contenu fait usage du framework open source Webtoolkit de Google pour établir des mécanismes d'appel et de dialogue fondés sur Ajax. Cette possibilité profite à l'interface et au module d'édition en ligne, capable d'opérer l'édition de textes depuis l'interface, sans environnement séparé. De plus, Ajax entraîne le rafraîchissement sélectif de données, ce qui améliore l'interactivité des pages et réduit les besoins en bande passante. Un gestionnaire de mashup a été intégré au portail. L'utilisateur peut ainsi constituer une page d'accueil composite, comparable à celle de Netvibes. Ce gestionnaire facilite l'intégration de portlets, de flux RSS, de gadgets Google, ou d'applications PHP. Outre JSR 168, les spécifications JSR 286 sont prises en charge, ce qui autorise le dialogue entre portlets.

CARACTÉRISTIQUES

Enterprise Edition v6 de Jahia : plate-forme de gestion de contenu web, gestion de documents et portail. Gestionnaire de mashup, référentiel de contenus interchangeables, environnement d'édition en ligne.

PRIX

à partir de 2 000 € par an.

PRINCIPAUX CONCURRENTS

Enterprise Edition d'Alfresco, ECM de Nuxeo, eZ Publish et **Enterprise Portal de Liferay.**

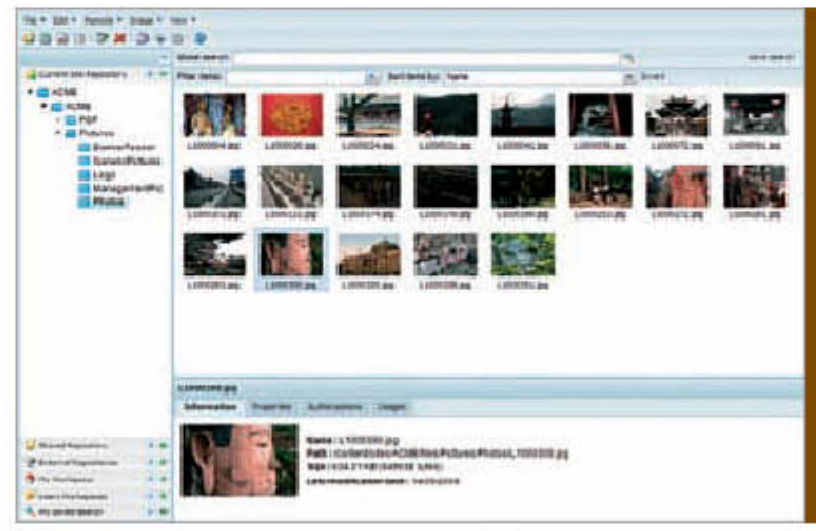
Prêt pour Google Analytics

La nouvelle version prend en charge également les spécifications JSR 170, ce qui permet d'exploiter le référentiel de contenus de son choix. Jackrabbit, le Java Content Repository (JCR) open source de la fondation Apache, est utilisé par défaut, et remplace ainsi Jakarta Slide utilisé jusqu'à présent.

D'autres référentiels peuvent être utilisés en supplément ou en remplacement de Jackrabbit. Par exemple celui d'eXo Platform. Autre évolution qui intéressera les professionnels du marketing interactif, le portail active à partir de l'interface d'administration les marqueurs de suivi d'audience de Google Analytics, ce qui en simplifie l'usage.

Enfin, l'ergonomie globale est disposée en trois volets, suivant la disposition du client de messagerie Outlook. ■

MARIE JUNG



ERGONOMIE. La prise en charge d'Ajax établit des mécanismes de rafraîchissement partiel de page, et intègre des flux de données externes.

TRAVAIL DE GROUPE.

OBM Groupware imite Exchange

La solution open source de travail collaborative adopte une ergonomie adaptée au Web 2.0 : gestion du glisser-déposer et intégration de l'ensemble des services au sein d'une interface dynamique. La plate-forme peut synchroniser les données personnelles et d'agenda avec le client Outlook. **Prix : code source gratuit.**

Encore plus d'infos applications sur notre site
www.01informatique.fr

COLLABORATION. PRODUIT : LOTUSLIVE ENGAGE.

Une offre de collaboration minimale appelée à s'étoffer de services

Lancée récemment, la plate-forme de collaboration hébergée Lotuslive Engage (LLE) constitue à la fois une plate-forme de réseau social pour l'entreprise, grâce à Lotuslive Connections, et une solution de conférence web, car elle utilise aussi le logiciel Lotuslive Meetings. Outre la vidéoconférence, l'offre LLE assure le partage de documents Microsoft Office, Open Office et PDF. Les possibilités sont toutefois limitées par rapport aux solutions concurrentes Cisco Webex ou Genesys Conferencing. Ainsi, pour disposer de la voix sur IP, il est nécessaire d'installer Lotus Sametime sur les postes clients. Le service de messagerie et de bureautique hébergée ne rivalise pas avec les plates-formes Google Gmail ou Microsoft Live. Manquent à l'appel un tableur ou un traitement de textes.

Bientôt des services bureautiques

Pour renforcer sa plate-forme, IBM compte sur une intégration étroite entre le client Lotus Notes et le service en ligne Lotuslive. *« Notre modèle consiste à vendre une approche mixte, distante et locale. Ainsi, le client Notes dispose d'un bouton Click to Cloud, à partir duquel un utilisateur Lotuslive peut être appelé, ou de glisser-déposer un fichier dans un espace Lotuslive ou sur un serveur local »*, commente Patrice Fontaine, directeur marketing Lotus chez IBM France. D'autres spécificités existent, telle l'organisation autour de la notion « d'activités ». Prochaine étape, IBM compte agréger sa suite bureautique Lotus Symphony à la plate-forme hébergée LLE. Ceci afin de concurrencer les services en ligne Google Apps et Microsoft Office Live. ■

ALAIN CLAPAUD

CARACTÉRISTIQUES

LotusLive Engage d'IBM : plate-forme de collaboration et de vidéoconférence commercialisée en mode Saas. Partage de documents bureautiques, localisation de profils dans l'entreprise, groupes de travail thématiques, hébergement de fichiers.

PRIX

NC.

PRINCIPAUX CONCURRENTS

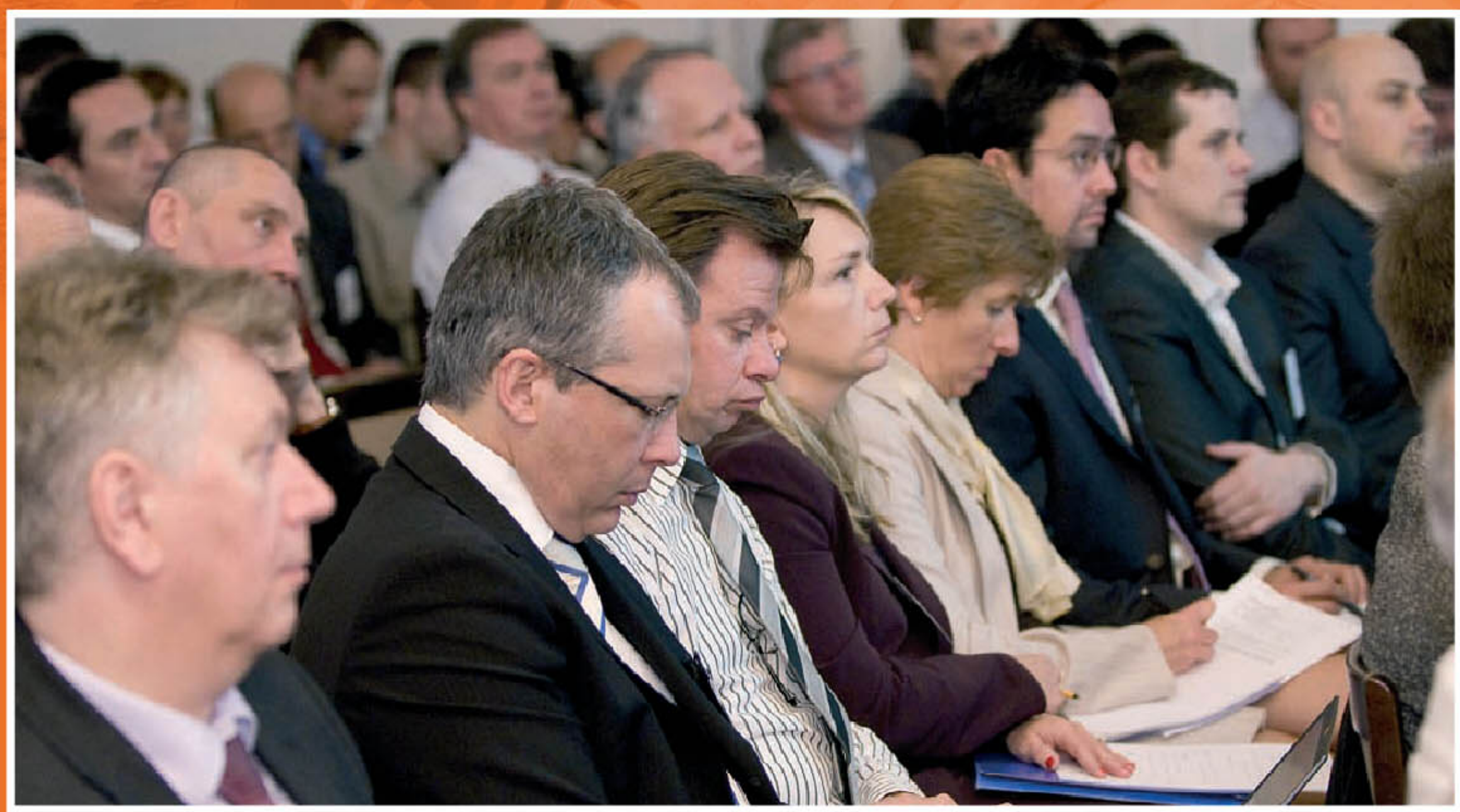
Webex de Cisco Systems, Conferencing de Genesys et **Connect Pro d'Adobe.**

4e édition

sécurité

Journées 01

Des attaques polymorphes de plus en plus massives et sophistiquées, des cybercriminels qui se professionalisent, une lutte qui devient active et permanente... Autant d'éléments d'actualité qui ont poussé les responsables sécurité à se réunir au Pavillon Kléber pour une journée 01 dédiée à ces problématiques. Les débats furent denses et riches.



2009 *est pour nous une année de durcissement. Les attaquants semblent de plus en plus forts, mais la défense a elle aussi beaucoup progressé »* lance, en ouverture des débats, **Yvon Klein** (ci-contre), du CERT-IST. **Benoit Le Mintier** et **Jean-Marc Gremy,** du Clusif, corroborent ces propos en se focalisant sur les nouveaux risques engendrés par la ToIP et les communications unifiées. Un thème plus largement développé lors d'un débat entre **Jean-Francois Tessereaud**, (EADS ITS), **Saïd El Ketrani (4)** (Ilexia), **Philippe Rondel (5)**, (CheckPoint) et **Pierre Texier**, (Lexsi). Le cabinet a classé les menaces en cinq catégories : fraude téléphonique, perturbations de services, écoute des communications, ToIP comme vecteur pour d'autres attaques. »»

4e édition

sécurité

>>> **Emmanuel Garnier**, RSSI de Systalians et **Vincent Di Giambattista**, RSSI Europe d'Egencia ont alors pu expliquer comment leurs entreprises respectives font face aux risques : quelles normes suivent-ils (ISO 27001) ? Quelles certifications ont-ils obtenu ? Quelle conformité (PCI DSS) ? **Jean-Marie Groppo**, de RSA Security, a alors appuyé sur l'importance de l'analyse d'impact. **Raphaël Marichez**, (HSC), a insisté sur l'importance d'une « cartographie ordonnée » des risques, rejoint par **Taher Elgamal (16)**, d'Axway.

Événement fort de la matinée, le débat sur le management de la continuité d'activité, animé par Jérôme Saiz rédacteur en chef de SecurityVibes, a passionné l'assistance. **Lionel Pelletier (12)**, de COLT, **François Tête**, Président du Club de la Continuité d'Activité, **Nicolas de Thoré (13)**, d'IBM, et Zbigniew Kostur, RSSI de Nexans ont tout d'abord évoqué la gouvernance du PRA/PCA. **Eric Milton (2)**, d'Amaïs France, **Gabriel Chadeau (3)**, de Double-Take Software, **Annie Butel (1)**, pour BNP Paribas, **Jean-Pierre Gardille**, (Orange Business Services) et **Xavier Poinsignon** (Completel) ont ensuite abordé les aspects concrets et pratiques, ou comment le PCA/PRA doit être appréhendé comme un processus vivant et évoluant avec l'entreprise.

Et la législation dans tout ça ? **Olivier Iteanu (18)**, avocat, a mis en lumière un risque juridique nouveau : la responsabilité civile de l'employeur, qui peut être engagée si un employé commet des exactions dans le cadre professionnel. **Emmanuel Cornuau (14)**, de Completel, a réagi à ses propos en insistant sur l'importance de la délégation d'une partie de sa sécurité en amont à un tiers. **Frank Pharose** (Completel) et **Hervé Guesdon** (Ubiqube), ont alors expliqué comment protéger ses accès et contrôler son SI. **Bernard Dupré**, Président du CRESTEL, a placé en exergue l'importance de la résilience des réseaux fixes ou mobiles, avant que **Bernard Montel (17)**, pour RSA Security, n'expose les clés de succès de la mise en place d'une solution DLP.

Par la suite, **Jean Michel Craye (6)**, d'Orange Business Services a expliqué en quoi les budgets sécurité sont sous pression, comment les RSSI peuvent les optimiser et quelles peuvent être leurs marges de manœuvres.

Ces différents échanges nous ont alors amenés à évoquer le rôle central du RSSI et l'évolution de son métier. **Cédric Foll (7), Lazaro Pejsachowicz (8), Fabrice Pizzi (9), Antoine Beligné (10)** et **Sylvère Léger (11)** ont ainsi pu évoquer leurs expériences de RSSI et leurs relations avec les autres métiers de l'entreprise. Pour conclure, **Hervé Schauer (15)**, fondateur d'HSC, a brossé le portrait du RSSI « idéal » : visionnaire, pas seulement technicien, pas influençable, accompagnant la DSI... il doit penser, analyser, organiser et... anticiper.

En partenariat avec :

En collaboration avec :

Retour sur la remise des Trophées RSSI 2009

Six RSSI ont été mis à l'honneur par *01informatique*. Pour désigner les lauréats, le jury a panaché plusieurs critères : l'originalité des réalisations, la dimension pédagogique, voire politique, de la fonction, la capacité à valoriser à l'extérieur la fonction de RSSI, le rôle moteur joué dans la prise de conscience des enjeux sécuritaires dans l'entreprise, ont ainsi été, à des degrés divers, pris en compte. L'ancrage dans les activités opérationnelles de la sécurité a été aussi retenu : *« Notre métier consiste aussi à être sur le terrain »* a rappelé Serge Saghroune, RSSI du groupe Accor, président du jury des trophées RSSI 2009.

Le Grand Prix de l'année 2009

Prix décerné par Thierry Podolak, DG de Completel, à Jean-Jacques Riera, RSSI de La Française des Jeux, sous le regard attentif de Frédéric Simottel et Serge Saghroune, Grand Lauréat 2008 (de gauche à droite).

Administration - Service Public

Cédric Foll du Ministère de l'Education Nationale, lauréat, aux cotés de Eric Grospeiller, lauréat 2008 dans ce même secteur.

Prix spécial du jury

Prix Spécial du Jury remis des mains de Serge Saghroune, RSSI de Accor, à Lazaro Pejsachowicz, RSSI de la CNAM-TS

Commerce – Distribution – Services

Frédéric Simottel et Frédéric Bergé, Rédacteur en chef et journaliste de *01 Informatique*, encadrent le lauréat Joan-Marc Lauga, RSSI de Andorra Telecom.

Banque – Finance – Assurance

Jean-François Louapre, de ag2r /La Mondiale, lauréat, entouré de Frédéric Simottel et Elisabeth Manca, de Hervé Schauer Consultants

Industrie – Construction – Réseaux – Transport

Fabrice Pizzi, RSSI de Eiffage, le lauréat, détaille à Gilles Cornillière de Cap Gemini, ses grands projets sécurité du moment.

Réalisation : pampa presse. © F. Maillard

PROXY. PRODUIT : PROSECURE STM600.

Une passerelle de sécurité qui travaille en temps réel ou presque

DISQUE OU CLÉ. Les modèles STM600 et STM300 intègrent un disque dur pour mettre en quarantaine les paquets qu'ils bloquent. Cette fonction est possible sur le STM150 au moyen d'une clé USB externe.

Le boîtier Prosecure STM de Netgear est une passerelle de sécurité à placer entre la passerelle WAN et le premier commutateur du LAN. Son rôle est de filtrer le trafic en provenance de et vers Internet, soit pour interdire l'accès à certains noms de domaine, soit pour stopper les e-mails vérolés ou les spams, soit pour effacer à la volée du contenu dans les pages web, des fonctions ActiveX par exemple. L'originalité de ce produit est de ne pratiquement pas ralentir le trafic, défaut récurrent des proxy chez la concurrence. *« Outre la navigation, le bénéfice est surtout de converser en ToIP sans saccade »*, explique Laurent Masia, chef produits chez Netgear. Plutôt que de recomposer en mémoire tampon tous les fichiers en transit pour les analyser et les renvoyer, le Prosecure STM détecte des empreintes suspectes dans le flux normal des paquets TCP-IP. Ce travail est effectué par une version spéciale de l'antivirus de Kaspersky, installée en mémoire Flash. Les empreintes des paquets nuisibles et les noms de domaines connus pour leur insécurité sont maintenus dans une base SQLite, qui se met à jour toutes les heures.

La vitesse privilégiée

Le STM existe en trois modèles, 150, 300 et 600, correspondant au nombre de postes de travail filtrés. *« Si le volume d'informations à traiter simultanément dépasse la mémoire du STM, alors l'appareil privilégie la vitesse au détriment de la sécurité ; le surplus de paquets transite directement entre le LAN et la passerelle WAN, sans filtrage »*, explique Laurent Masia, tout en insistant sur la rareté d'une telle situation : *« Le STM600 analyse jusqu'à 4 000 connexions HTTP simultanées ou 960 000 e-mails par heure. »* Accessoirement, les STM300 et STM600 supportent la redondance et confient le filtrage à un autre exemplaire de l'appareil en cas de saturation ou de plantage. ■

YANN SERRA

CARACTÉRISTIQUES

Prosecure STM600 de Netgear : boîtier au format rack 1U, processeur Atom à double cœur, système Debian avec antivirus Kaspersky, 5 ports Gigabit Ethernet, bande passante de 239 Mbit/s.

PRIX

3 750 € ht pour le STM600, 1 130 € ht par an pour la protection contre les virus et les spams, 1 130 € ht par an pour la protection contre les noms de domaine nuisibles.

PRINCIPAUX CONCURRENTS

C360 d'Ironport, Interscan Web Security de Trend Micro et **V10000 de Websense.**

LAN

Un routeur gérant 200 tunnels RPV

Le Vigor 2590 de Draytek dispose de deux ports WAN autorisant deux connexions télécoms distinctes. Ce routeur gère jusqu'à 200 tunnels RPV en protocole PPTP ou L2TP et 50 tunnels RPV SSL. Il est équipé d'un commutateur 5 ports GE avec pare-feu. Il existe en version 802.11n. **Prix : 482 €.**

Encore plus d'infos réseaux et sécurité sur notre site
www.01informatique.fr

LAN. PRODUIT : S5800

Des commutateurs 10 GE s'interconnectant en grappe

La gamme S5800 du constructeur 3Com est composée de trois modèles de commutateurs Ethernet issus de sa filiale chinoise H3C. Au format 1U ou 2U, ils peuvent fonctionner soit individuellement, soit interconnectés avec au plus sept autres de leurs homologues. Ils fonctionnent alors comme une seule pile de commutateurs empilables tout en étant dispersés à l'échelle d'un centre de données par exemple. On peut ainsi répartir chaque commutateur en haut d'un rack de serveurs et les relier entre eux pour former un seule « matrice » de commutation 10 Gbit/s. Cette interconnexion s'appuie sur la technologie IRF (Intelligent Resilient Framework), propre à H3C, qui est utilisée via un port 10 Gbit/s utilisé pour relier entre eux les commutateurs. Grâce à IRF, les différents membres formant la grappe s'échangent entre eux des informations de routage, se partagent la charge et le trafic réseau et, en cas de panne de l'un d'entre eux, continuent de fonctionner grâce à des fonctions de redondance.

50 ms pour rétablir le réseau

Cette résilience vis-à-vis des pannes est réalisée grâce au protocole RRPP (Rapid Ring Protection Protocol) qui sait rétablir le réseau, suite à un incident, en moins de 50 ms. Les trois modèles disponibles sont dotés de 12 à 48 ports. Tous ont de multiples interfaces 10 Gbit/s et peuvent accueillir des modules d'extension dotés de connecteurs SFP+ 10Gibt/s 2/4 ports ou de connecteurs SFP 100/1000 Base-X 16 ports. ■

FRÉDÉRIC BERGÉ

CARACTÉRISTIQUES

Série S5800 de 3Com : commutateurs 10 GE. **S5800-60C-PWR :** format 2U, 48 ports 10/100/1000 Mbit/s et 4 ports 10 GE avec deux emplacements pour modules d'extension.
S5820X-28S : format 1U, 24 ports 10 GE.
S5820X-28C : format 2U, 14 ports GE et 10 GE.

PRIX

A partir de 4 785 € pour le S5800 et de 13 257 € pour les modèles S5820.

PRINCIPAUX CONCURRENTS

Extreme Summit X 650, HP Procurve 6600 et **Cisco Nexus 5010/5020.**

AUJOURD'HUI, QUEL DÉCIDEUR PEUT SE PASSER DE LA TRIBUNE ?

Tout l'univers de La Tribune pour seulement

DeBonneville-Orlandini

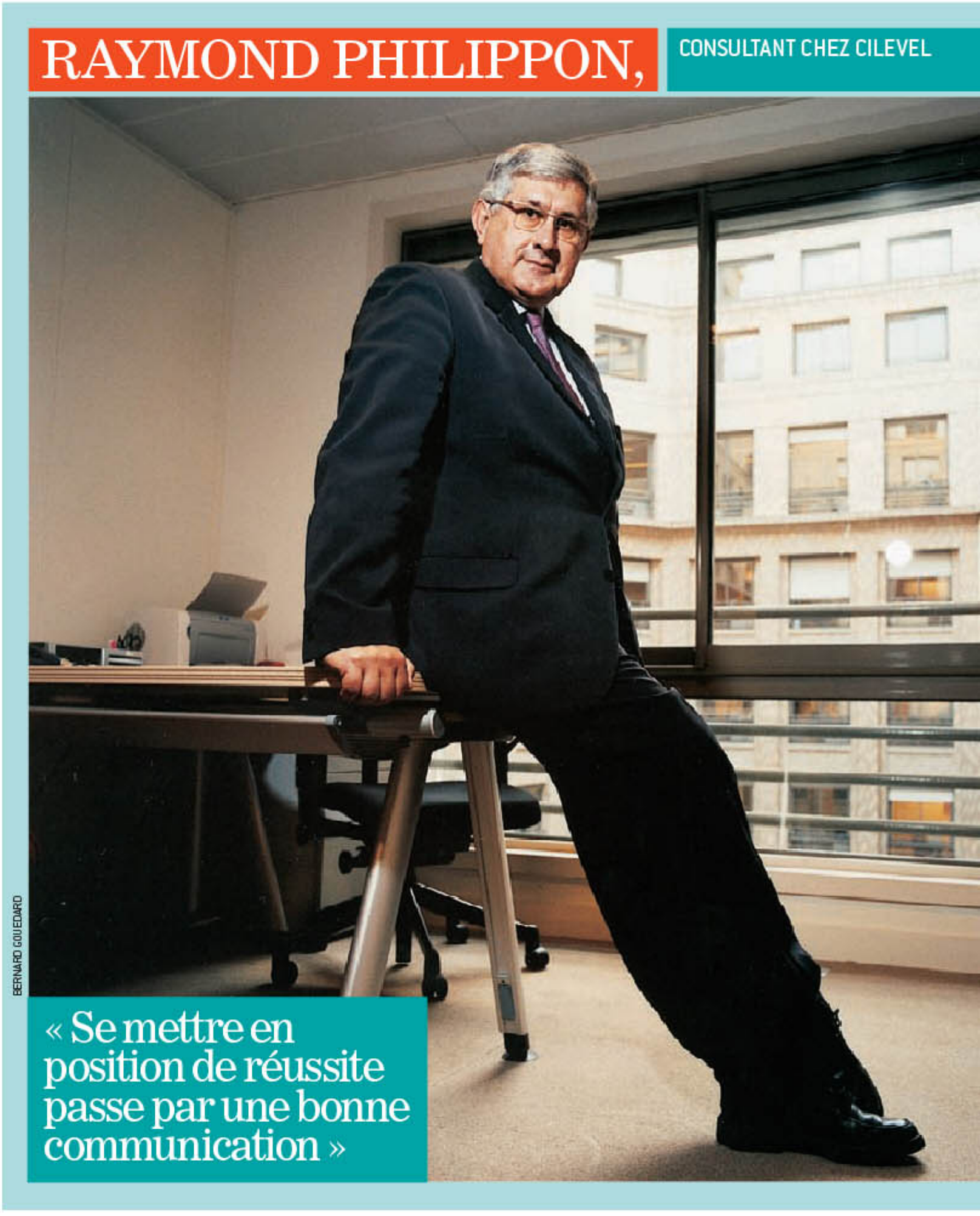
Parution 6 jours sur 7
Portage à votre domicile avant 7h30 même le samedi
Accés illimité au site latribune.fr et ses archives

Pour vous abonner, rendez-vous sur LATRIBUNE.*fr*

* Offre valable jusqu'au 30 juin pour tout nouvel abonné. Voir conditions sur latribune.fr

« DSI, je me suis reconver

La retraite de Raymond Philippon, ex-DSI et DRH, a duré deux semaines. Le temps de monter des formations pour combler les lacunes en communication des chefs de projet.



BERNARD GOUDEARD

Il n'était pas question pour Raymond Philippon de cesser toute activité une fois à la retraite. Pour cet ancien DSI de la banque CIC puis de la société de services à l'environnement Veolia, dont il fut également le directeur des ressources humaines pendant deux ans, la retraite devait en effet être le début d'une nouvelle vie active. Alors, il a choisi, deux semaines seulement après avoir quitté ses fonctions, de proposer des formations aux chefs de projet, qu'il connaît très bien. Mais que manquait-il donc à ces derniers qu'il serait en mesure de leur apporter ? *« Tout au long de ma carrière, j'ai constaté que les chefs de projets manquaient d'une vraie capacité à s'exprimer, que ce soit devant leurs pairs, leur hiérarchie ou leurs clients »*, explique le joyeux « jeune formateur ». Il a, pour cela, rejoint Cilevel, un cabinet d'aide au management qui a la particularité d'être présent à la fois en Europe et en Asie.

Des mises en situation filmées et volontairement stressantes

D'une manière générale, Raymond Philippon regrette que les écoles d'ingénieurs cherchent d'abord à mettre sur le marché de grands techniciens, oubliant au passage d'en faire aussi de grands communicants. Ce dont les futurs managers pâtissent au cours de leur carrière. *« J'ai toujours encouragé, je crois, mes collaborateurs à se mettre dans une position de réussite. Et je crois sincèrement que cela passe par une bonne communication »*, estime l'ancien DSI. Il part du principe qu'une bonne communication, c'est avant tout savoir écouter les autres. Ainsi a-t-il élaboré un accompagnement de formation, qui propose aux chefs de projet « stagiaires » des mises en situation. Elles comportent plusieurs ambiguïtés pour leur faire prendre conscience des difficultés à communiquer. Charge aux stagiaires de répondre ensuite à une vingtaine de questions. Les scénarios définis peuvent être stressants, à l'instar de ceux que vit un chef de projet au quotidien. Il est ainsi prévu une négociation de contrats, la tenue d'un comité de pilotage un peu houleux ou une gestion de crise. Tout est filmé pour être certain que ce qui doit être corrigé, dans les gestes et attitudes, le sera entièrement une fois visionné.

Le programme ne prévoit pas seulement la mise à niveau dans le domaine de la communication, il prévoit aussi l'apprentissage de ce que Raymond appelle *« la cartographie des parties prenantes »*. Les personnes autour de la table sont de profils variés et, surtout, animées de différentes

ti dans la formation »

Son parcours

Age : 60 ans.

De 1972 à 1979 : chef de projet au Crédit agricole.

De 1979 à 1990 : il reste dans le secteur bancaire en passant à la Bred (groupe Banque Populaire), dont il devient directeur informatique.

De 1990 à 1998 : DSI du groupe bancaire CIC.

De 1998 à 2008 : DSI du groupe de services liés à l'environnement Veolia.

2008 et 2009 : DRH dans le même groupe.

Ses conseils

L'humain avant tout. Il faut avoir le souci permanent de placer les hommes au-dessus des techniques. Il faut développer un goût personnel pour les différentes pratiques de communication en public.

Aider les jeunes informaticiens. Ils ne sont pas toujours à l'aise sur des terrains comme la communication, thème souvent oublié voire négligé dans leur formation. Et ils méritent d'être aidés car ils ne peuvent compter que sur leur seule formation de technicien pour réussir.

L'AVIS DU COACH

Philippe Médina,
www.sens-et-solutions.com
Coach certifié Coaching orienté solution, partenaire du Munci

DR

Plus mentor et formateur que coach ou conseiller

Quatre métiers de la relation d'aide. Ils ont des points en commun, mais restent très différents. Le mentor porte en lui ce qu'il faut savoir. Sa légitimité vient de son parcours, de ses réussites liées à un très fort charisme. Le coach, grâce à un questionnement spécifique, aide le coaché à trouver et à mettre en œuvre ses propres solutions. Socrate, qui sert de référence à nombre de coachs, disait : « *Les gens qu'on interroge, pourvu qu'on le fasse bien, trouvent d'eux-mêmes les bonnes réponses.* » Le conseiller délivre un savoir théorique en fonction de ce que l'autre doit apprendre. Pour finir, le formateur aide une personne à être en adéquation avec un poste ou un profil. D'une certaine manière, il l'aide à entrer dans un moule. Le positionnement de Raymond Philippon me semble être à la fois celui d'un mentor et d'un formateur.

L'humain, clé de la réussite. Raymond Philippon a constaté que les évolutions et améliorations technologiques n'empêchent pas les difficultés, et parfois les échecs, dans les projets informatiques. La réussite passe par une prise en compte de l'humain. Car c'est lui qui est porteur de complexité et c'est aussi, et surtout, à cette complexité que le chef de projet est confronté.

SI ÇA VOUS TENTE...

Les profils concernés

La nouvelle aventure de Raymond Philippon ne concerne pas seulement les DSI de grands groupes. Toute personne ayant acquis de l'expérience dans la gestion de projets ou d'équipes peut être éligible à transmettre son savoir et expliquer les lacunes de la communication. Cela concerne alors aussi les directeurs informatiques, les chefs de projets, que les consultants. A condition toutefois d'avoir cette fibre relationnelle et, à l'instar de Raymond Philippon, l'impression de ne pas avoir tout dit ni tout transmis. L'envie doit être forte.

Les parcours post-DSI

Il y a une vie après la DSI, comme le prouve de nombreux parcours. Alain Pouyat a grimpé dans l'organigramme de Bouygues tout en élargissant ses fonctions : depuis 1988, il est directeur général informatique et technologies nouvelles du groupe. D'autres ont opéré un tournant professionnel au sein de leur société. Ainsi, Yves Trézières occupe le poste de directeur financier pour la zone Europe chez Nexans. Avant d'être coach, Raymond Philippon était passé par les RH, ce qui n'est guère fréquent. Une autre voie, plus commune, est le passage dans le conseil. C'est le cas notamment de Jean-Pierre Corniou, qui, après avoir présidé aux destinées informatiques d'Usinor et de Renault, est passé chez EDS. Il est aujourd'hui directeur général adjoint de la société Sia Conseil. Didier Lambert, ex-DSI d'Essilor, a lui aussi évolué vers le conseil.

intentions. Ainsi, lors de la présentation d'un projet, le responsable peut être entouré d'alliés, d'opposants et d'hésitants...

Pour le formateur, bien connaître ses interlocuteurs est primordial. « *Il n'est pas forcément judicieux de n'être entouré que "d'amis", car ces derniers ne sont pas objectifs* », souligne-t-il. En revanche, l'adage « *Gardez vos ennemis le plus près de vous* » s'applique parfaitement. La présence d'un opposant est, selon Raymond Philippon, plutôt bénéfique, parce qu'on peut se nourrir des remarques et critiques formulées pour faire évoluer le projet. Enfin, il distingue une catégorie supplémentaire, « *le triangle d'or* », regroupant des personnes qui sont là uniquement pour aider et porter le projet honnêtement. « *Ceux-là exercent souvent des responsabilités sociales, que ce soit dans le cadre professionnel ou en dehors : entraîneur d'une équipe de sport, en charge d'une association, élus du personnel... Ils sont un vrai plus pour le projet, car ils aident, naturellement, à convaincre les hésitants* », poursuit Raymond Philippon. Pour finir, il raconte comment il est parvenu à repérer les réfractaires à sa formation. « *Ils sont toujours assis en bout de table à droite. Nous nous en sommes aperçus mon cameraman et moi sans qu'on se consulte. Je ne dois probablement pas regarder assez dans cette direction* », analyse-t-il. Un point de formation à appliquer au formateur probablement... ■ JÉRÔME DESVOUGES

Comment... ... l'enseignement supérieur

Le Centre informatique national de l'enseignement supérieur a mis deux ans pour bâtir une plate-forme d'archivage pérenne et sécurisée, conforme aux exigences du guide P2A.

LE PROBLÈME

En 2004, le ministère de l'Enseignement supérieur demande au Cines (Centre informatique national de l'enseignement supérieur) de mettre en place une plate-forme d'archivage commune à différents services. Pas si simple quand il faut composer avec une offre logicielle pas totalement adaptée et des moyens limités.

LA MÉTHODE

1 Former l'équipe projet aux bonnes pratiques

En charge du dossier, Olivier Rouchon constitue une équipe projet d'une dizaine de personnes en puisant parmi les collaborateurs du Cines. Sont ainsi recrutés un archiviste à temps plein, trois développeurs, un expert en format de fichiers, un chargé de gestion documentaire et une personne dédiée à la surveillance des statistiques et à la gestion des incidents. La plupart d'entre eux sont volontaires. Rapidement, Olivier Rouchon dresse un premier constat : l'acquisition de la compétence d'archivage sera longue, car l'équipe n'est pas encore suffisamment rompue à l'exercice. *« Il est facile de trouver des qualifications en développement, mais c'est bien plus difficile pour un modèle conceptuel d'archivage »*, explique le chef de projet. Le Cines s'appuie sur le modèle OAIS (Open Archival Information System). Il fait partie intégrante du guide des bonnes pratiques P2A, qui définit la politique et les pratiques d'archivages sécurisés dans la sphère publique. Afin de faire acquérir au groupe le savoir-faire nécessaire, des formations sont dispensées par une association de professionnels, le PIN (pérennisation des informations numériques). Elle regroupe des intervenants venant de divers horizons, comme la bibliothèque nationale de France ou le cabinet Archive17, spécialisé dans l'archivage.

GILLES FAVIER

Olivier Rouchon, *chef de projet au Centre informatique national de l'enseignement supérieur*

« La méthodologie d'évaluation basée sur Drambora a permis d'identifier 75 risques types »

CINES

ACTIVITÉ
Calcul de haute performance et archivage de documents électroniques.

LOCALISATION
Montpellier (34).

CRÉATION
1999.

EFFECTIF
52 personnes, dont 11 au département archivage et diffusion.

2 Faire coder un module supplémentaire à l'éditeur

Pour l'assister dans la définition des besoins, le Cines sollicite un cabinet de consultants. A l'issue de son rapport, il

mutualise l'archivage

apparaît qu'aucun logiciel ne semble en mesure de répondre efficacement aux attentes et aux nécessités de la plate-forme d'archivage. Comme le Cines n'a pas les moyens, avec seulement trois développeurs, de maintenir un développement entièrement sur mesure, il se résout à passer un appel d'offres, dit de « dialogue compétitif ». Parmi les quelques candidats présélectionnés, c'est finalement Infotel, éditeur du progiciel d'archivage Arcsys, qui est retenu pour fournir le socle de la plate-forme. L'éditeur aura toutefois l'obligation de développer une couche supplémentaire d'ingestion de documents sur la base des spécifications fournies par le Cines. Celles-là mêmes qui avaient été mises au point dans l'outil propriétaire qu'utilisait précédemment le centre informatique. Infotel s'engage, par ailleurs, à fournir le code de ce module pour faciliter d'éventuelles modifications ultérieures.

DR

L'AVIS DE LA CONSULTANTE

Svetlana Juin, directrice générale du Bureau Van Dijk Ingénieurs Conseils, cabinet de conseil et bureau d'études spécialisé dans l'archivage

« Le projet d'archivage du Cines répond aux évolutions attendues dans la gestion de l'information documentaire.
Il respecte les préconisations de la Direction générale de la modernisation de l'Etat et de la Direction des archives de France ainsi que les normes et les standards d'échange et d'interopérabilité courants. La démarche est très structurée et structurante. Elle pourrait d'ailleurs servir de projet pilote pour d'autres projets d'archivage électronique. »

« Le Cines endosse le rôle de tiers archiveur interne pour l'enseignement supérieur.
Il offre l'ensemble des services d'archivage électronique : de la collecte à la conservation, en passant par la restitution et la sécurité. C'est un véritable facteur clé de succès. On ressent également l'aspect évolutif du projet avec démarche par étape pour continuer à moderniser et à rendre plus performant le système mis en œuvre. »

3 Informer tous les six mois sur l'état d'avancement

La plate-forme d'archivage commune (PAC) réunit les thèses de l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur ainsi que les revues en sciences humaines et sociales du programme Persée. *« En tant que centre informatique, nous avons dû réunir ces services versants pour définir ensemble les protocoles de dépôt »*, explique Olivier Rouchon. Des groupes de travail ont également été formés avec le ministère de tutelle, qui officie comme service de contrôle. Tous les six mois, l'équipe du Cines remet un rapport sur les dernières évolutions du projet. *« Nous n'avons fait qu'appliquer des principes généraux de conduite de projet »*, spécifie Olivier Rouchon. Il ne s'est pas appuyé sur les méthodes agiles proprement dites, mais sur les règles contenues dans l'approche Microsoft Solutions Framework. Celle-ci définit des phases de validation à chaque étape de programme, selon une méthode itérative.

4 Sensibiliser l'archiviste à la gestion des risques

Afin d'atténuer au mieux l'impact des risques organisationnels et financiers, l'équipe du Centre informatique de l'enseignement supérieur définit son processus de gestion des risques. Elle classifie ainsi ces derniers et réfléchit à des plans d'actions afin d'en atténuer l'impact. *« Toute l'équipe a véritablement travaillé là-dessus »*, souligne Olivier Rouchon. L'archiviste en poste suit une formation à Drambora (Digital Repository Audit Method Based on Risk Assessment). *« Cela a permis d'identifier 75 risques types »*, précise le chef de projet. Huit personnes étudient ensuite l'ensemble de ces risques. Les priorités sont réévaluées tous les six mois par les groupes de travail. Du début à la fin du projet, ceux-ci suivent régulièrement la méthode édictée dans le guide P2A. *« Un vrai travail collégial »*, résume Olivier Rouchon. ■

JONATHAN CHARTON

La plate-forme d'archivage commune du Cines

OBJET
- Doter l'enseignement supérieur d'une plate-forme et d'un service numérique d'archivage pérenne autour d'une solution générique basée sur les standards émergents en matière d'archivage.

PÉRIMÈTRE
- Outre l'archivage des thèses électroniques collectées par l'Agence bibliographique de l'enseignement supérieur et des revues en sciences humaines et sociales du programme Persée, le Cines doit valider de nouveaux formats audio et vidéo.

OUTILS
- Le logiciel Arcsys 4.2.3.0, d'Infotel, des serveurs d'applications Sun X4150, des baies de stockage Sun Storagetek ST6140-4G ; un logiciel client spécifique au Cines assure les fonctions de serveur de transfert.

CALENDRIER
- **2004** : démarrage du projet.
- **Octobre 2005** : rapport d'une équipe de consultants remis au Cines.
- **2006** : élaboration tout au long de l'année des spécifications des besoins.
- **Mars 2007** : premiers tests d'intégration avec archivage de thèses.
- **Septembre 2007** : sortie de la première version de la plate-forme d'archivage commune.
- **Mai 2008** : mise à jour et sortie de la version 2.

Formations

Des vendeurs rompus à l'informatique

www.exclusive-networks.com/exclusive-academy_fr.php

Le grossiste spécialisé dans le domaine de la sécurité et des infrastructures ouvre un nouveau centre de formation consacré aux fonctions commerciales des intégrateurs informatiques. « *Les revendeurs sont confrontés à des problèmes de recrutement et de formation d'une force de vente spécialisée,* indique Olivier Breittmayer, le PDG d'Exclusive Group. *Nous avons donc mis en place un programme destiné à leur faciliter la tâche.* » Cette formation s'adresse à des futurs diplômés d'écoles de commerce qui doivent effectuer un stage de fin d'études. Ils sont formés pendant vingt jours à la vente de solutions technologiques et de services informatiques. « *Le but est qu'ils acquièrent les méthodes particulières à la vente de solutions IT et, notamment, de sécurité, dont le processus, allant de l'analyse des besoins à l'intégration, est complexe* », ajoute Olivier Breittmayer. Parmi les thèmes étudiés, on note la gestion et le développement commercial de vente de solutions et de services, l'élaboration d'une stratégie commerciale, la réponse aux appels d'offres ou encore l'appréhension des technologies de la sécurité du système d'information. Un programme allégé de quatre jours a été conçu pour les commerciaux déjà en poste.

Unifier les communications

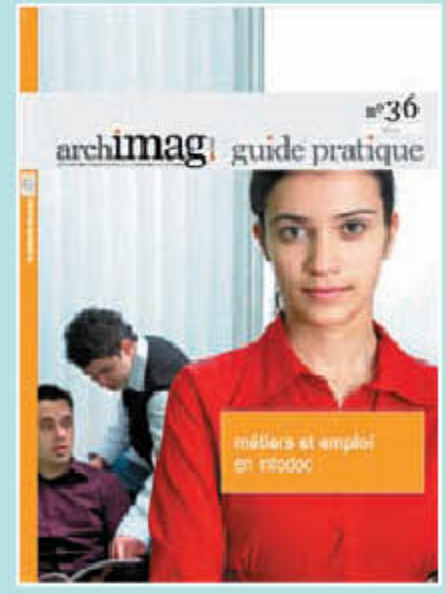
Microsoft Unified Communications Voice Ignite; 5 jours, du 22 au 26 juin ; 3 000 € ht (tarif spécial pour les partenaires Microsoft); www.globalknowledge.fr (code du stage UCVI)

Depuis le début de l'année, Global Knowledge, centre de formation agréé par Microsoft, propose des formations sur la voix et les communications unifiées. Le programme Unified Communications Voice Ignite (UCVI) répond aux problématiques d'interopérabilité entre les solutions Microsoft Exchange, Office Communications Server (OCS) et les infrastructures réseaux et téléphoniques existantes. Au départ, la formation était réservée aux seuls partenaires Gold de Microsoft (sociétés de services et intégrateurs voix) bénéficiant d'une prise en charge financière de l'éditeur. La formation est désormais accessible à tous. A condition, bien sûr, de disposer de compétences systèmes et de maîtriser Active Directory, Exchange et OCS. A l'issue de la formation de cinq jours, les participants sauront concevoir, déployer et gérer une solution de communication unifiée (voix, conférence, voix sur IP). Sont plus particulièrement concernés les consultants et chefs de projets en informatique, réseaux ou télécoms. Cette formation est animée par deux instructeurs de Global Knowledge : un expert certifié sur les solutions de messagerie et de communications unifiées de Microsoft et un spécialiste de l'univers WAN et VoIP (notamment sur les technologies de Cisco). AS

GUIDE

Les mutations de l'infodoc à l'heure du web 2.0

Métiers et emplois en infodoc *(Archimag - guide pratique n°36)*
76 pages en version PDF ou papier ; de 81 à 95 €, selon les versions.



Une information trouvée grâce à Google et gratuite ne peut satisfaire toutes les demandes des entreprises ou des chercheurs », notent les auteurs du guide pratique *Métiers et emplois en infodoc.* Comment les professionnels de ces domaines peuvent-ils faire face aux chamboulements liés à la généralisation du numérique et à l'installation du web 2.0 ? Ce guide, ouvrage collectif édité par Archimag, fait le point sur les évolutions et les perspectives des métiers de l'information, de la documentation et de la veille. Il ouvre le débat, confronte les points de vue des différentes organisations professionnelles du secteur pour permettre aux spécialistes de trouver de nouvelles pistes et tirer profit de leurs compétences. Ainsi, l'arrivée du document numérique entraîne le besoin de mise en place d'une politique documentaire à même d'exploiter le capital immatériel de l'entreprise et de conserver l'expertise interne, c'est-à-dire le capital intellectuel.

Incontournables documentalistes. Après avoir dressé le portrait type des professionnels et analysé le marché de l'emploi, ce guide pratique propose de suivre différentes voies. La partie stratégique, la plus intéressante, expose les moyens de mettre en avant la valeur ajoutée du documentaliste, véritable chef d'orchestre des informations et maître d'ouvrage des technologies de recherche. Une fiche est notamment consacrée à l'importance des métiers de l'infodoc dans le secteur de l'administration en ligne. Leur rôle peut devenir essentiel dans la gestion du cycle de vie des documents administratifs, la modernisation de la gestion de l'information destinée aux usagers et des informations métier et territoriales. ■ ARMELLE SICCAT

Rubrique FORMATION

Contactez nous pour connaître nos tarifs :

Laurent Beslier
Tél.: 01 56 79 44 86
Fax : 01 56 79 42 66
email : l.beslier@emploipro.fr

Développement personnel

Préparer son entretien individuel
Training group et dynamiques relationnelles
Prendre la parole en public
Relations conflictuelles, agressivité et fatigue professionnelle
Formations en langues
Français langue étrangère

Management

Management stratégique
Management des réseaux
Gestion d'un projet en système d'information
Certificat de compétences ERP
Management du développement durable

Contact :
fc-dif@uvsq.fr

pour recevoir le catalogue ou demander des informations sur nos formations

Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines
Service Formation Continue
55 avenue de Paris - 78000 Versailles

LES OFFRES D'EMPLOI

TOUTES NOS OFFRES D'EMPLOI SUR 01net. www.01net.com, CADRES ONLINE www.cadresonline.com, et sur 01 www.01informatique.fr

TEUCHOS Groupe SAFRAN

La richesse par la différence, la réussite par la compétence

Rejoignez TEUCHOS, société d'Ingénierie filiale du groupe SAFRAN (1800 Ingénieurs et Techniciens supérieurs dont plus de 1200 en France et une présence Internationale en Europe, Inde, Maroc) et participez à l'élaboration de solutions technologiques innovantes dans les domaines de l'Aéronautique, du Spatial, du Ferroviaire, de la Défense et de la Sécurité.

En 2009, TEUCHOS recrute en Ile de France plus de 100 nouveaux collaborateurs

dans les domaines de l'Ingénierie Système, de l'Informatique, de l'Automatique, et de l'Electronique

Rattaché à nos bureaux d'études, nous vous offrons la possibilité de développer vos compétences en participant aux différentes phases du cycle de développement d'un produit et construire votre carrière dans un groupe dynamique.

Nous recherchons des pilotes projet, Ingénieurs, Techniciens confirmés ayant des compétences dans les métiers suivants :

Ingénierie système : Spécification et conception systèmes, méthodologie, simulation multi-physique, Validation systèmes.
Informatique : Développement logiciel embarqué Avionique et Ferroviaire, qualité logiciel, codage automatique (SCADE™, RTW™), développements logiciels langages C/C++/JAVA/ADA, architecture client serveur, WEB, bases de données, OS, couches basses protocoles et multimédia.
Automatique : Modélisation et simulation (MATLAB/SIMULINK™), lois de commandes, développement logiciel de régulation, suivi et dépouillement d'essais.
Electronique : Développement analogique et numérique cartes et équipements complets, Electronique de puissance, mécatronique.
Optronique

Expérimentés ou débutants, de niveau Bac + 5 : Ecoles d'ingénieurs, Master II ou Doctorat, Techniciens confirmés

REJOIGNEZ-NOUS :
www.teuchos.fr
Service Recrutement : 01 30 68 38 57

Teuchos
Groupe SAFRAN

<SÉMINAIRES ET STAGES PRATIQUES>

Choisissez l'expertise

Retrouvez-nous page11

ORSYS
Informatique et Management

//le spécialiste de la formation aux technologies informatiques et au management/

Rubrique EMPLOI

01 INFORMATIQUE

Contactez nous pour connaître nos tarifs :

Marie Caland
01 56 79 44 65
m.caland@emploipro.fr

Benoit Faucher
01 56 79 44 96
bfaucher@emploipro.fr

Fax : 01 56 79 42 66

AVIS D'APPEL PUBLIC À LA CONCURRENCE

Section I : Pouvoir adjudicateur

I.1) NOM, ADRESSES ET POINTS(S) DE CONTACT : Communauté de Communes du Canton de Hucqueliers et de ses Environs à l'attention de Monsieur le Président / 14 Grand Place – BP11- 62650 HUCQUELIERS / T. 03 21 90 50 32 / **Email :** contact@cc-hucqueliers.fr

Adresse auprès de laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse auprès de laquelle le cahier des charges et les documents complémentaires (y compris des documents relatifs à un dialogue compétitif et un système d'acquisition dynamique) peuvent être obtenus : Point(s) de contact susmentionné(s).

Adresse à laquelle les offres ou demandes de participation doivent être envoyées : Point(s) de contact susmentionné(s).

I.2) TYPE DE POUVOIR ADJUDICATEUR ET ACTIVITÉ(S) PRINCIPALE(S) :

Collectivité territoriale. Le pouvoir adjudicateur agit pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs : non.

Section II : Objet du marché

II.1) DESCRIPTION

II.1.) Intitulé attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : Délégation de Service public (DSP) relative à l'exploitation d'une infrastructure de télécommunications. Dans ce cadre, et en respect des Articles L1411-1 et suivants, la procédure de DSP débute par le choix des candidats admis à candidater. A ce titre les Articles III.2 « Conditions de participation » du présent avis de publicité fixe les informations à fournir afin de pouvoir candidater.

II.1.2) Type de marché, lieu d'exécution des travaux, de livraison de fournitures ou de prestation de services : Services (catégorie 27).

II.1.3) L'avis implique :

II.1.4) Informations sur l'accord-cadre :

II.1.5) Description succincte du marché ou de l'achat/des achats : Le service attendu comprendra la gestion technique et commerciale d'une infrastructure de communication électronique de type radio à 5.4 GHz, qui aura été préalablement construite et qui permettra d'une part de résorber les zones blanches exclues du Haut Débit du territoire (recensement : environ 490 foyers sans accès Internet).

II.1) DESCRIPTION : L'infrastructure radio réalisée sera la propriété de la Communauté de Communes du Canton de Hucqueliers et de ses Environs et sera conforme aux normes 802.11a, Etsi en 301-893 V1.3.1. ou équivalent. Elle utilisera les fréquences radio dans la bande des 5,4 GHz. Le délégataire participera préalablement à sa mission d'exploitation technique et commerciale aux opérations de recette des installations qui seront mises à sa disposition ce qui permettra le cas échéant de conditionner ses offres de services. Le délégataire s'engagera à fournir à minima des services de communications électroniques aux utilisateurs finals (liaisons d'accès permanent à Internet pour les particuliers et pour les professionnels à des débits asymétriques non garantis de minimum de 6mbits/s pour les particuliers, et à des débits symétriques garantis de minimum 2Mbits/s pour les entreprises). Les principales missions confiées au délégataire sont notamment : L'Exploitation technique (maintenance, administration, supervision du− réseau et des équipements Clients finals), L'Exploitation commerciale− (démarche d'acquisition des prospects, démarche marketing relative aux offres de services, gestion globale des prospects et clients), etc.

II.1.6) Classification CPV (vocabulaire commun pour les marchés publics) : 64200000, 32412100.

II.1.7) Marché couvert par l'accord sur les marchés publics (AMP) :

II.1.8) Division en lots : Non.

II.1.9) Des variantes seront prises en considération : Oui.

II.2) QUANTITÉ OU ÉTENDUE DU MARCHÉ

II.2.1) Quantité ou étendue globale : Les zones blanches exclues du Haut Débit à résorber sont situées sur les communes de *Parenty, Verchocq, Campagne les Boulonnais, Bourthes, Beussent, Herly, Saint Michel sous Bois, Quilen, Bimont, Clenleu et Enquin sur Baillons* pour la tranche ferme du marché de réalisation, et sur la commune de *Alette* pour la tranche conditionnelle du marché de réalisation.

II.2.2) Options :

II.3) DURÉE DU MARCHÉ OU DÉLAI D'EXÉCUTION : A compter du : 1er NOVEMBRE 2009 jusqu'au 31 OCTOBRE 2017.

Section III : Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique

III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT

III.1.1) Cautionnement et garanties exigés :

III.1.2) Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent :

Les coûts d'exploitation technique et commerciale du délégataire sont rémunérés directement par la facturation des offres de service aux clients finals. Aucune subvention d'équilibre d'exploitation de la part de la collectivité n'est prévue. Le délégataire s'engagera à verser à la Collectivité une redevance annuelle pendant toute la durée de la convention en contrepartie de la mise à sa disposition des infrastructures de communications électroniques.

III.1.3) Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

III.1.4) L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières :

III.2) CONDITIONS DE PARTICIPATION

III.2.1) Situation propre des opérateurs économiques, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire; -une déclaration sur l'honneur que le candidat n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années d'une condamnation inscrite au bulletin no2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324.9, L.324.10, L.341.6, L.125.1, L.125.3 du code du travail, et qu'il respecte l'article L.323.1 du code du travail ; - DC 4 (Lettre de candidature et d'habilitation du mandataire par ses cotraitants) - DC 5 (Déclaration du candidat) - pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail; - DC 7 ou documents équivalents en cas de candidat étranger (Etat annuel des certificats reçus) - assurances.

III.2.2) Capacité économique et financière : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : les candidats fourniront une description détaillée de leurs structures : moyens financiers, moyens en personnel, organisation interne, activités principales et accessoires, bilans, chiffres d'affaires et comptes de résultat des trois derniers exercices.

III.2.3) Capacité technique : Renseignements et formalités nécessaires pour évaluer si ces exigences sont remplies : les candidats devront produire tous les documents permettant à la collectivité d'apprécier leurs garanties professionnelles et financières : - les références du candidat en matière de gestion d'infrastructures de télécommunication de communication électronique de type radio à 5,4 GHz - le candidat présentera obligatoirement sur une page minimum une note précisant les moyens humains et en matériels ainsi que les principes de fonctionnement général que le délégataire mettra en œuvre pour assurer le service public.

III.2.4) Marchés réservés :

III.3) CONDITIONS PROPRES AUX MARCHÉS DE SERVICES

III.3.1) La prestation est réservée à une profession particulière :

III.3.2) Les personnes morales sont tenues d'indiquer les noms et qualifications

III.1) CONDITIONS RELATIVES AU CONTRAT professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation

Section IV : Procédure

IV.1) TYPE DE PROCÉDURE

IV.1.1) Type de procédure : Négociée. Des candidats ont déjà été sélectionnés : non.

IV.1.2) Limites concernant le nombre d'opérateurs invités à soumissionner ou à participer :

IV.1.3) Réduction du nombre d'opérateurs durant la négociation ou le dialogue :

IV.2) CRITÈRES D'ATTRIBUTION

IV.2.1) Critères d'attribution : Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés dans le cahier des charges, dans l'invitation à soumissionner ou à négocier ou encore dans le document descriptif.

IV.2.2) Une enchère électronique sera effectuée :

IV.3) RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF

IV.3.1) Numéro de référence attribué au dossier par le pouvoir adjudicateur :

IV.3.2) Publication(s) antérieure(s) concernant le même marché :

IV.3.3) Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires ou document descriptif :

IV.3.4) Date limite de réception des offres ou des demandes de participation : 20 JUILLET 2009.

IV.3.5) Date d'envoi des invitations à soumissionner ou à participer aux candidats sélectionnés :

IV.3.6) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : Français.

IV.3.7) Délai minimum pendant lequel le soumissionnaire est tenu de maintenir son offre :

IV.3.8) Modalités d'ouverture des offres :

Section VI : Renseignements complémentaires

VI.1) IL S'AGIT D'UN MARCHÉ PÉRIODIQUE :

VI.2) LE MARCHÉ S'INSCRIT DANS UN PROJET/PROGRAMME FINANCÉ PAR DES FONDS COMMUNAUTAIRES :

VI.3) AUTRES INFORMATIONS : Critères de sélection des candidats : Les candidats qui n'auront pas fourni toutes les pièces requises ne seront pas retenus. Conditions de remise des offres ou de candidatures : Les dossiers sont à envoyer sous double enveloppe cachetées par pli recommandé avec demande d'avis de réception postale, ou à déposer contre récépissé. L'Enveloppe extérieure portera l'adresse ci-dessus et la mention : « Délégation de Service public relative à l'exploitation technique et commerciale d'une infrastructure de communication électronique permettant la résorption des zones d'ombre ADSL de la Communauté de Communes du Canton de Hucqueliers et de ses Environs - Ne pas ouvrir avant la séance ». Le nom du candidat ne figurera pas sur cette enveloppe. L'Enveloppe intérieure portera la mention : " Délégation de Service public relative à l'exploitation technique et commerciale d'une infrastructure de communication électronique permettant la résorption des zones d'ombre ADSL de la Communauté de Communes du Canton de Hucqueliers et de ses Environs, candidature" et comportera le nom du candidat.

Date d'envoi du présent avis au BOAMP : 28 MAI 2009.

VI.4) PROCÉDURES DE RECOURS

VI.4.1) Instance chargée des procédures de recours : Tribunal Administratif de LILLE – BP 2039 – 59014 LILLE CEDEX

VI.4.2) Introduction des recours :

VI.4.3) Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Communauté de Communes du Canton de Hucqueliers et de ses Environs

14 Grand Place, 62650 HUCQUELIERS - Tél: 03.21.90.50.32. - Fax: 03.21.81.74.63.

VI.5) DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS : 28 MAI 2009.

Rendez-vous

Retrouvez tous nos événements sur www.01informatique.fr

Forum CXP

EN PARTENARIAT AVEC 01 INFORMATIQUE

Le 18 juin à Paris (Etoile Saint-Honoré)

DR

La 7e édition du Forum organisée par le CXP, avec la participation de McKinsey, le cabinet Bensoussan et l'ITSMF, aura pour thème Maintenir le cap : les atouts du progiciel. Au programme, notamment : Maîtriser les flux de trésorerie; Réviser les budgets à la demande; Maîtriser les coûts de la GRH; Sécuriser le SI par la gestion des risques; La virtualisation, une opportunité pour l'optimisation du SI; Les pistes pour limiter le TCO d'un PGI...

Web : www.forumcxp.com

PARTENARIAT AVEC 01

Futur en Seine

Du 29 mai au 7 juin (en Ile-de-France)

Fête des nouvelles technologies en Ile-de-France.

Web : www.futur-en-seine.org

PARTENARIAT AVEC 01

Seri

Du 3 au 5 juin à Paris (Porte de Versailles)

Ce cinquième salon international consacré à la recherche et à l'innovation propose notamment de réfléchir aux solutions à trouver face au défi de la relance.

Web : www.seri.info

CA Expo 2009

C. BOUTET

Le 4 juin à Paris-la Défense (Cnit)

CA France organise la première édition de sa conférence annuelle, autour des thèmes de l'innovation et de la maîtrise durable des infrastructures informatiques.

Web : www.caexpo2009.fr

PARTENARIAT AVEC 01

Planète PME

Le 16 juin à Paris (Palais des congrès)

Congrès des patrons de PME. Au programme : l'innovation, les équipements informatiques et bureautiques, les logiciels et les progiciels, les réseaux et les télécoms, les services internet et la sécurité.

Web : http://planetepme.org

PARTENARIAT AVEC 01

Maroc Offshore

Du 25 au 26 juin à Casablanca

Ce forum réunira tous les acteurs concernés, Marocains et étrangers, autour d'une réflexion sur les pratiques de l'offshoring et sur les métiers connexes aux technologies de l'information.

Web : www.maroc-offshore.biz

PARTENARIAT AVEC 01

IT Cup

Le 28 juin à Clairefontaine

Tournoi de football des sociétés des NTIC en soutien aux associations Nos quartiers ont du talent et Télécoms sans frontières.

Web : www.itcup.org

MARINA PÉHÉ

documentation@groupetests.fr

01 INFORMATIQUE

26, rue d'Oradour-sur-Glane
75504 Paris Cedex 15
Directeur de la publication : Alain Weill

POUR CONTACTER LA RÉDACTION

E-mail : redaction@01informatique.fr
Web : www.01informatique.fr
Tél : 01 44 25 32 78
Fax : 01 45 54 28 11

Pour joindre directement au téléphone votre correspondant ci-dessous, faites précéder ses quatre chiffres de 01 44 25.

RÉDACTION

Vous pouvez joindre l'ensemble des membres de la rédaction par e-mail de la façon suivante : "première lettre du prénom. nom@01Informatique.fr".

Rédacteur en chef : Frédéric Simottel.

Rédacteurs en chef adjoints : Pierre Landry, Olivier Roberget, Francisco Villacampa.

Chefs de rubrique : Frédéric Bergé (Dossier), Pierre Berlemont (Actualités), Laurent Sounack (Solutions).

Grands reporters : Vincent Berdot, Xavier Biseul, Renaud Bonnet, Anicet Mbida, Yann Serra.

Chefs d'enquête : Alain Clapaud, Jérôme Desvouges, Olivier Discazeaux, Juliette Fauchet, Boris Mathieux, Pierre Tran.

Rédacteurs : Stéphane Bellec, Jonathan Charton, Claire Chevrier, Eddye Dibar, Pierre Hardoin, Marie Jung, Alain Lavenir, Christine Peressini, Armelle Siccat.

Assistante de rédaction : Fatima Lacombe (3278).

RÉALISATION

Directeur artistique : Olivier Pardini.

Rédacteur en chef technique : Stéphane Moracchini.

Première secrétaire de rédaction : Christelle Denis.

Secrétaires de rédaction : Hélène Brusetti, Xavier Pawlak.

Première rédactrice-graphiste : Isabelle Fouin.

Rédactrice-graphiste : Adriana Delettieres.

Infographie : Karim Ait-Tabet, Sophie Gatin et Marc Robert.

Iconographie : Christine Simha (chef de service).

DOCUMENTATION ET AGENDA

E-mail : documentation@groupetests.fr.
Marina Péhé (0790).

CLUB 01 DSI - Contact : Tél. : 01 44 25 32 30/
E-mail : club@01dsi.com
Resp. événements : Laurence Amouroux (0808).
Responsable éditorial : Olivier Coredo (3549).

COMMERCIAL - MARKETING

Publicité Tél. : 01 44 25 30 32
Fax : 01 45 57 63 72
Pierre-Henry Medan, directeur commercial et marketing;
Sylvia Besse (3161), assistante de direction.

Pôle Annonceurs
Valérie Fénéon (3197), directrice du pôle grands comptes et annonceurs; Stephany Barret (3172), directrice de clientèle; Valérie Soulhol (3317), chef de publicité; Fatma Boulila (3222), assistante commerciale; Viviane Curron (3032), assistante commerciale.

Pôle Agences Média
Laurent Laventure (3285), directeur de publicité; Caroline Gilles (3104), directrice de clientèle (International); Farida Mérabet (3072), directrice de clientèle; Mélanie Loustalot (3150), chef de publicité; Sophie Level-Bulourde (3529), assistante commerciale.

Publicité Internationale
Jérôme Callu Mérite (3540), directeur de la Publicité International, Stefane Bartlett (3200), responsable Marketing International.

Exécution :
Appolinaire Houssou-Montvert (3487).
La direction se réserve le droit de refuser toute insertion sans avoir à justifier sa décision.

Marketing-Etudes-Promotion
Tél. : 01 44 25 32 00 - Fax : 01 45 57 39 55.

Philippe Bordet (3114), directeur marketing; Patricia Mosnier (3432), chef de groupe marketing.

Régies Internationales :

BENELUX : Huson European Media, James Clayson, Tél. (44) 19 32 564 999 - Fax : (44) 19 32 564 998 - j.clayson@husonmedia.com.
ALLEMAGNE : DS Media, Dominique Schall, Tél. (49) 7844 47 001 -
Fax : (49) 7844 47 003 - d.schall@dsmedia.info.
GRANDE-BRETAGNE : GCA, Greg Corbett, Tél. : (44) 207 730 6033 -
Fax : (44) 207 730 6628 - gca@gca-international.co.uk. ISRAEL : Talbar Media, Asa Talbar, Tél. (972) 35 62 95 66 - Fax : (972) 35 62 95 67 - talbar@inter.net.il.
ITALIE : Medias International, Jean-Pierre Bruel, Tél. (39) 31 751 494 -
Fax : (39) 31 751 482 - medias@pcbrianza.net.
JAPON : Shinano Co., Kazuhiko Tanaka, Tél. (81) 3 3589 4667 -
Fax (81) 3 3505 5628 - scp@bunkoh.com.
ETATS-UNIS : Huson International Media, Ralph Lockwood,
Tél. (1) 408 879 6666 - Fax : (1) 408 879 6669 - Ralph@husonusa.com.

ANNONCES CLASSÉES

Régie : EmploiPro,
Tél. : 01 56 79 41 00 -
Fax : 01 43 80 46 30.
Pierre-Dominique Lucas, directeur commercial, assisté de Catherine Bénézit ; Sandrine Gaultier et Alexandre Harel, directeurs de clientèle; Laurent Beslier, directeur de clientèle formation; Christine Rapin, responsable marketing et commercial; Nicolas Derbès, responsable marketing.

FABRICATION

Serge de Kilkhen, chef de fabrication; Sylvain Lemaire, Thierry Mercier (PAO).

DIFFUSION

Abonnements :
web : abonnement.01informatique@presse-info.fr
tél. : 03 44 62 52 38 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h) ; fax : 03 44 12 57 67 ; 1 an (45 numéros) : 148 € ttc (dont TVA 2,1 %) en France ; pour l'étranger : nous consulter.

Service de vente au numéro :
Groupe Tests, BP 235, 27092 Evreux cedex 9;
e-mail : vpc@groupetests.fr
Service des ventes réservé aux dépositaires et marchands de journaux.

01 Informatique est édité par

GROUPE TESTS

Président-directeur général : Alain Weill.
Directeur général délégué : Marc Laufer.
Directrice générale : Marie-Christine Levet

GROUPE TESTS - SA au capital de 199 272 Euros. Siège social : 26/40, rue d'Oradour sur Glane - 75504 Paris Cedex 15 Tél. : 01 44 25 30 01. Immatriculation RCS : 311 243 794 PARIS - Code APE 221-E - Siret 311 243 794 000 55 - TVA intracommunautaire FR 82 311 243 794

Principal actionnaire : NextRadio TV

Toute reproduction, représentation, traduction ou adaptation, qu'elle soit intégrale ou partielle, quelqu'en soit le procédé, le support ou le média, est strictement interdite sans autorisation du Groupe Tests, sauf les cas prévus par l'article L.122-5 du code de la propriété intellectuelle.

© 2007 GROUPE TESTS - Tous droits réservés.

Commission paritaire : n° 0709 K 85172 - ISSN 0298-2285. Dépôt légal : à parution.
Imprimerie : Maury Imprimeur, routes d'Etampes, 45330 Malesherbes.

Index

RÉDACTION

Sociétés citées dans « 01 »

3Com ... 46
Accenture ... 28
Acial ... 17
Adecco ... 26
Adhara ... 36
Adobe ... 45
Adonix ... 29
AG Consulting ... 31
Agence bibliographique de l'enseignement supérieur ... 51
Air France ... 23
Akka Technologies ... 26
Alfresco ... 45
Altares ... 22
Alten ... 21
Apache ... 42
Atos Origin ... 28
Auchan ... 33
Axway ... 29
BEA ... 26
Berger Levrault ... 29
Bibliothèque nationale de France ... 50
BMC ... 7
Bougues ... 49
B-process ... 21
Bred ... 49
BT Global Services France ... 28
Bureau Van Dijk Ingénieurs Conseil ... 51
Business & Décision ... 28
Business Object ... 26
CA ... 7
Cabinet Archives17 ... 50
Capgemini ... 26
Carrefour ... 21
Cegid ... 26
Cegos ... 31
Centre informatique national de l'enseignement supérieur ... 50
CIC ... 48
Cisco ... 16 - 42
Citrix ... 29
Clear Standards ... 20
Compuware ... 29
Crédit Agricole ... 49
Crossknowlege ... 32
CSC ... 28
CXP ... 24
Dassault Systemes ... 29
Datavance ... 26
Deloitte ... 22
Demos ... 30
Devoteam ... 28
Dictao ... 14
Draytek ... 46
EDS ... 49
EMC ... 6
Essisia Conseil ... 49
Eurogiciel ... 34
Fafiec ... 32
Fiducial Informatique ... 29
Gartner ... 7
Genesys ... 42
GFI Progiciels ... 29
Global Knowledge ... 36
Groupe Open ... 26
GT Trade ... 29
H3C ... 46
Havas Intermediation ... 23
HP ... 6 - 40
HP-EDS ... 26
Huawei ... 16
IBM ... 17-23-26-42
Ilog ... 26
Infotel ... 51
Inmarsat Ventures ... 8
JCDecaux ... 23
Juniper ... 16
Kaspersky ... 46
Kxen ... 40
La Française des jeux ... 38
Liferay ... 42
Logica ... 26
Logica Management Consulting ... 18
Logica Training ... 36
Lotus ... 42
Meridien SA ... 23
Micro Focus ... 29
Microsoft ... 6 - 26 - 40
Neolane ... 22
Netgear ... 46
Nexans ... 49
Nokia-Siemens ... 10
Novell ... 6
Nuxeo ... 45
Openteam ... 16
Oracle ... 20 - 26
Orange Business Services ... 7
Orsys ... 31
Pierre & Vacances ... 23
Pierre Audoin Consultants ... 26
Prosodie ... 32
Qnap ... 40
Renault ... 49
RTL ... 23
Sage ... 26
Sage ... 32
SAP ... 20 - 26
SAS ... 40
Segula ... 26
Software AG ... 29
Solaris Mobile ... 8
Sopra ... 26-32
SQLI ... 22-28
Steria ... 28-34
Sun ... 29
Sylis ... 26
Sylob ... 23
Syntec ... 32
Talensoft ... 39
Thales 3S ... 28
Trend Micro ... 46
Usinor ... 49
Usisys France ... 23
Valtech Training ... 36
Veeam ... 40
Veolia ... 48
Viveo Finance ... 29
Vizioncore ... 40
VMware ... 40
Websense ... 46
Wipro ... 28
www.sens-et-solutions.com ... 49

Personnes citées

Affre Michel ... 15
Apotheker Léo ... 20
Argouarc'h Pierre-Marie ... 38
Augias Jenny ... 32
Baudart Laurent ... 22
Belli Michel ... 31
Benmoussa Philippe ... 32
Calot Laurent ... 24
Cottan Serge ... 21
de Rauglaude Pierre ... 17
Decovemacker David ... 33
Duluc Alain ... 34
Fiehl Steve ... 32
Fontaine Patrice ... 42
François Sébastien ... 14
Garcia Antoine ... 31
Giron Frédéric ... 10-26
Hadad Roger ... 40
Juin Svetlana ... 51
Kauffmann Hervé ... 40
Labaume Tristan ... 16
Lagier Joëlle ... 33
Legrand Blandine ... 30
Lerendu Michel ... 22
Mardon Olivier ... 32
Masia Laurent ... 46
Médina Philippe ... 49
Ménard Eric ... 29
Morin Vincent ... 16
Pachulski Alexandre ... 39
Petitjean Nicolas ... 34
Philippon Raymond ... 48
Praddaude François ... 34
Real Séverine ... 16
Rebours Nicolas ... 22
Reding Viviane ... 10
Renaudin Rémy ... 9
Reydellet Olivier ... 33
Rivard François ... 18
Rouchon Olivier ... 50
Schouller Patrick ... 9
Selmayr Martin ... 9
Spector David ... 10
Testa Jean-Pierre ... 31
Trioreau Laurent ... 33
Vervin Aude-Claire ... 39
Vincent Stéphane ... 23

PUBLICITÉ

Capgemini ... 35
Fitec ... 15
IBM ... 60
Interwomen ... 41
Maroc Offshore ... 2
Orsys ... 11

Blogs & forums

Les informaticiens s'expriment sur internet

LES EFFETS PERVERS DE LA LOI HADOPI

« Avec Hadopi, le secret va se déchaîner. Avec le chiffrement à 256 bits de tous les échanges peer to peer, la mise en place de tunnels SSL, l'utilisation des protocoles HTTPS, TOR, I2O, l'utilisation des newsgroups chiffrés… »

Lu sur Sadroc.TECH

« Jamais la requête "peer to peer anonyme" n'était arrivée en tête des requêtes sur nos moteurs de recherche ! Avant, c'était une petite cinquantaine de visites par mois… A la mi-mai, nous sommes à près de 200 demandes. »

Lu sur Strapontins.org

Un blog s'alarme d'une possible généralisation du cryptage

Il a attendu que la loi Hadopi soit votée pour s'exprimer. En l'espace de vingt-quatre heures, Philippe Maltere, expert en sécurité chez Orange Business Services, est devenu une star de la blogosphère. Tout est parti d'un billet publié sur le blog sécurité d'OBS dont nous reproduisons la conclusion ci-dessous. Pour lui, la loi Hadopi risque d'entraîner une généralisation du cryptage. Jusqu'à présent, seuls les entreprises, les sites marchands et bancaires y recouraient. Avec Hadopi, *« le bon père de famille va prendre l'habitude de chiffrer toutes ces données, même de messagerie »*. Le peer to peer tel que nous le connaissons aujourd'hui va progressivement disparaître, mais pas l'échange de fichiers illégaux. Ils transiteront via des services d'anonymisation, des logiciels d'échange basés sur SSL ou des serveurs de fichiers centraux type Rapidshare ou MegaUpload, offrant une option HTTPS. Au risque de faire passer internet *« de difficilement contrôlable à totalement incontrôlable »* ■

CONTREPOINT. *Philippe Maltere, sur le blog sécurité d'Orange Business Services*

« Si toutes les communications sont cryptées, comment séparer le bon grain de l'ivraie ?

Impossible. Les spécialistes de contre-terrorisme ou de contre-pédophilie pourraient ne plus être à même d'effectuer correctement leur travail. Comme vous le savez, chaque pays a en projet une loi similaire à Hadopi. Les Etats-Unis en sont un exemple, mais à cet instant, ce type de projet n'est écarté ni par des associations de consommateurs, ni par les artistes… Non, non… Par la NSA, tout simplement, qui a tout de suite vu le danger de dérapage du tout-chiffré pour les problèmes de sécurité intérieure non maîtrisés. Ils avaient déjà des difficultés avec Skype pour la même raison, alors généraliser le chiffrement, pas question ! A méditer. L'impact sur les entreprises pourrait être un peu plus insidieux. En effet, ne pouvant plus rien contrôler, les FAI devront tout laisser passer. Adieu la qualité de service sur internet, maintenant balbutiante et bientôt morte. » ■

www.01informatique.fr

Créez « votre espace 01 » et personnalisez votre page d'accueil

- Accédez directement aux ARTICLES et aux FORUMS qui vous concernent.
- Déclarez vos LIENS FAVORIS pour une information plus ciblée.
- Conférences, salons, séminaires, organisez votre propre AGENDA.
- Gérez votre espace EMPLOI (dépôt de CV, alertes, etc.).

Journées 01

MERCREDI 24 JUIN 2009

Centre Étoile Saint-Honoré – Paris

Inscription : www.01net.com/journees01/convergence

LES DÉFIS DE LA

CONVERGENCE

ToIP, mobilité, sécurité...

Les offres orientées web enfin matures?

Vous souhaitez devenir partenaire de cette journée :
contactez Georges Pinheiro au 01 44 25 30 34

conception & réalisation : pampa presse

PLUS PERFORMANT, ET PLUS ÉCONOME EN ÉNERGIE.

Ne vous préoccupez plus de l'augmentation des coûts énergétiques… dotez-vous des serveurs hautes performances dont votre entreprise a besoin. L'IBM System x3650 M2 Express, équipé de processeurs Intel® Xeon® ultra-rapides et super-économes, est piloté par IBM Systems Director Active Energy Manager qui surveille la consommation de votre facture énergétique, vous aide à la maîtriser et à optimiser vos coûts d'exploitation.

Une offre des équipes IBM et de leurs partenaires commerciaux. **L'innovation simplifiée.**

IBM®
express advantage

IBM SYSTEM x3650 M2 EXPRESS
À PARTIR DE 2360 € HT [a]*

Réf. : 7947K4G

Processeur Intel® Xeon® E5520 quatre cœurs 2,26 GHz

3 x 2 Go

0 Go SAS "Hot-Swap" (2,5")

DVD multiburner

Alimentation 1 x 675 W "Hot-Swap"

Garantie : 3 ans[1]

IBM SYSTEM x3550 M2 EXPRESS
À PARTIR DE 1960 € HT [a]*

Réf. : 7946K3G

Processeur Intel® Xeon® E5506 quatre cœurs 2,13 GHz

3 x 1 Go

0 Go SAS "Hot-Swap" (2,5")

DVD multiburner

Alimentation 1 x 675 W "Hot-Swap"

Garantie : 3 ans[1]

IBM SYSTEM STORAGE DS3400 EXPRESS
À PARTIR DE 5110 € HT [a]*

Réf. : 172642X

Capacité de stockage évolutive jusqu'à 5,4 To (téraoctets) via des disques SAS de 450 Go remplaçables à chaud ou jusqu'à 12 To avec des disques SATA de 1 To

Interface FC (Fibre Channel) jusqu'à quatre gigabits par seconde (Gbit/s)

Grande flexibilité d'utilisation avec les serveurs IBM System x, IBM System p et BladeCenter

Garantie : 3 ans[1]

COMMANDEZ EN LIGNE :

1/ Choisissez votre matériel IBM.
2/ Achetez en ligne chez un revendeur.

ibm.com/systems/fr/express1

Prix HT, TVA 19,6 %. [a] Offres réservées aux entreprises et collectivités locales, valables dans la limite des stocks disponibles chez nos revendeurs, chacun restant libre de ses prix. Les produits x3550 M2 Express et x3650 M2 Express sont disponibles à la vente depuis le 21/04/2009. *Les prix indiqués sont des prix moyens constatés par IBM. Informations correctes au moment de la mise sous presse. Les prix dépendent de la configuration. 1. Couverture 9 h/j, 5 j/7, intervention prévisionnelle le jour ouvré suivant, sur site pour certains composants. Le support téléphonique peut être payant. IBM, le logo IBM, ibm.com, ibm express advantage, System x et System Storage sont des marques d'International Business Machines Corporation aux États-Unis et dans d'autres pays. Les symboles ® ou ™ attachés à la première occurrence de ces marques et d'autres marques IBM indiquent des marques détenues aux États-Unis par IBM au moment de la publication de ces informations. Ces marques peuvent également être déposées dans d'autres pays. La liste des marques IBM est disponible sur Internet sous la rubrique Copyright and trademark information, à l'adresse www.ibm.com/legal/copytrade.shtml. Intel, Intel logo, Intel Core, Intel Inside, Intel Inside logo, Xeon et Xeon Inside sont des marques d'Intel Corporation ou de ses filiales aux États-Unis, dans d'autres pays ou les deux. IBM France, Tour Descartes - La Défense 5 - 2, avenue Gambetta - 92400 Courbevoie - RCS Nanterre 552118465. © 2009 IBM Corporation. Tous droits réservés.